

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD
SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du 30 juin 2023

DELIBERATION N° 8

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION**

Extrait de la réunion du 30 juin 2023

ETAIENT PRESENTS

Mme Dominique ANDRIEU-BONNET, M. Rémy BACHEVALIER, Mme Laurence BARDUCA-FAUQUET, M. Christian BASTID, Mme Carole BERGERI, M. Gérard BLANC, M. Denis BOUAD, M. Vincent BOUGET, Mme Léa BOYER, Mme Cathy CHAULET, Mme Amal COUVREUR, M. Martin DELORD, Mme Muriel DHERBECOURT, Mme Isabelle FARDOUX-JOUE, Mme Pascale FORTUNAT-DESCHAMPS, Mme Véronique GARDEUR-BANCEL, Mme Maryse GIANNACCINI, M. Marc LARROQUE, Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT, M. Patrick MALAVIEILLE, Mme Hélène MEUNIER, Mme Valérie MEUNIER, Mme Elisabeth MONDET, M. Rémi NICOLAS, Mme Sylvie NICOLLE, Mme Bérengère NOGUIER, Mme Nathalie NURY, M. Bruno PASCAL, M. Julien PLANTIER, M. Philippe RIBOT, Mme Sophie ROULLE, Mme Huguette SARTRE, M. Patrick SCORSONE, M. Christophe SERRE, M. Richard TIBERINO, M. Eddy VALADIER

PROCURATIONS

M. Jean-Charles BENEZET donne procuration à M. Philippe RIBOT
M. Ghislain CHASSARY donne procuration à Mme Cathy CHAULET
M. Robert CRAUSTE donne procuration à Mme Laurence BARDUCA-FAUQUET
M. Jean-Pierre FUSTER donne procuration à Mme Elisabeth MONDET
M. Olivier GAILLARD donne procuration à Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT
M. Frédéric GRAS donne procuration à Mme Valérie MEUNIER
Mme Valérie GUARDIOLA donne procuration à M. Rémi NICOLAS
Mme Marie-Christine PEYRIC donne procuration à Mme Huguette SARTRE
M. Alexandre PISSAS donne procuration à Mme Sylvie NICOLLE

ABSENTS EXCUSES

Mme Pascale BORIES

**AFFECTATION DU RESULTAT 2022 ET DECISION MODIFICATIVE N°1 2023 -
BUDGET PRINCIPAL**

N° 8
SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

- VU** le Livre Troisième relatif aux Finances du Département du Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.3311-1 à L.3313-1, et les articles R.3311-2 à R.3313-8,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, en particulier les articles L.3312-6, R.3312-9 et R.3312-10 définissant les règles de reprise des résultats de l'exercice précédent,
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs mise en place par l'arrêté NOR LBLB0300011A du 21 octobre 2003,
- VU** la délibération n°08 du Conseil général en date du 16 décembre 2014 adoptant le règlement financier et budgétaire du Département,
- VU** la délibération n°01 du Conseil départemental en date du 06 janvier 2023, adoptant le Budget primitif 2023 du Département qui s'élève, tout mouvement confondu, à 957 054 262,08 € en fonctionnement et à 260 123 128,73 € en investissement soit un budget total de 1 217 177 390,81 €,
- VU** la délibération n°06 du Conseil départemental en date du 30 juin 2023 adoptant, pour le Budget principal, le Compte administratif de l'exercice 2022, avec en particulier les restes à réaliser,
- VU** le rapport n° 108 de Madame la Présidente du Conseil départemental,
- VU** la réunion de la Commission finances et administration générale en date du 26 juin 2023,
- VU** les pièces du dossier,

Entendu le Rapporteur, Monsieur Rémi NICOLAS,

Considérant que le Compte administratif 2022 du budget principal présente les résultats de l'exécution du budget de l'exercice 2022 et constate le solde d'exécution de la section d'investissement et le résultat de la section de fonctionnement, ainsi que les restes à réaliser,

Considérant que les résultats pour l'année 2022 hors reports, sont les suivants :

- en investissement : un résultat excédentaire de 4 012 975,43 €
- en fonctionnement : un résultat excédentaire de 185 410 430,66 €

Considérant que l'excédent de fonctionnement 2022 à reprendre en 2023 est d'un montant de 185 410 430,66 €,

Considérant que les restes à réaliser 2022 d'investissement, en dépenses et en recettes, à reporter sur l'exercice 2023 sont les suivants :

- en dépenses : 5 166 778,76 €

- en recettes : 10 587 605,29 €

Considérant que la capacité de financement 2022 de la section d'investissement est de 9 433 801,96 €,

Considérant que les restes à réaliser 2022 de fonctionnement, en dépenses et en recettes, à reporter sur l'exercice 2023 sont les suivants :

- en dépenses : 18 197,84 €

- en recettes : 0,00 €

Considérant que la Décision modificative n°1 soumise au vote ce jour atteint les mêmes objectifs que ceux pris en compte lors de l'adoption du Budget primitif 2023 à savoir :

- la maîtrise des dépenses de fonctionnement par une gestion rigoureuse et efficiente des moyens de l'institution départementale tout en préservant la qualité des services publics rendus aux usagers ;

- le maintien d'un haut niveau d'investissement pour soutenir l'activité économique et l'attractivité de son territoire,

Considérant également que la Décision modificative n°1 intègre une stratégie financière de maîtrise et de prudence eu égard au contexte actuel lié notamment à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à la hausse des prix susceptibles d'impacter les finances départementales,

A L'UNANIMITE,

Abstention de M. Rémy BACHEVALIER, M. Jean-Charles BENEZET, M. Gérard BLANC, Mme Léa BOYER, Mme Muriel DHERBECOURT, Mme Véronique GARDEUR-BANCEL, M. Frédéric GRAS, Mme Valérie MEUNIER, Mme Marie-Christine PEYRIC, M. Julien PLANTIER, M. Philippe RIBOT, Mme Sophie ROULLE, Mme Huguette SARTRE, M. Richard TIBERINO, M. Eddy VALADIER

Interventions de Mesdames Valérie MEUNIER, Laurence BARDUCA-FAUQUET et de Messieurs Christian BASTID et Christophe SERRE.

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Est affecté le résultat 2022 de fonctionnement d'un montant de 185 410 430,66 € selon la modalité suivante :

- affecter en section d'investissement la somme de 80 000 000,00 € ;
- reporter en section de fonctionnement la part non affectée en investissement pour un montant de 105 410 430,66 € (ce qui permet de disposer pour la section d'investissement d'un abondement complémentaire d'un montant de 17 225 774,08 €).

Les principales écritures d'équilibre comptable sont donc les suivantes :

- Chapitre R_001 : Excédent d'investissement reporté : 4 012 975,43 €
- Chapitre R_002 : Part du résultat de fonctionnement non affecté en investissement : 105 410 430,66 €
- Chapitre R_10 – article 1068 : Excédent de fonctionnement capitalisé : 80 000 000,00 €
- Chapitre D_023 : Virement à la section d'investissement : 17 225 774,08 €
- Chapitre R_021 : Virement de la section de fonctionnement : 17 225 774,08 €

ARTICLE 2 :

Est adoptée la Décision modificative n° 1 – 2023 du Budget principal, valant également Budget supplémentaire puisqu'elle reprend les résultats de l'exercice 2022, présentée par chapitre sans vote formel sur chacun des chapitres, avec opérations d'ordre et hors report, en annexe n°1 à la présente délibération.

Pour information, la Décision modificative n°1 – 2023 est également présentée, sans vote, par fonction, avec opérations d'ordre et hors reports, en annexe n°2 à la présente délibération.

En tenant compte des reports et de la reprise des résultats 2022, les crédits 2023 votés à cette séance budgétaire sont, tout mouvement confondu, en dépenses et en recettes, d'un montant de **104 778 583,22 €**. Une vue d'ensemble de la Décision modificative n°1 – 2023, ventilée par section, est jointe en annexe n°3.

Les éléments figurant en annexe n°4 présentent les propositions budgétaires ventilées par politiques publiques ainsi que les tableaux financiers (*tableaux de suivi des autorisations d'engagement et des autorisations de programme (AE-AP) ; tableaux des opérations réelles par prestations et services ; tableaux des opérations d'ordre et des opérations patrimoniales ; synthèse des opérations réelles et des opérations d'ordre par commissions*).

ARTICLE 3 :

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, d'un recours administratif auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental du Gard, 3 rue Guillemette 30044 Nîmes Cedex 9, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

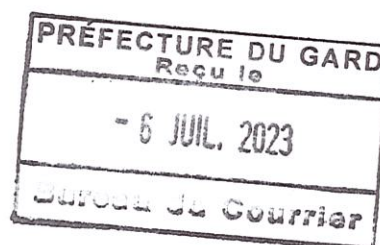
LA PRESIDENTE,

Pour la Présidente et par délégation,
Le Directeur des affaires juridiques
et de la commande publique

Sylvain DEVIDAS

Acte rendu exécutoire compte tenu de :

- La publication le : 07 JUIL. 2023
- L'affichage le :
- La transmission au représentant de l'Etat le : 05 JUIL. 2023



Annexe 1

Présentation par chapitre avec opérations d'ordre et hors report

Avec opérations d'ordre et <u>hors report</u>	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
F_002_Résultat section de fonctionnement		105 410 430,66		
F_011_Charges à caractère général	899 608,00			
F_012_Charges de personnel et frais assimilés	4 325 147,89			
F_013_Atténuations de charges		100 000,00		
F_016_Allocation Prestation Autonomie	2 572 910,00			
F_017_RSA	16 591 150,00			
F_022_Dépenses imprévues	16 621 791,27			
F_023_Virement à la section d'investissement	17 225 774,08			
F_042_Opérations d'ordre de transferts entre sections	609 200,00	-500,00		
F_6586_Frais de fonctionnement des groupes d'élus	1 670,00			
F_65_Autres charges de gestion courante	18 324 878,88			
F_66_Charges financières	100 000,00			
F_67_Charges exceptionnelles	2 000 000,00			
F_68_Dotations aux provisions	9 000 000,00			
F_70_Produits des services, du domaines et ventes diverses		50 000,00		
F_731_Impositions directes		-29 000 000,00		
F_73_Impôts et taxes		6 367 570,00		
F_74_Dotations, subventions et participations		-184 672,70		
F_77_Produits exceptionnels		497 500,00		
F_78_Reprises sur provisions		5 050 000,00		
I_001_Résultat section d'investissement				4 012 975,43
I_018_RSA				
I_20_Immobilisations incorporelles (sauf 204)			334 200,00	
I_204_Subventions d'équipement versées			-280 823,50	43 159,57
I_21_Immobilisations corporelles			2 105 000,00	
I_23_Immobilisations en cours			5 380 000,00	
I_10_Dotations, fonds divers et réserves				80 000 000,00
I_13_Subventions d'investissement				2 409 323,39
I_16_Emprunts et dettes assimilées				-98 599 782,50
I_26_Participations et créances rattachées à des participations			783 600,00	
I_27_Autres immobilisations financières				200 000,00
I_021_Virement de la section de fonctionnement				17 225 774,08
I_040_Opérations d'ordre de transferts entre sections			-500,00	609 200,00
I_020_Dépenses imprévues			3 000 000,00	
Somme :	88 272 130,12	88 290 327,96	11 321 476,50	5 900 649,97

Annexe 2

Présentation par fonction avec opérations d'ordre et hors report

Avec opérations d'ordre et <u>hors report</u>	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
01 Opérations non ventilables	47 658 435,35	87 627 582,66	3 783 100,00	3 638 469,01
0201 Administration générale de la collectivité (personnel non ventilable)	1 517 677,89			
0202 Administration générale de la collectivité (autres moyens généraux)	397 000,00	497 500,00	1 001 200,00	87 522,00
021 Assemblée locale	131 100,00			
023 Information, communication, publicité				
12 Incendie et secours	3 153 998,88		-1 400 000,00	
18 Autres interventions de protection des personnes et des biens	43 656,65			
20 Services communs	658 590,00		5 000,00	
221 Collèges	15 000,00	100 000,00	1 038 000,00	-87 522,00
30 Services communs	53 420,00			
311 Activités artistiques et action culturelle	30 000,00		-50 000,00	
312 Patrimoine (musées, monuments)			-31 390,00	
313 Bibliothèques et médiathèques	36 150,00			
314 Musées	23 600,00			
315 Services d'archives	46 540,00	15 000,00	25 000,00	
32 Sports	45 000,00		-600 000,00	
33 Jeunesse (action socio-éducative) et loisirs	0,00		27 704,00	
41 PMI et planification familiale	471 160,00			
42 Prévention et éducation pour la santé	140 000,00			
50 Services communs	1 082 010,00		-200 000,00	411 924,00
51 Famille et enfance	9 528 000,00			
52 Personnes handicapées	3 040 000,00		100 000,00	
538 Autres	0,00		-414 081,90	
550 Services communs	272 910,00			
551 APA à domicile	2 000 000,00			
564 Insertion professionnelle	728 500,00			
566 Dépenses de structure	176 430,00			
567 Allocations RSA	15 000 000,00			
58 Autres interventions sociales	20 500,00			
60 Services communs	596 670,00			
61 Eaux et assainissement			487 957,39	-19 687,48
621 Réseau routier départemental			7 000 000,00	
628 Autres réseaux de voiries			1 100 000,00	3 449,50
64 Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	-105 000,00		-639 981,10	34 710,07
70 Services communs	64 320,00			1 826 784,87
72 Logement	414 014,00			
738 Autres actions en faveur du milieu naturel	369 467,35		125 600,10	5 000,00
74 Aménagement et développement rural	500 000,00			
90 Services communs	13 760,00			
91 Structures d'animation et de développement économique				
921 Laboratoire départemental	32 220,00			
928 Autres	85 000,00	-49 754,70	-26 131,99	
94 Développement touristique	32 000,00	100 000,00	-10 500,00	
Somme :	88 272 130,12	88 290 327,96	11 321 476,50	5 900 649,97

Annexe 3

Vue d'ensemble par section avec opérations d'ordre et reports

Fonctionnement

	DM1 2023					
	Dépenses			Recettes		
	Crédits	Report	DM1	Crédits	Report	DM1
Opérations d'ordre	609 200,00		609 200,00	-500,00		-500,00
Opérations réelles (hors dépense imprévue et dette)	53 715 364,77	18 197,84	53 751 760,45	-17 119 602,70		-17 119 602,70
Opérations réelles Dette	100 000,00		100 000,00			
022 Dépense imprévues	16 621 791,27		16 621 791,27			
002 Résultat de Fonctionnement N-1 reporté				105 410 430,66		105 410 430,66
023 Virement à la section d'investissement	17 225 774,08		17 225 774,08			
Somme :	88 272 130,12	18 197,84	88 290 327,96	88 290 327,96		88 290 327,96

Investissement

	DM1 2023					
	Dépenses			Recettes		
	Crédits	Report	DM1	Crédits	Report	DM1
Opérations d'ordre	-500,00		-500,00	609 200,00		609 200,00
Opérations patrimoniales						
Opérations réelles Dette				-98 599 782,50		-98 599 782,50
Opérations réelles (hors dépense imprévue)	8 321 976,50	5 166 778,76	13 488 755,26	2 652 482,96	10 587 605,29	13 240 088,25
020 - Dépense imprévues	3 000 000,00		3 000 000,00			
Résultat d'investissement N-1				4 012 975,43		4 012 975,43
1068 - Résultat (Excédent de fonctionnement capitalisé)				80 000 000,00		80 000 000,00
021 - Virement de la section de fonctionnement				17 225 774,08		17 225 774,08
Somme :	11 321 476,50	5 166 778,76	16 488 255,26	5 900 649,97	10 587 605,29	16 488 255,26



SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 30 JUIN 2023

Présentation du Budget départemental

Décision modificative n°1 2023 du Budget principal

PARTIE 1. CREDITS BUDGETAIRES4

AXE 1. SOUTENIR ET ACCOMPAGNER TOUS CEUX QUI EN ONT BESOIN 7

- A) Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées7
- B) Mener une politique d'insertion au service de l'emploi9
- C) Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence11
- D) Faire du logement une priorité12
- E) Soutenir l'activité et l'emploi14
- F) Favoriser la réussite de tous les jeunes.....15
- G) Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes18
- H) Aider les plus vulnérables18

AXE 2 - PROTEGER NOTRE SANTE ET NOTRE QUALITE DE VIE 19

- A) Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité19
- B) Réussir la transition écologique21
- C) Construire une destination touristique d'exception26
- D) Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales27
- E) Militer pour la culture pour tous.....29
- F) Faire du sport la clé de l'épanouissement de chacun.....30
- G) Agir pour lutter contre les risques31
- H) S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous35
- I) Développer la lecture publique sur l'ensemble du département.....36

AXE 3 - RELIER LES PERSONNES ET LES TERRITOIRES 37

- A) Soutenir une vie associative locale37
- B) Garantir et simplifier les services de proximité37
- C) Mieux circuler et se déplacer38
- D) Connecter chacun au très haut débit.....39
- E) Faire vivre la démocratie locale dans la concertation et la transparence39

MOYENS ET RESSOURCES - RENDRE POSSIBLE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS EN ADAPTANT LES RESSOURCES AUX BESOINS 40

- A) Gérer l'institution de manière pérenne40
- B) Innover et protéger le système d'information et les usages numériques42
- C) Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques45
- D) Préserver durablement les finances du Conseil départemental.....46
- E) Développer et piloter une politique RH de qualité50

F) Entretien et valoriser notre patrimoine bâti	51
G) Préserver la santé des agents	52

PARTIE 2. LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES....53

UNE SECTION DE FONCTIONNEMENT PERMETTANT DE DEGAGER UNE EPARGNE BRUTE D'UN MONTANT DE 17,8 M€	54
A) Des recettes réelles de fonctionnement inscrites pour 88,3 M€.....	54
B) Des dépenses réelles de fonctionnement inscrites pour 70,5 M€.....	54
UNE SECTION D'INVESTISSEMENT DOTE D'UN HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT EN SOUTIEN A L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE AVEC UNE DETTE MAITRISEE	55
GRAPHIQUES	57
A) Volet Dépenses.....	57
B) Volet Recettes	61
VUE D'ENSEMBLE	62

PARTIE 3. TABLEAUX FINANCIERS.....65

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)	66
A) Créations d'AE-AP 2023 et révisions	66
B) Suivi budgétaire des AE-AP actives	86
OPERATIONS REELLES (PRESTATIONS)	101
OPERATIONS D'ORDRE	126
RESTES A REALISER N-1	129
SYNTHESE PAR COMMISSION	138

Partie 1. CREDITS BUDGETAIRES

L'action publique que le Conseil départemental souhaite promouvoir s'articule autour de trois axes prioritaires :

1. Soutenir et accompagner tous ceux qui en ont besoin
2. Protéger notre santé et notre qualité de vie
3. Relier les personnes et les territoires

Ces trois axes sont déclinés en 22 engagements politiques qui sont précisément exposés dans le présent document de présentation du Budget départemental.

Pour parvenir à la réalisation de ces 3 axes prioritaires et de ces 22 engagements politiques, le Conseil départemental se dote de moyens et ressources déclinés en 7 engagements de l'administration.

Par ailleurs, 4 actions phares du projet départemental peuvent être mises en exergue :

- ⇒ La création des Maisons du Conseil départemental qui ont vocation à constituer un réseau de sites avancés de la Collectivité sur les territoires pour en faciliter l'accès aux Gardoises et aux Gardois. Les premières Maisons seront ouvertes avant l'été 2023.
- ⇒ La mise en place d'un Conseil départemental des jeunes (CDJ), projet lancé dès cette rentrée scolaire 2022/2023, qui assurera une représentativité de tous les cantons et de tous les collèges publics avec des jeunes élus parmi des élèves de 5^{ème} et 4^{ème}.
- ⇒ La modernisation du Centre sportif de Méjannes-le-Clap, vitrine de la politique sportive du Conseil départemental, avec l'aboutissement d'une première phase de travaux en 2023.
- ⇒ La création de l'Agence départementale de l'habitat et du logement (ADHL) au 1^{er} janvier 2023 qui permettra au Conseil départemental de renforcer sa capacité d'action en matière de logement et d'habitat et de mettre en cohérence les missions d'accompagnement des publics.

La Collectivité se donnera également les moyens de porter les orientations des différents schémas adoptés ou à venir :

- Schéma unique des solidarités sociales
- Schéma des mobilités
- Schéma du tourisme, des loisirs et de l'attractivité
- Schéma des enseignements artistiques
- Schéma de l'éducation et des collèges
- Schéma de la culture
- Schéma des archives départementales
- Schéma de l'économie sociale et solidaire
- Schéma de la lecture publique
- Schéma des sports
- Schéma des dessertes forestières
- Schéma eau-climat 3.0
- Schéma de cohérence des activités de pleine nature
- Schéma des espaces naturels sensibles
- Schéma du débroussaillage
- Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables

Ces schémas départementaux donnent un cadre aux objectifs fixés par l'Assemblée délibérante. Ils permettent d'apprécier les besoins de la population et de déterminer les actions à mettre en œuvre pour répondre à chaque situation. Ces documents ont pour socle commun l'information, l'accès aux droits, l'accompagnement et le renforcement des partenariats.

AXE I. SOUTENIR ET ACCOMPAGNER TOUS CEUX QUI EN ONT BESOIN

Ce premier axe prioritaire se décline en 8 engagements politiques :

- ❖ Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées
- ❖ Mener une politique d'insertion au service de l'emploi
- ❖ Soutenir l'activité et l'emploi
- ❖ Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence
- ❖ Faire du logement une priorité
- ❖ Favoriser la réussite de tous les jeunes
- ❖ Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes
- ❖ Aider les plus vulnérables

A) Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées

- ❖ Répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de leurs aidants

a) L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile

S'agissant des prévisions des dépenses d'APA à domicile, il a été prévu au Budget primitif 2023 44 284 586 € de crédits en dépenses ventilés comme suit :

- APAD versées aux services d'aide à domicile : 36 419 866 €
- APAD versées directement aux bénéficiaires : 7 861 220 €
- Titres annulés : 3 500 €

Compte tenu de l'activité constatée sur les trois premiers mois de l'année et de la consommation de l'exercice budgétaire précédent, il est décidé dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023 l'inscription de 2 000 000 € supplémentaires en dépenses de fonctionnement pour l'APA à domicile versée directement aux bénéficiaires.

Cette décision tient compte de l'augmentation du nombre de bénéficiaires mais également de la nécessité de faciliter le rattachement des dépenses engagées, rendu difficile les années précédentes en raison de crédits insuffisants.

b) L'aide à la vie partagée

Il est décidé la création d'une autorisation de programme (AP 2023 HABITINCLU) d'une durée de cinq ans et d'un montant de 500 000 € pour le financement de l'habitat inclusif pour les personnes en situation de handicap avec un phasage prévu jusqu'en 2027. Dans le cadre de cette action, les crédits de paiement en dépenses d'investissement sont estimés à 100 000 € pour l'exercice 2023.

Par ailleurs, lors de la création de l'autorisation de programme relative à l'aide à la vie partagée (AP 2023 AVP), les crédits inscrits en dépenses d'investissement au Budget primitif 2023 ont été sous-évalués. Dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023, il est donc décidé d'inscrire 90 000 € de crédits de paiement supplémentaires afin de se conformer à la programmation actée par le cadre d'adhésion de l'appel à manifestation d'intérêt. Il est précisé que ce réajustement est sans incidence financière sur le montant total de l'autorisation de programme.

En outre, il convient d'inscrire les recettes prévisionnelles versées par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) qui sont liées à ces actions. Les crédits de paiement en recettes d'investissement sont d'un montant de 411 924 €. Ces recettes augmentent ainsi l'autorisation de programme à due concurrence du montant inscrit en crédits de paiement.

c) Les subventions à divers organismes partenaires

Pour la mise en œuvre d'un nouveau dispositif en faveur des centres de santé et des cabines pour de la téléconsultation, il est décidé la création d'une autorisation de programme (AP 2023 SANTE) d'une durée de cinq ans et d'un montant de 1 000 000 €. Les crédits de paiement nécessaires à la mise en œuvre de ce projet sont estimés à 200 000 € en dépenses d'investissement pour l'exercice 2023.

d) La Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

Au Budget primitif 2023, les crédits votés étaient d'un montant de 25 286 500 € en dépenses de fonctionnement. Dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023, il est décidé d'inscrire 3 000 000 € de crédits supplémentaires afin de prendre en compte l'effet prix mais également une augmentation des bénéficiaires liée à la montée en puissance de la nouvelle prestation PCH parentalité (tendance nationale constatée en ce début d'année).

- ❖ Développer l'habitat et les lieux de vie afin d'accompagner la transition démographique et les nouvelles aspirations des gardoises et des gardois

S'agissant des subventions d'investissement pour les établissements sociaux et médico sociaux, en raison de l'avancement et de l'achèvement de certains projets de modernisation et de restructuration d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), il est nécessaire de procéder à de nouveaux phasages des enveloppes solidarités.

La révision de la programmation implique une diminution des crédits de paiement 2023 à hauteur de 504 081,90 € au total en dépenses d'investissement ventilés comme suit :

- AP 2017 SOLIDARITE : -107 603,64 €
- AP 2018 SOLIDARITE : -121 554,87 €
- AP 2019 SOLIDARITE : -274 923,39 €

Au total pour l'engagement politique « Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 5 000 000,00 € en dépenses

En investissement : -114 081,90 € en dépenses et 411 924,00 € en recettes

B) Mener une politique d'insertion au service de l'emploi

- ❖ Garantir un niveau minimum de revenu aux personnes sans ressource

Au Budget primitif 2023, les crédits de paiement pour le versement du Revenu de solidarité active (RSA) aux allocataires ont été inscrits pour un montant de 186 973 000 € en dépenses de fonctionnement.

Compte tenu de l'effet prix des revalorisations et d'une incertitude sur l'évolution du nombre de bénéficiaires, il est constaté que les dépenses RSA appelées par la Caisse d'allocations familiales connaissent une hausse significative. Ainsi, du fait de cette incertitude, les dépenses prévisionnelles estimées nécessitent des crédits supplémentaires à hauteur de 15 000 000 €.

- ❖ Développer et déployer une offre d'insertion unique permettant un accompagnement adapté des personnes éloignées de l'emploi

Les crédits de fonctionnement sont dédiés à l'ensemble de l'offre d'insertion socio professionnelle développée par la Collectivité en direction des publics très éloignés du marché de l'emploi.

- a) Les subventions pour des actions d'insertion et d'accompagnement (AIA)-
Ordinaires

Dans le cadre du prolongement en année pleine des engagements du Plan pauvreté, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 500 000 € en vue de financer des actions d'insertion.

- b) Les subventions pour des actions favorisant l'insertion par l'activité économique
non marchande (Ateliers, chantiers d'insertion, ACI)

L'insertion par l'activité économique constitue un axe prépondérant de l'offre d'insertion développée par le Conseil départemental. Elle permet en effet de proposer à toute personne en insertion, en particulier les bénéficiaires du RSA et les jeunes, à la fois un emploi, un accompagnement social et professionnel et enfin une formation. L'ensemble constitue, pour les personnes qui en bénéficient, un levier vers le retour à l'emploi.

Le Conseil départemental souhaite poursuivre, en 2023, son soutien en direction des ateliers et chantiers d'insertion au titre des crédits d'insertion. En 2023, 571 postes sont conventionnés par l'Etat dont 462 cofinancés par le Conseil départemental, à savoir 410 postes dédiés aux bénéficiaires du RSA et 52 dédiés aux publics jeunes. Par ailleurs, le Conseil départemental souhaite également venir en soutien des ACI sur la recherche de solutions d'économie d'énergie pour faire face à la crise énergétique et à l'inflation. Il est donc décidé d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires d'un montant de 300 000 €.

Afin d'ajuster le phasage des crédits sur l'autorisation d'engagement relative au financement des chantiers d'insertion (AE 2022 IAECHANTIE), il est décidé de réaliser des mouvements de crédits de 2023 vers 2024 générant dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023 une diminution de crédits d'un montant de 11 000 €. Ces mouvements sont sans incidence financière sur le montant total de l'enveloppe.

En outre, l'ensemble des opérations étant terminées, il convient de clôturer les autorisations d'engagement suivantes :

- 2016 IAECHANTIE
- 2019 IAECHANTIE
- 2020 IAECHANTIE
- 2021 IAECHANTIE

c) Les subventions de fonctionnement dans le domaine de l'insertion

Il est décidé la création de deux autorisations de programme relatives au Fonds départemental de développement de l'insertion :

- AP 2023 FDDIAE (IAE) d'une durée de cinq ans et d'un montant de 90 000 €
- AP 2023 FDDHORSIAE (hors IAE) d'une durée de cinq ans et d'un montant de 30 000 €

Les crédits de paiement ont été phasés sur les exercices ultérieurs.

FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales

Compte tenu de l'avancement des actions menées par le Conseil départemental dans le cadre du Schéma unique des solidarités sociales, il est décidé de procéder à des réajustements de crédits de paiement au sein de l'autorisation d'engagement (AE 2023 SCHEMASDS). Ces modifications sont sans incidence financière et résultent d'un transfert de crédits entre les différents engagements politiques.

Il est donc décidé au sein de l'engagement politique « Mener une politique d'insertion au service de l'emploi » une diminution des crédits de paiement d'un montant de 140 500 €. Ces crédits sont réorientés vers les engagements politiques « Faire du logement une priorité » (500 €) et « S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous » (140 000 €).

Au total pour l'engagement politique « Mener une politique d'insertion au service de l'emploi », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 15 648 500 € en dépenses

C) Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence

❖ Garantir et accroître l'offre d'accueil de l'enfance en danger

Pour cette mission, les demandes de crédits supplémentaires sont principalement liées à l'inflation, aux évolutions réglementaires de fin d'année 2022 et notamment à l'extension en année pleine du Ségur de la santé, soit la somme de 5,6 M€ ainsi que 2,1 M€ pour la création de places d'accueil dans les Maisons d'Enfants à caractère social (MECS) et les lieux de vie (dépenses pérennes). Une demande de crédits d'un montant de 1,603 M€ est également prévue pour les dépenses non pérennes.

Ainsi, ces nouvelles inscriptions sont ventilées, par prestation, de la manière suivante :

a) La prise en charge de l'accueil au Centre départemental d'accueil des familles

Pour la dotation annuelle allouée au Centre Départemental d'Accueil des Familles qui est un établissement public autonome, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 381 000 €.

Le Centre Départemental d'Accueil des Familles exerce, en application du Code de l'action sociale et des familles, des missions d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement et d'orientation des femmes enceintes et des mères isolées avec enfants de moins de 3 ans à charge.

Les demandes de crédits supplémentaires sont principalement liées à l'inflation, aux évolutions réglementaires de fin d'année 2022 et notamment à l'extension en année pleine du Ségur de la santé.

b) La prise en charge de l'accueil au Foyer de l'Enfance

Le Foyer Départemental de l'Enfance est chargé de l'accueil d'urgence de l'hébergement, de l'orientation des mineurs confiés au service par OPP (Ordonnance de Placement Provisoire) ou par décision administrative. Dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 400 000 €.

Les demandes de crédits supplémentaires sont principalement liées à l'inflation, aux évolutions réglementaires de fin d'année 2022 et notamment à l'extension en année pleine du Ségur de la santé.

c) La prise en charge de l'accueil dans des lieux de vie

Des crédits supplémentaires au Budget 2023 sont estimés à hauteur de 900 000 € afin de pouvoir prendre en charge l'accueil d'enfants dans les 19 structures autorisées « lieux de vie et d'accueil » qui relèvent de prises en charge spécifiques (en dehors du périmètre de l'accueil dans les établissements médico-sociaux du champ de la protection de l'enfance et de l'accueil en famille).

Les lieux de vie et d'accueil bénéficient d'un financement par dotation globale et sont conventionnés avec le Conseil départemental du Gard avec pour objectif de garantir un taux d'occupation à ces structures correspondant aux besoins repérés et prenant en charge prioritairement des enfants gardois.

Les demandes de crédits supplémentaires sont principalement liées à l'inflation, aux évolutions réglementaires de fin d'année 2022 et notamment à l'extension en année pleine du Ségur de la santé.

d) La prise en charge de l'accueil des jeunes au Foyer des jeunes travailleurs et à l'hôtel

Afin de faire face aux contraintes en termes de places dans les dispositifs de protection de l'enfance, les jeunes mineurs et majeurs les moins en difficulté sont accueillis en nombre plus important au sein des foyers de jeunes travailleurs ou en hôtels avec un accompagnement socio-éducatif porté directement par les services du Conseil départemental afin de finaliser leur autonomisation. Pour cette prise en charge, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement des crédits supplémentaires à hauteur de 233 000 €.

e) La prise en charge de l'accueil en Maisons d'enfants

Il est décidé d'inscrire 7 389 000 € de crédits supplémentaires pour la prise en charge des enfants en Maisons d'enfants à caractère social du Gard et hors Gard. Les budgets incluent la prise en compte des incidences des plans pluriannuels d'investissement validés ainsi que celles des mesures conventionnelles accordées au personnel (notamment les Indemnités départ en retraite) opposables aux financeurs et les mesures nouvelles qui seront accordées.

Les demandes de crédits supplémentaires sont principalement liées à l'inflation, aux évolutions réglementaires de fin d'année 2022 et notamment à l'extension en année pleine du Ségur de la santé.

Au total pour l'engagement politique « Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 9 303 000 € en dépenses

D) Faire du logement une priorité

- ❖ Renforcer les actions relatives au logement au moyen de l'Agence départementale de l'habitat et du logement

Dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023, des crédits supplémentaires en dépenses sont alloués au titre de la dotation complémentaire précontractuelle à hauteur de 333 000 € pour :

- ⇒ l'avance de trésorerie (SLIME-SEP et CLEDE)
- ⇒ l'association la Pléiade
- ⇒ la revalorisation des rémunérations : Ségur et revalorisation du point d'indice
- ⇒ la fin de la mise à disposition des agents

❖ Contribuer à la production et à l'amélioration de logements sociaux

a) L'appui technique logement social

L'ensemble de cette prestation a été transféré à l'Agence départementale de l'habitat et du logement (ADHL) au 1^{er} janvier 2023. Toutefois, pour permettre le paiement des engagements antérieurs au 1^{er} janvier 2023, il est nécessaire d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires pour un montant total de 81 014 €.

Il est donc décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement :

- 10 000 € en crédits de paiement AE 2020 MARCHELOG
- 71 014 € en crédits de paiement AE 2022 MARCHELOGH

b) Les subventions à la création et à la réhabilitation de logements hors RU

S'agissant des subventions pour la création et à la réhabilitation de logements hors renouvellement urbain, les montants de certaines autorisations de programme liées peuvent être réajustés.

Aussi, il est décidé :

- de diminuer l'AP 2014 LOGEMENT de 500 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2016 LOGEMENT de 500 €
- de diminuer l'AP 2017 LOGEMENT de 1 500 €

❖ Accompagner la transformation des quartiers urbains dégradés

a) Les subventions FDS pour ORU de Nîmes métropole

Il est décidé :

- de clôturer l'AP 2015 RUNIMESINV

b) Les subventions dans le cadre du FDS ANRU2 et PNRQAD Saint Gilles

Il est décidé :

- de diminuer l'AE 2018 RU2FON de 1 467,98 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2019 RU2INV de 60 698,00 €
- de diminuer l'AP 2020 RU2INV de 143,00 €
- de clôturer l'AP 2017 RU2INV

FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales

Compte tenu de l'avancement des actions menées par le Conseil départemental dans le cadre du Schéma unique des solidarités sociales, il est décidé de procéder à des réajustements de crédits de paiement au sein de l'autorisation d'engagement (AE 2023 SCHEMASDS). Ces modifications sont sans incidence financière et résultent d'un transfert de crédits entre les différents engagements politiques.

Il est donc décidé au sein de l'engagement politique « Faire du logement une priorité » une augmentation des crédits d'un montant de 500 €. Comme évoqué précédemment, cette augmentation est compensée par la diminution des crédits initialement alloués à l'engagement « Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées ».

Au total pour l'engagement politique « Faire du logement une priorité », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 414 514 € en dépenses

E) Soutenir l'activité et l'emploi

❖ Accompagner à la pérennisation de l'hydraulique agricole

En complément des aides de la Région, le Conseil départemental apporte des aides pour les opérations d'hydraulique agricole individuelle et collective, s'inscrivant dans le cadre général du Plan de développement rural.

Des subventions anciennes d'hydraulique agricole ont été diminuées, au vu des justificatifs de paiement. Les annulations s'élèvent au total à 24 841,79 €.

Dès lors, il est ainsi décidé :

- de diminuer l'AP 2018 INVSTE de 320,98 € sans impact sur les crédits de paiement 2023
- de diminuer l'AP 2020 INVSTE de 18 576,39 € avec impact sur les crédits de paiement 2023
- de diminuer l'AP 2021 INVSTE de 2 144,42 € sans impact sur les crédits de paiement 2023
- de diminuer l'AP 2022 INVSTE de 3 800,00 € sans impact sur les crédits de paiement 2023

Par ailleurs, compte tenu de l'état d'avancement des opérations, il convient de modifier les crédits de paiement 2023, en dépenses d'investissement, de la façon suivante :

- -18 576,39 € en crédits de paiement sur l'AP 2020 INVSTE

Au total pour l'engagement politique « Soutenir l'activité et l'emploi », il est décidé d'inscrire :

En investissement : -18 576,39 € en dépenses

F) Favoriser la réussite de tous les jeunes

- ❖ Créer les conditions de la réussite éducative des collégiens en assurant l'accès aux savoirs et à la connaissance

a) Les subventions pour la réfection des halles de sports communales

Il est décidé d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires, en dépenses d'investissement, pour un montant de 27 704 € au sein de l'AP 2020 HALLESPORT pour tenir compte de l'avancée des travaux subventionnés et des demandes de paiement qui parviendront d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, il est décidé de diminuer cette autorisation de programme AP 2020-HALLESPORT de 100 000 €, afin de prendre en compte le niveau réel des engagements pris dans la cadre de ce programme.

b) Les subventions d'investissement pour des collèges privés

Il est décidé de créer une nouvelle prestation pour le financement des travaux d'investissement des collèges privés. Ces travaux seront subventionnés dans le cadre de la loi Falloux, loi relative à l'enseignement du 15 mars 1850, qui encadre strictement le montant des engagements financiers que la collectivité peut accorder à des établissements privés.

Il est donc décidé de créer une nouvelle autorisation de programme (AP 2023 COLLPRIVES) d'une durée de trois ans et d'un montant de 500 000 € au sein de laquelle les crédits de paiement 2023 sont estimés à hauteur de 200 000 €.

c) Les subventions pour la construction et la rénovation des équipements sportifs utilisés par les collégiens

Une autorisation de programme (AP 2023 EQUIPSPORT) a été votée au Budget 2023 à hauteur de 300 000 € en vue du financement des projets de création ou rénovations d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux attribués dans le cadre de la doctrine définie lors de la séance du Conseil départemental du 21 octobre 2022. Compte tenu des dossiers déposés, il est décidé d'augmenter cette AP de 300 000 €, étant précisé que les crédits afférents seront phasés à partir de 2024.

Par ailleurs, il est décidé de diminuer l'AP 2022 EQUIPSPORT de 181 351 € pour tenir compte des engagements réalisés à hauteur de 118 649 €. Les crédits de paiement 2023 ne sont pas impactés.

d) La participation des départements limitrophes au fonctionnement des collèges gardois

Les dotations versées en 2023 aux collèges publics gardois ayant augmenté du fait de la prise en compte des hausses de charges de viabilisation, les recettes liées à la participation des départements limitrophes aux frais de fonctionnement des collèges gardois sont également en hausse.

Il convient d'inscrire 100 000 € de crédits supplémentaires en recettes de fonctionnement pour prendre en compte l'augmentation de ces recettes.

e) L'optimisation et la sécurisation du parc informatique des collèges

Il est décidé de voter un budget supplémentaire aux fins de poursuivre l'optimisation du parc informatique, la sécurisation et la centralisation de l'architecture réseau du système d'information (SI) des collèges, et notamment de :

- ⇒ Mettre en place une place une infrastructure du Système d'information (SI) des collèges centralisée et modernisée dans une logique d'optimisation des coûts, de mutualisation des ressources, de sécurisation et de stabilisation du SI (matériel et logiciel)
- ⇒ Prendre en compte l'augmentation des prix du matériel, de l'achat des supports, de l'ajout de vidéoprojecteurs interactifs et enfin du nombre d'installation à prévoir en 2023 dans le cadre du renouvellement d'une partie du parc de vidéoprojecteurs dans les collèges
- ⇒ Homogénéiser le parc administratif des collèges en termes d'outils bureautiques (Suite Office 365)
- ⇒ Prendre en compte l'augmentation tarifaire de l'Environnement Numérique de Travail (ENT) de la Région Occitanie pour les collèges.

Il est décidé en dépenses d'investissement (623 000 €) l'inscription des crédits ci-dessous :

- Matériels infra des collèges (serveurs et stockage) :	175 000 €
- Licences des infrastructures réseau des collèges :	175 000 €
- Licences suite Microsoft Office :	54 000 €
- Vidéoprojecteurs :	150 000 €
- Espace Numérique de Travail :	69 000 €

f) La mise en place des liaisons Très Haut Débit à tous les établissements

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'action global pluri annuel de raccordement au Très Haut Débit (Gecko et WiGard) sur l'ensemble des collèges départementaux dans une logique d'optimisation des coûts et d'accueil des nouveaux usages numériques (passage à 100 Mb/s pour 52 collèges via le THD'OC V2 pour un numérique éducatif de qualité mais aussi pour permettre la modernisation et la centralisation des infrastructures des collèges), il est décidé d'inscrire 15 000 € de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement.

❖ Renforcer l'insertion des jeunes, leur formation et leur citoyenneté

En ce qui concerne le Conseil départemental des jeunes, le Budget 2023 s'élève à 100 000 €. Une meilleure visibilité sur les besoins en termes de dépenses de fonctionnement permet d'identifier plus précisément les imputations sur lesquelles doivent être inscrits ces crédits. Il est donc décidé des ajustements entre lignes budgétaires sur cette prestation, à budget constant :

- Transport en taxis :	20 000 €
- Frais de réception :	15 000 €
- Divers :	5 000 €
- Autres dépenses :	-40 000 €

❖ Contribuer au développement de l'enseignement supérieur

S'agissant des subventions pour le développement de l'enseignement supérieur, il est nécessaire de prendre en compte des opérations listées dans le volet Culture et Patrimoine du Contrat de plan État-Région (CPER), dans l'autorisation de programme initialement créée pour les dossiers du volet enseignement supérieur, recherche et innovation.

En prévision de la réception de ces dossiers, il est donc décidé :

- d'augmenter l'AP 2022 CPER2127 de 3 000 000 € portant ainsi son montant total à 4 300 000 €, sans incidence financière sur les crédits de paiement 2023.

Il est également décidé de clôturer l'AP 2018 PINEDE.

❖ Adapter et pérenniser la qualité des lieux d'éducation

En 2023, le Conseil départemental poursuit la modernisation et la réhabilitation des collèges. Dans ce cadre, il est décidé de lancer les études et travaux de réagencement intérieur et extérieur du collège Romain Rolland à Nîmes. Afin de répondre aux besoins du programme, il est décidé la création d'une autorisation de programme (AP 2023 CNROLLAND) d'une durée de cinq ans et d'un montant de 3 700 000 €. Au sein de cette enveloppe, il est décidé d'inscrire 150 000 € de crédits de paiement pour l'année 2023.

Pour accélérer la mise en œuvre des travaux d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux collèges, il est décidé d'inscrire en 2023 des crédits supplémentaires à hauteur de 600 000 €.

En revanche, au vu de l'actualisation des besoins d'avances de fonds estimés par la SPL 30 pour les travaux de reconstruction du collège Jules Vallès à Nîmes, il est décidé de réduire les crédits de paiement 2023 de 570 000 € sur cette opération.

Les projets d'implantation de futurs collèges n'étant pas suffisamment aboutis, il est également décidé de diminuer les crédits de paiement de 150 000 € sur les études préalables liées aux futurs collèges.

Enfin, il est décidé de diminuer les crédits de paiement 2023 de 15 000 € pour la gestion des marchés de maintenance et sécurité des installations électriques des collèges.

- ❖ Adapter et pérenniser la qualité des lieux d'accueil du public et de travail des agents départementaux

D'autres dépenses diverses en investissement (achat de matériel de bureau et mobilier scolaires...) d'un montant de 200 000 € sont aussi nécessaires.

Au total pour l'engagement politique « Favoriser la réussite de tous les jeunes », il est décidé d'inscrire :
 En fonctionnement : 15 000 € en dépenses et 100 000 € en recettes
 En investissement : 1 065 704 € en dépenses

G) Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

H) Aider les plus vulnérables

Dans le cadre des missions de développement des politiques d'accompagnement social, il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires pour financer les subventions de fonctionnement dans le champ de l'action sociale et les mesures d'accompagnement social personnalisé.

- ❖ Développer les politiques d'accompagnement social

Au vu des besoins estimés d'ici la fin de l'année pour financer les subventions de fonctionnement accordées dans le champ de l'action sociale (notamment auprès des centres communaux d'action sociale), il est décidé d'augmenter les crédits inscrits à hauteur de 50 000 €.

- ❖ Gérer le fonds de solidarité pour le logement et accompagner les publics en difficulté pour lutter contre la précarité

S'agissant des mesures d'accompagnement social personnalisé, la revalorisation du « moi-mesure » des deux associations tutélaires que sont l'Union départementale des associations familiales (UDAF) et l'Association tutélaire de gestion (ATG) liée à l'application du Ségur de la santé nécessite l'inscription de crédits supplémentaires à hauteur de 25 000 €.

Au total pour l'engagement politique « Aider les plus vulnérables », il est décidé d'inscrire :
 En fonctionnement : 75 000 € en dépenses

AXE 2 - PROTEGER NOTRE SANTE ET NOTRE QUALITE DE VIE

Ce deuxième axe prioritaire se décline en 9 engagements politiques :

- ❖ Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité
- ❖ Réussir la transition écologique
- ❖ Construire une destination touristique d'exception
- ❖ Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales
- ❖ Militer pour la culture pour tous
- ❖ Faire du sport, la clé de l'épanouissement de chacun
- ❖ Agir pour mieux lutter contre les risques
- ❖ S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous
- ❖ Développer la lecture publique sur l'ensemble du département

A) Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité

- ❖ Structurer une offre alimentaire de qualité sur le territoire

a) Les subventions en faveur du développement de l'offre alimentaire gardoise

S'agissant du développement de l'offre alimentaire gardoise, afin de solder les opérations en cours, il est décidé :

- d'augmenter en fonctionnement les crédits en dépenses de 20 000,00 €
- de diminuer en fonctionnement les crédits en recettes de 49 754,70 €

Il est également décidé :

- de diminuer l'AE 2019 PADSOAE de 588,87 € et de la clôturer
- de diminuer l'AE 2020 PADSOAE de 6 693,86 € et de la clôturer

b) Les subventions pour la préservation du potentiel agricole gardois

L'année 2022 a été marquée par de nombreux sinistres : gel, grêle, incendies, etc... et sur la période estivale, par une sécheresse avec une intensité et une durée exceptionnelle aggravée par des restrictions importantes sur l'irrigation. Certains de ces aléas comme le gel ou la grêle ont été impactant mais hétérogènes et de ce fait n'ont pas déclenché de dispositifs « calamités agricoles ». Les agriculteurs gardois sinistrés et multi sinistrés sont réellement fragilisés par le changement climatique et les dispositifs existants seraient insuffisants pour accompagner les plus fragiles d'entre eux.

A cet égard, le Conseil départemental est sollicité par l'association gardoise des agriculteurs sinistrés soutenue par les organisations professionnelles agricoles, pour activer des dispositifs d'aides adaptés en fonction des aléas climatiques.

Aussi, il est donc décidé de créer une autorisation d'engagement relative aux subventions en faveur des agriculteurs sinistrés affectés par les événements climatiques (AE 2023 SINAGRI) d'une durée de deux ans et d'un montant de 500 000 € dont les crédits de paiement pour l'année 2023 sont estimés à 500 000 €.

❖ Faciliter l'accès des gardoises et des gardois à l'offre alimentaire de notre territoire

a) Le développement des circuits de proximité

Afin de solder les opérations en cours, il est décidé :

- d'augmenter en fonctionnement les crédits en dépenses de 65 000 €
- de diminuer en investissement les crédits en dépenses de 3 000 € au sein de l'AP 2022 PADAOAP

Il est également décidé :

- de diminuer l'AE 2019 PADAOAE de 750,00 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2021 PADAOAP de 56 850,00 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2022 PADAOAP de 50 000,00 € et de la clôturer
- de diminuer l'AE 2021 PADAOAE de 9 648,33 € et de la clôturer
- de clôturer l'AE 2020 PADAOAE

b) Le développement d'un approvisionnement local de qualité de la restauration (hors domicile)

Il est décidé de diminuer l'AP 2022 PADRHDAP de 50 000 € et de la clôturer.

❖ Sensibiliser à la consommation responsable

Afin de solder les opérations en cours liées à l'éducation pour une consommation responsable et la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard, il est décidé :

- de diminuer en investissement les crédits en dépenses de 4 555,60 € au sein de l'AP 2022 PAGAP
- de diminuer l'AP 2022 PAGAP de 4 555,60 €

Il est également décidé de diminuer l'AP 2008 VITRINAGRI de 1 995 570,53 € et de la clôturer.

❖ Garantir le bien manger des collégiens

Il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires d'un montant de 5 000 € en dépenses d'investissement pour compléter les 18 000 € inscrits au Budget primitif. En effet, pour permettre un bon fonctionnement de l'Unité de conditionnement de légumes (UCL) approvisionnant 26 collèges en fruits et légumes prêt à l'emploi, durables et de qualité, il convient de doter l'UCL (ou renouveler) de petits équipements additionnels rendus nécessaires par l'augmentation d'activité.

Au total pour l'engagement politique « Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 585 000,00 € en dépenses et -49 754,70 € en recettes

En investissement : -2 555,60 € en dépenses

B) Réussir la transition écologique

❖ Préserver, améliorer et valoriser durablement notre environnement et la biodiversité

a) Les espaces naturels sensibles (ENS)

§1. Les subventions aux collectivités pour l'acquisition d'ENS

Le Conseil départemental alloue des aides en investissement aux collectivités pour la création de zones de préemption au titre des ENS et le partage de ces espaces.

Compte tenu des engagements effectués, il est décidé :

- de diminuer l'AP 2022 INVAPN de 168 351 € avec impact sur les crédits de paiement 2023 en les diminuant de 26 351 €

§2. Les subventions aux collectivités pour les actions en faveur de la biodiversité en espaces naturels sensibles

En fonctionnement, il est décidé d'inscrire, en dépenses, des crédits de paiement supplémentaires afin d'aider l'opération d'hélicoptérage des déchets métalliques de la Vallée du Galeizon. Un montant de 6 343,35 € est ainsi alloué.

Par ailleurs, des crédits supplémentaires à hauteur de 350 000 € sont alloués pour des actions en lien avec les Espaces Naturels Sensibles.

§3. Prix de la transition écologique et solidaire pour les collectivités

La commune de Milhaud a renoncé à son prix obtenu en 2022, pour la transition écologique. Il convient donc de demander le remboursement du trop versé et de prévoir, à la Décision modificative n°1 2023, la somme de 5 000 € en recettes d'investissement.

b) Les subventions relatives aux espaces, sites et itinéraires

A l'échelle intercommunale et en complément du Plan départemental des itinéraires de promenades et randonnées, le Conseil départemental alloue des subventions pour l'aménagement et la promotion d'espaces, sites ou itinéraires afin d'offrir une palette d'activité large au niveau des territoires gardois et renforcer l'attractivité touristique.

Au regard de l'état d'avancement des opérations, les mouvements suivants peuvent être effectués.

En autorisation de programme, il est décidé :

- de diminuer l'AP 2017 SUBVPDESI de 48 682,40 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2019 INVAPN de 146 382,29 € sans impact sur les crédits de paiement 2023
- de diminuer l'AP 2020 INVAPN de 4 140,14 € sans impact sur les crédits de paiement 2023
- de diminuer l'AP 2022 INVAPN de 463 890,58 € avec impact sur les crédits de paiement 2023
- de clôturer l'AP 2016 SUBVPDESI

En crédits de paiement 2023, il est décidé d'inscrire :

- Un montant de -4 366,50 € sur l'AP 2022 INVAPN
- Un montant de -48 682,40 € sur l'AP 2017 SUBVPDESI
- Un montant de -110 000,00 € sur l'AP 2022 INVAPN

c) Les acquisitions foncières

Compte tenu des projets d'acquisitions de terrains actuellement en cours, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 300 000 € en dépenses d'investissement sur l'AP 2006 ACQUITDENS.

Par ailleurs, en raison de l'excédent des recettes perçues au titre de la taxe d'aménagement 2022, il est décidé d'augmenter l'AP 2006 ACQUITDENS de 819 051,59 €, portant ainsi le montant total de l'AP à 24 425 849,23 €, et de réajuster le phasage de l'AP.

d) Les actions en faveur des espaces naturels

§1. Les travaux d'aménagement et d'entretien

Compte-tenu de la programmation de nouvelles opérations de travaux, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 90 000 € en dépenses d'investissement.

Par ailleurs, au vu de la programmation de l'opération de travaux relative à la restauration du CD 127 sur le site de la Baume, et de son état d'avancement, il est décidé :

- d'augmenter de 20 000 € les crédits 2023 prévus pour les études sur l'AP 2022 RESTAUR127
- de diminuer de 50 000 € les crédits 2023 prévus pour les travaux sur l'AP 2022 RESTAUR127
- de rephaser l'AP 2022 RESTAUR127

§2. Les études et diagnostic sur les ENSD

La programmation de nouvelles études, ainsi que l'état d'avancement des études en cours, nécessitent l'inscription de crédits supplémentaires, en dépenses d'investissement, à hauteur de 40 000 €.

e) Les études d'intérêt départemental sur les espaces naturels sensibles

Il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 20 000 € en dépenses d'investissement pour la réalisation d'études d'intérêt départemental sur les ENS.

f) Les actions en faveur des espaces, sites et itinéraires

Il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires d'un montant de 10 000 € en dépenses d'investissement pour réaliser des travaux supplémentaires relatifs à l'adaptation et entretien du réseau d'espaces sites et itinéraires sous maîtrise d'ouvrage départementale.

De plus, le Conseil départemental valorise le « GR 700 – Le Chemin de Régordane ». A ce titre, des travaux d'aménagement, de sécurisation et de valorisation sur l'itinéraire, sont prévus sur le pont roman dit pont de Jouany, support de l'itinéraire historique du Chemin de Régordane sur la commune de Génolhac.

Dans le cadre de cette opération, au vu de l'état d'avancement de l'opération de travaux, il est décidé de modifier les crédits de paiement 2023, sur l'AP 2021 REGORDANE, comme suit :

- augmenter de 50 000 € les crédits 2023 prévus pour les études sur l'AP 2021 REGORDANE
- diminuer de 165 000 € les crédits 2023 prévus pour les travaux sur l'AP 2021 REGORDANE
- rephaser l'AP 2021 REGORDANE

g) Les actions de valorisation du patrimoine naturel

L'adhésion 2023 à l'association « ATMO Occitanie » n'incomant plus au Conseil départemental, il est décidé de supprimer les crédits de fonctionnement prévus à cet effet, soit 1 906 €.

h) Les subventions de solidarité territoriale

Des subventions anciennes, allouées pour la réfection des infrastructures communales suite aux intempéries, ont été réduites au vu des justificatifs de paiement. Les annulations s'élèvent au total à 17 409,73 €.

En outre, des opérations d'eaux pluviales, sur routes départementales, en traversées d'agglomération, ont été inférieures aux prévisions. Les annulations de subventions s'élèvent à 81 794,14 €.

Dès lors, en autorisation de programme, il est décidé :

- de diminuer l'AP 2019 INOND de 10 683,41 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2020 FONDESECO de 6 726,32 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2021 INVSTE de 51 626,89 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2022 INVSTE de 30 167,25 € sans impact sur les crédits 2023

A la suite des inondations de septembre 2020 qui ont touché l'ouest des Cévennes, le Conseil départemental a alloué des subventions aux collectivités sinistrées pour la reconstruction de leurs infrastructures et a décidé le versement d'avances, dès la notification des aides. Les communes de Thoiras et Saint-Julien-de-la-Nef ont informé le Département qu'elles n'étaient pas en mesure de transmettre les justificatifs demandés et qu'elles avaient renoncé à réaliser une partie des travaux.

De ce fait, il convient de leur demander le remboursement du trop versé et d'inscrire le montant de 3 449,50 € en recettes d'investissement. L'autorisation de programme dédiée (AP 2020 FONDESECO) est augmentée de ce même montant.

- ❖ Garantir l'accès à une ressource en eau de qualité en s'adaptant au changement climatique

a) Les subventions relatives à la gestion de l'eau et au partenariat avec l'Agence de l'eau

§1. Les aides en investissement

Le Conseil départemental aide les collectivités gardoises à améliorer les performances de leurs réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement, sur le plan environnemental, dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence de l'eau.

Les subventions anciennes d'adduction d'eau potable et d'assainissement qui ont été réduites ou annulées, depuis l'an dernier, s'élèvent au total à 1 128 411,47 € dont 247 449,72 € pour les subventions de l'Agence de l'eau.

Les autorisations de programmes correspondantes peuvent donc être diminuées de la manière suivante :

➤ En dépenses, il est décidé :

- de diminuer l'AP 2018 INVSTE de 387 950,17 € avec impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2018 INVSTE de 247 449,72 € sans impact sur les crédits 2023 (subventions Agence de l'Eau)
- de diminuer l'AP 2019 INVSTE de 122 590,74 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2020 INVSTE de 23 978,50 € avec impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2021 INVSTE de 72 237,17 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2022 INVSTE de 88 855,84 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2015 SUBER de 29 442,79 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2020 FONDESECO de 155 906,54 € sans impact sur les crédits 2023

➤ En recettes, il est décidé :

- de diminuer l'AP 2018 INVSTE de 247 449,72 € avec impact sur les crédits 2023 (subventions Agence de l'eau)

Au vu de l'état d'avancement des opérations, il est décidé de modifier les crédits de paiement 2023 de comme suit :

➤ En dépenses d'investissement, il est décidé d'inscrire :

- un montant de -95 758,81 € sur l'AP 2018 INVSTE
- un montant de 583 716,20 € sur l'AP 2020 INVSTE

➤ En recettes d'investissement, il est décidé d'inscrire :

- un montant de 125 722,48 € sur l'AP 2017 SUBER
- un montant de -145 409,96 € sur l'AP 2018 INVSTE

§2. Les aides en fonctionnement

Les autorisations d'engagement pour les aides à la sensibilisation durable de la ressource en eau peuvent être diminuées de 58 291,92 €. Par ailleurs, il est décidé d'augmenter l'autorisation d'engagement 2023 dédiée à des subventions de fonctionnement de solidarités territoriales et environnementales (AE 2023 SENSIBEAU) de 7 400 €, afin d'aider l'action portée par l'établissement public territorial de bassin (EPTB) des Gardons en faveur des économies d'eau sur les bâtiments communaux et les campings, au titre de la stratégie « Eau et climat 3.0 ».

Aussi, il est décidé :

- de diminuer l'AE 2020 FONCTSTE de 4 291,92 € sans impact sur les crédits de paiement 2023
- de diminuer l'AE 2022 FONCTSTE de 54 000,00 € et de la clôturer
- d'augmenter l'AE 2023 SENSIBEAU de 7 400,00 € sans impact sur les crédits de paiement 2023

b) Les études d'intérêt départemental sur l'eau

Dans le cadre de la démarche « Eau et climat 3.0 », en particulier en ce qui concerne le volet « élaboration d'une stratégie d'animation et de son plan d'action », le marché a été lancé et les réalisations 2023 nécessitent d'abonder les crédits en dépenses de fonctionnement à hauteur de 28 000 € sur l'AE 2022 STREAUCCLIM.

c) Les subventions liées aux actions en faveur du milieu aquatique

En investissement, au vu des justificatifs fournis, les subventions allouées dans le cadre du dispositif financier pour la gestion des milieux aquatiques ont été diminuées de 51 136,10 €.

En autorisation de programme, il est donc décidé :

- de diminuer l'AP 2020 INVMA de 8 513,10 € avec impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2022 INVMA de 42 623,00 € avec impact sur les crédits 2023

➤ En dépenses d'investissement, il est décidé d'inscrire :

- un montant de -8 513,10 € sur l'AP 2020 INVMA
- un montant de -42 623,00 € sur l'AP 2022 INVMA

En fonctionnement, un dispositif d'aides a été créé, en 2020, pour les études de connaissance sur la ressource en eau, préconisées par la stratégie « Eau et climat 3.0 ». Au vu des demandes de subventions, les crédits de paiement 2023 peuvent être diminués de 105 000 € sur l'AE 2022 CLIMATEAU.

❖ Moderniser, adapter et gérer sobrement le patrimoine départemental

Engagé depuis longtemps dans la transition écologique, à travers une gestion durable de son patrimoine immobilier, le Conseil départemental réalise des travaux d'amélioration de performance énergétique bâtiminaire et entend poursuivre ses efforts en sollicitant des cofinancements publics sur les programmes lancés.

Au regard de l'état d'avancement du programme de rénovation énergétique des bâtiments et des collèges et du changement d'affectation de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) transformée en « Plan de relance rénovation énergétique », il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires d'un montant de 838 008 € afin de réajuster la recette d'investissement attendue en 2023.

L'inscription de cette recette concerne une aide pour les travaux de géothermie du Mas de Abeilles à Nîmes, les financements des travaux de la Maison départementale et du collège Ada Lovelace à Nîmes, ainsi qu'un financement des travaux de désimperméabilisation des sols du collège de Remoulins.

Au total pour l'engagement politique « Réussir la transition écologique », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 277 437,35 € en dépenses

En investissement : 562 421,39 € en dépenses et 826 770,02 € en recettes

C) Construire une destination touristique d'exception

- ❖ Soutenir l'attractivité et accompagner l'émergence d'un tourisme plus responsable, solidaire et local

En ce qui concerne les subventions relatives aux projets structurants à vocation touristique (PAVT), il est décidé, d'une part, de diminuer les crédits de paiement, en dépenses d'investissement, de 10 500 € sur l'AP PAVT 2019.

Il est décidé aussi :

- de diminuer l'AP 2019 AGRITOUR de 2 603,70 €
- de diminuer l'AP 2021 AGRITOUR de 19 000,00 €
- de diminuer l'AP 2022 AGRITOUR de 40 000,00 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2021 PAVT de 5 300,00 €

- ❖ Valoriser et faire connaître les richesses gastronomiques, culturelles et patrimoniales de notre territoire

a) Les manifestations et opérations touristiques

Au regard de l'accroissement des dossiers de valorisation des produits de nos terroirs, tant artisanaux qu'agricoles, et en corrélation avec la politique touristique et d'attractivité du Conseil départemental, les efforts de soutien aux divers organisateurs de manifestations sont maintenus.

Dans ce cadre, il est donc décidé d'augmenter, en dépenses de fonctionnement, les crédits de paiement de 22 000 €.

b) Les actions de promotion Gard Militant du Goût

Au regard de la forte augmentation des tarifs de publicité sur lieu de vente et la nécessité complémentaire d'orienter par contraintes techniques des achats plus responsables et locaux et donc plus chers, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires d'un montant de 10 000 € en dépenses de fonctionnement.

c) Les prises de participation à des sociétés coopératives

Face au problème préoccupant du manque de renouvellement des générations dans son vignoble, la Coopération Vignerons Propriétés Associés a lancé une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) nommée Vignobles Associés pour favoriser et encourager les projets d'installation de viticulteurs et viticultrices. Cette SCIC a vocation à acheter des terres et les louer à des jeunes désirant s'installer.

Le Conseil départemental est sollicité pour participer au capital de la SCIC Vignobles Associés. Pour ce faire, il est donc décidé d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 25 000 € en dépenses d'investissement.

Au total pour l'engagement politique « Construire une destination touristique d'exception », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 32 000 € en dépenses

En investissement : 14 500 € en dépenses

D) Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales

❖ Soutenir les projets de territoire

Dans le cadre des subventions dans le cadre des contrats avec les communes et leurs groupements, il est décidé :

- de diminuer l'AP 2017 CDE de 241 651,00 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2018 CDE de 2 682,00 €
- de diminuer l'AP 2019 CDE de 404 837,00 €
- de diminuer l'AP 2020 CDE de 110 755,48 €
- de diminuer l'AP 2021 CDE de 1 271 616,50 €
- de diminuer l'AP 2022 CDE de 1 137 552,25 €
- de diminuer l'AP 2018 DID de 198 667,00 € et de la clôturer
- de diminuer l'AP 2019 DID de 13 641,01 €
- de clôturer l'AP 2020 DID

❖ Préserver le potentiel foncier gardois

Le Conseil départemental et le Syndicat mixte du Bois de Minteau ont créé en 2015 la SPL 30 avec un capital de 225 000 € détenu par les deux personnes publiques précitées.

La dissolution du Syndicat mixte du Bois de Minteau étant programmée pour 2023, le Conseil départemental est sollicité pour racheter les parts détenues par le syndicat au capital de la SPL30, au nombre de 86.

Il est donc décidé d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires, en dépenses d'investissement, pour un montant de 8 600 €.

❖ Participer à la modernisation des équipements et des infrastructures des communes et de leurs groupements

Le Conseil départemental aide les communes et leurs groupements au renouvellement des ouvrages d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du contrat territorial. Les subventions anciennes qui ont été réduites ou annulées, depuis l'an dernier, s'élèvent au total à 354 686,51 €.

Sur les autorisations de programmes correspondantes, il est donc décidé :

- de diminuer l'AP 2020 INVSTE de 68 345,22 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2021 INVSTE de 275 314,36 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2022 INVSTE de 11 026,93 € sans impact sur les crédits 2023

❖ Favoriser l'ingénierie territoriale et urbaine

La SPL 30 a engagé son plan d'évolution stratégique qui devrait se finaliser au cours du 1^{er} semestre 2023. Un séminaire s'est tenu avec l'actionnaire qui a permis d'approfondir et de renforcer certaines orientations et notamment le renforcement de la capitalisation de la SPL 30, du fait de sa faiblesse actuelle et du portage actuel et à venir de concessions d'aménagement et de concessions de travaux.

La SPL 30 sollicite donc le Conseil départemental, son actionnaire majoritaire à 94,8 %, afin de procéder à une augmentation du capital pour un montant de 750 000 €, étant précisé que sur cette dépense de 750 000 €, un montant de 200 000 € proviendra de la transformation en capital de la somme de 200 000 € d'avance en compte courant d'associé déjà en mise œuvre.

Il est donc décidé d'inscrire :

- un montant de 750 000 € en dépenses d'investissement
- un montant de 200 000 € en recettes d'investissement

Au total pour l'engagement politique « Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales », il est décidé d'inscrire :

En investissement : 758 600 € en dépenses et 200 000 € en recettes

E) Militer pour la culture pour tous

❖ Susciter des dynamiques artistiques inédites, participatives et inclusives

Il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires à hauteur de 30 000 € en dépenses de fonctionnement et la diminution de crédits en dépenses d'investissement pour un montant de 50 000 €.

a) Les subventions à l'actions culturelle

La crise énergétique a occasionné des frais de structures plus importants pour les acteurs culturels. Afin de préserver le disponible pour activité, il est décidé une hausse des financements 2023 pour les structures les plus en difficulté. Il est donc décidé d'inscrire 20 000 € de crédits supplémentaires pour le financement des lieux culturels.

b) Les subventions d'investissement en faveur des lieux culturels

Une autorisation de programme (AP 2023 EQUIPCULTU) d'un montant de 200 000 € a été votée au Budget primitif pour le financement de projets de développement ou le renouvellement du parc de matériel des lieux culturels. Au vu des dépôts de dossiers de demande de financement, il est donc décidé de diminuer les crédits de paiement 2023 de 50 000 € en les rephasant en 2024.

c) L'organisation de manifestations culturelles

Les crédits inscrits au Budget primitif d'un montant de 30 000 € sur cette prestation permettent le paiement de marchés lancés pour l'organisation des tournées « Before » et « Tour de Chauffe ».

Dans le cadre de la Décision modificative n°1 2023, en tenant compte de l'augmentation des frais de production liée au contexte économique actuel, il est décidé d'augmenter les crédits pour les nouvelles manifestations à hauteur de 4 000 €.

Par ailleurs, la prestation d'accompagnement engagée en 2022 a nécessité de différer le paiement de 6 000 € en 2023 car la prestation n'était pas encore finalisée au 31 décembre 2022. Il est donc décidé d'inscrire ces crédits en supplément afin de ne pas obérer les inscriptions budgétaires 2023 pour les futurs marchés.

Il est donc décidé d'inscrire au total :

➤ 10 000 € en dépenses de fonctionnement

❖ Conserver et valoriser le patrimoine et assurer la transmission culturelle

a) Les subventions pour la valorisation du patrimoine

La totalité des engagements ayant été soldés, il est décidé de diminuer les crédits de paiement 2023 inscrits en investissement de 31 390 € au sein de l'AP 2015 MONUMHISTO. Il convient également de diminuer cette AP de 9 964,65 € et de la clôturer.

b) La conservation préventive, conditionnement, petite restauration

Afin d'assurer le reconditionnement dans des matériaux neutres des archives patrimoniales, il est décidé de créer une autorisation de programme (AP 2023 CARTONS) d'une durée de cinq ans et d'un montant de 100 000 € dont 20 000 € en crédits de paiement 2023.

Il est également décidé d'augmenter l'autorisation de programme 2020 CARTONS de 11 239,08 €.

Par ailleurs, un dossier a été soumis auprès du Ministère de la Culture en réponse à l'appel à projet « Archives numériques en territoires » lancé en novembre 2022 pour l'année 2023 pour obtenir une subvention au titre des travaux menés pour le système d'archivage électronique de la collectivité. Le projet Archives 3.0 a été retenu et une subvention de 15 000 € a été accordée. Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits d'un montant de 15 000 € en recettes de fonctionnement.

c) Les subventions pour les archives communales

De nombreuses communes de moins de 2 000 habitants souhaitent protéger leurs salles d'archives contre le risque incendie et pouvoir bénéficier de l'aide du Département. Aussi, il est décidé d'augmenter les crédits de paiement en dépenses d'investissement pour un montant de 5 000 €, en complément des crédits votés au Budget primitif (5 000 €).

Au total pour l'engagement politique « Militer pour la culture pour tous », il est décidé d'inscrire :	
En fonctionnement :	30 000 € en dépenses et 15 000 € en recettes
En investissement :	-56 390 € en dépenses

F) Faire du sport la clé de l'épanouissement de chacun

❖ Le Centre sportif de Méjannes-le-Clap, vitrine de la politique sportive du Conseil départemental

Il est décidé d'augmenter les crédits, en dépenses de fonctionnement, pour un montant de 45 000 € et de diminuer les crédits, en dépenses d'investissement, pour un montant de 600 000 €.

a) La promotion du Centre sportif de Méjannes-le-Clap

Il est décidé d'augmenter les crédits de 45 000 €, pour la promotion du centre sportif de Méjannes-le-Clap afin de compléter les financements suivants :

- ⇒ 15 000 € supplémentaires pour compléter le montant de 45 000 € déjà identifié dans la subvention complémentaire à Espace Gard Découverte prévue pour le recrutement d'un poste (salaire chargé) de commercial en capacité de rendre attractif le nouveau Centre sportif, faire le lien avec les fédérations internationales/CPJ et surtout développer une nouvelle clientèle,
- ⇒ 10 000 € supplémentaires aux 10 000 € déjà inscrits pour du sponsoring de sportifs avec la proposition de quatre jeunes ambassadeurs du Centre sportif départemental de Méjannes-le-Clap, sur le même principe que les « jeunes talents » portés par le Conseil départemental et donc à hauteur de 5 000 € / sportif,
- ⇒ 20 000 € en plus des crédits d'un montant de 15 000 € prévus pour les besoins autour de l'accueil d'événementiels ou d'équipes afin de couvrir une partie des frais de restauration, d'hébergement des sportifs nationaux et internationaux ciblés et leur donner envie de revenir dans le cadre de leurs délégations nationales.

b) Les études et travaux du Centre sportif de Méjannes-le-Clap

Au vu de l'avancée des travaux et compte tenu de l'estimation des paiements à réaliser d'ici la fin de l'année 2023, il est décidé de diminuer les crédits, en dépenses d'investissement, de 600 000 € sur l'AP 2022 MEJCLAP et de les rephaser en 2025.

Au total pour l'engagement politique « Faire du sport la clé de l'épanouissement de chacun », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 45 000 € en dépenses

En investissement : -600 000 € en dépenses

G) Agir pour lutter contre les risques

❖ Garantir un bon niveau d'intervention du Service d'incendie et de secours

Le Gard étant en proie à de nombreux risques naturels, notamment les incendies et les inondations, le Conseil départemental soutient le service départemental d'incendie et de secours du Gard (SDIS 30) dans le cadre de l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et de la loi n°2044-811 du 13 août 2004 sur la modernisation de la sécurité civile.

A ce titre, le Conseil départemental est le principal contributeur au budget du SDIS 30. Les modalités financières de ces contributions (participation annuelle et subvention(s) d'équipement) sont définies dans le cadre d'une convention pluriannuelle de partenariat pour la période 2023-2028.

Il ressort de cette convention que le Conseil départemental du Gard s'engage à soutenir financièrement le SDIS en lui permettant de se doter d'un budget favorisant une politique moderne et structurée tout en étant maîtrisée tant en fonctionnement qu'en investissement.

En fonctionnement, le financement du Conseil départemental se traduit par :

- le versement d'une subvention de fonctionnement principale ;
- le versement d'une subvention complémentaire liée au recrutement de 10 sapeurs-pompiers professionnels par an ;
- le versement d'une subvention de fonctionnement exceptionnelle en cas de survenance d'une augmentation exceptionnelle de l'activité opérationnelle ou d'un évènement d'une gravité exceptionnelle.

Pour 2023, la subvention de fonctionnement représente une somme globale de 52 030 000 €.

En investissement, l'apport du Conseil départemental consiste en un financement :

- des acquisitions réalisées en N-1 par le SDIS de véhicules et d'équipements techniques dans une limite annuelle de 2 500 000 € ;
- des dépenses réalisées par le SDIS en N-1 en lien avec son parc immobilier dans une limite de 18 000 000 € sur l'ensemble de la période 2023-2028 ;
- des dépenses réalisées par le SDIS dans le cadre de projets stratégiques d'intérêt départemental.

Dans ces conditions, il est décidé de créer une autorisation de programme (AP 2023 SDIS) d'une durée de six ans et d'un montant de 18 000 000 €.

Afin de compléter les crédits votés lors du Budget primitif 2023, il est également décidé d'inscrire :

- En dépenses de fonctionnement : 3 123 998,88 €
- En dépenses d'investissement : -1 400 000,00 € (dont 1 100 000 € sur l'AP 2023 SDIS et -2 500 000 € hors AP)

Ainsi, le Conseil départemental affiche clairement sa volonté de favoriser et renforcer les capacités opérationnelles du SDIS adaptées aux risques du département du Gard et à l'émergence de nouvelles situations liées aux évolutions sociétales et aux conséquences du dérèglement climatique. Cette participation financière du Conseil départemental s'inscrit également dans une politique de sécurisation de l'action des sapeurs-pompiers gardois.

- ❖ Développer les politiques de prévention des risques pour renforcer la sécurité des personnes et des biens

a) La lutte contre les incendies de forêt

§1. Les aides en investissement

Un nouveau dispositif d'aides en investissement aux collectivités et syndicats mixtes compétents en matière de défense de la forêt contre les incendies (DFCI), a été mis en place en 2021 afin d'assurer la mise aux normes des équipements de DFCI et l'acquisition de matériels de surveillance estivale.

La Direction départementale des territoires et de la mer n'a acheté qu'un seul véhicule de surveillance, en 2022. Au vu des justificatifs fournis, une somme de 49 851,63 € n'a pas été engagée.

En autorisation de programme, il est donc décidé de diminuer l'AP 2022 INVAPN d'un montant de 49 851,63 € sans impact sur les crédits 2023.

§2. Les aides en fonctionnement

Le Conseil départemental alloue des subventions de fonctionnement aux collectivités pour l'entretien des plateformes et des équipements DFCI. Sur les années antérieures au vu des justificatifs transmis, des subventions sont réduites à hauteur de 19 875,00 €.

En revanche, compte tenu de l'avancement des opérations retenues cette année, il est nécessaire d'augmenter les crédits de paiement de l'AE 2023 ENTPATNAT.

Aussi, il est décidé :

- de diminuer l'AE 2018 FONCTAPN de 2 502,55 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AE 2022 FONCTAPN de 17 372,45 € sans impact sur les crédits 2023

En crédits de paiement, il est décidé d'inscrire un montant de 30 000 € en dépenses de fonctionnement sur l'AE 2023 ENTPATNAT.

b) Les subventions pour la protection contre les inondations

§1. Les aides en investissement

Au vu des justificatifs fournis, les subventions relatives à la protection contre les inondations, dans le cadre des plans d'action de prévention des inondations (PAPI), ont été diminuées. En outre, l'autorisation de programme de l'année dernière (AP 2022 INVMA) n'a été engagée que partiellement. Les annulations s'élèvent au total à 1 996 093 €.

Il est décidé :

- de diminuer l'AP 2018 INVMA de 8 001,92 € sans impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2020 INVMA de 25 156,05 € avec impact sur les crédits 2023
- de diminuer l'AP 2021 INVMA de 48 173,03 € sans impact sur les crédits 2023

- de diminuer l'AP 2022 INVMA de 1 914 762,00 € avec impact sur les crédits 2023

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire les diminutions de crédits de paiement suivantes :

- un montant de -4 000 € sur l'autorisation de programme 2020 INVMA
- un montant de -224 845 € sur l'autorisation de programme 2022 INVMA

En outre, à la suite des inondations de septembre 2020, le Conseil départemental a alloué une aide au SIVU de Ganges le Vigan pour des travaux post-crue. Une avance de 50 % a été versée dès la notification de l'aide, en 2021. Le SIVU a réalisé la majeure partie des travaux en régie.

Il convient donc de demander le remboursement du trop versé et d'inscrire en recettes d'investissement des crédits d'un montant de 34 710,07 €. L'AP 2021 INVMA, en recettes, est augmentée de ce même montant.

§2. Les aides en fonctionnement

Le Conseil départemental alloue également des aides pour des travaux ou études à mener en matière de réduction de la vulnérabilité des bâtiments face au risque inondation (adaptation de l'existant et mise en sécurité du bâti), visant à assurer la sécurité des personnes et des biens. Au vu des justificatifs fournis, les subventions anciennes ont fait l'objet de diminutions pour un montant de 17 577,09 €.

Par ailleurs, afin de verser des aides pour les diagnostics des logements individuels et des habitations collectives (dispositif ALABRI), réalisés par le Syndicat Mixte Vistre Vistrenque et prévus sur le PAPI III Vistre, il est nécessaire d'augmenter les crédits de paiement 2023 des autorisations de programme 2022 FONCTMA et 2023 PROTINOND.

Il est ainsi décidé :

- de diminuer l'AE 2016 FSIFONCT de 8 317,32 € et de la clôturer
- de diminuer l'AE 2018 FONCTMA de 9 259,77 € et de la clôturer

En crédits de paiement, il est également décidé les inscriptions budgétaires suivantes :

- un montant de -2 343,35 € sur l'AE 2016 FSIFONCT
- un montant de 6 000,00 € sur l'AE 2022 FONCTMA
- un montant de 45 000,00 € sur l'AE 2023 PROTINOND

c) Les actions de prévention des inondations

Dans le cadre des formations de sensibilisations, en raison d'une évolution dans la prise en charge des dépenses entre le Conseil départemental et l'Etat, il est décidé de diminuer les crédits de fonctionnement de 5 000 € les portant ainsi à 1 000 €.

d) L'exploitation des barrages

Il est décidé d'inscrire, en dépenses d'investissement, 60 000 € de crédits supplémentaires pour diverses opérations, achat de matériel, au titre de l'exploitation des barrages départementaux.

e) Les opérations sur les barrages

En ce qui concerne les travaux sur les barrages départementaux, sont décidées les inscriptions de crédits, en dépenses d'investissement, suivantes :

➤ Autorisation de Programme 2017 PROCECILE :

- diminuer les crédits de paiement 2023 de 100 000 € sur la ligne études
- augmenter les crédits de paiement 2023 de 100 000 € sur la ligne travaux
- augmenter les crédits de paiement 2023 de 20 000 € sur la ligne avances
- rephaser l'AP 2017 PROCECILE, avec une augmentation de 90 000 € de la ligne avances et une diminution de 90 000 € de la ligne travaux

➤ Autorisation de Programme 2017 SENDROME :

- augmenter le montant total de l'AP 2017 SENDROME de 500 000 € compte-tenu de la réévaluation du montant total de l'opération portant ainsi le montant total de la ligne à 1 150 000 €
- de diminuer les crédits de paiement 2023 sur la ligne travaux de 440 000 € compte-tenu de son décalage sur l'année 2024
- de rephaser l'AP 2017 SENDROME

Au total pour l'engagement politique « Agir pour lutter contre les risques », il est décidé d'inscrire :
En fonctionnement : 3 197 655,53 € en dépenses
En investissement : -1 988 845,00 € en dépenses et 34 710,07 € en recettes

H) S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous

- ❖ Renforcer les actions de prévention, de protection et de promotion de la santé portées par la protection maternelle et infantile

Il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires à hauteur de 200 000 € pour les modes d'évaluation et la formation de la protection maternelle et infantile.

FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales

Compte tenu de l'avancement des actions menées par le Conseil départemental dans le cadre du Schéma unique des solidarités sociales, il est décidé de procéder à des réajustements de crédits de paiement au sein de l'autorisation d'engagement (AE 2023 SCHEMASDS). Ces modifications sont sans incidence financière et résultent d'un transfert de crédits entre les différents engagements politiques.

Il est donc décidé au sein de l'engagement politique « S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous » une augmentation des crédits d'un montant de 140 000 €. Comme évoqué précédemment, cette augmentation est compensée par la diminution des crédits alloués à l'engagement « Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées ».

Au total pour l'engagement politique « S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 340 000 € en dépenses

I) Développer la lecture publique sur l'ensemble du département

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

AXE 3 - RELIER LES PERSONNES ET LES TERRITOIRES

Ce troisième axe prioritaire se décline en 5 engagements politiques :

- ❖ Soutenir une vie associative locale
- ❖ Garantir et simplifier les services de proximité
- ❖ Mieux circuler et se déplacer
- ❖ Connecter chacun au très haut débit
- ❖ Faire vivre la démocratie locale

A) Soutenir une vie associative locale

- ❖ Mettre en œuvre des actions de prévention spécialisée auprès de jeunes en grande difficulté

Dans le cadre des actions de la prévention spécialisée, pour couvrir le surcoût lié à l'inflation et aux diverses revalorisations salariales (accord dits LAFORCADE - Ségur 2 et Conférence des métiers), il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires à hauteur de 225 000 €.

- ❖ Favoriser l'animation de la vie sociale en faveur des habitants

Les crédits consacrés aux subventions accordées aux centres sociaux devront être réajustés en raison de l'ouverture de deux centres sociaux RAYA et SAM et augmentés de 25 000 €.

Au total pour l'engagement politique « Soutenir une vie associative locale », il est décidé d'inscrire : En fonctionnement : 250 000 € en dépenses

B) Garantir et simplifier les services de proximité

- ❖ Reconstruire et rénover des Centres médico-sociaux gardois

Le Conseil départemental poursuit en 2023 son programme pluriannuel de rénovation et d'amélioration des Centres d'accueil médico-sociaux (CMS). Au vu de l'actualisation revue à la baisse du coût des études des projets de construction des CMS de Saint-Hippolyte-du-Fort et de Villeneuve-lès-Avignon, il est décidé de diminuer, en dépenses d'investissement, les crédits de paiement 2023 de 400 000 €.

Au total pour l'engagement politique « Garantir et simplifier les services de proximité », il est décidé d'inscrire : En investissement : - 400 000 € en dépenses
--

C) Mieux circuler et se déplacer

❖ Préparer le réseau gardois aux enjeux de demain

Le Conseil départemental s'est engagé en 2019 à financer les travaux de déviation de la RN 580 (phase n°1 : suppression du PN n°38) sur la commune de Laudun-l'Ardoise. Ce projet est porté par l'Etat. Au regard de son état d'avancement, il est décidé d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires à hauteur de 900 000 €, en dépenses d'investissement.

❖ Exploiter, entretenir et gérer le patrimoine routier

Afin de poursuivre le maillage territorial pour la régie routière départementale, il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme dédiée à la modernisation et pérennisation de la régie routière (AP 2018 BREGIROUTE) de 5 000 000 € pour permettre notamment d'engager les études et les travaux d'un nouveau PER à Bagard. Le montant global de cette enveloppe sera ainsi porté à 20 000 000 € après le vote de cette Décision modificative n°1.

Pour accélérer la réduction de la dette grise accumulée sur le réseau routier, et ce en conformité avec les orientations du Schéma des mobilités, il est décidé d'inscrire 6 500 000 € de crédits supplémentaires, en dépenses d'investissement, pour un programme de travaux complémentaires en 2023 dont, entre autres, l'aménagement d'une boucle paracycliste autour de Méjannes-le-Clap et les travaux d'enrobés de la RD 999 entre Nîmes et Manduel. La part des crédits alloués aux travaux de rénovation du patrimoine routier sera ainsi portée en 2023 à 27,535 M€.

Il est également décidé une hausse du budget de 500 000 € consacré au renouvellement des véhicules et du matériel pour assurer les activités de la régie routière départementale.

❖ Créer un réseau d'itinéraires cyclables structurant pour notre territoire

Afin d'accélérer le déploiement d'un réseau d'itinéraires structurants sur le territoire gardois s'inscrivant pleinement dans le Schéma des mobilités, il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme relative au développement des déplacements doux (AP 2023 DEP DOUX) de 700 000 € pour financer des nouveaux projets cyclables. Le montant global de cette enveloppe sera ainsi porté à 18 700 000 € après le vote de cette Décision modificative n°1.

En conformité avec les orientations du Schéma des mobilités, pour accélérer la mise en service de nouveaux linéaires d'itinéraires cyclables, il est décidé d'inscrire, en dépenses d'investissement, des crédits supplémentaires d'un montant de 200 000 €. La part des crédits alloués aux financements de projets cyclables sera portée en 2023 à 1,835 M€.

Au total pour l'engagement politique « Mieux circuler et se déplacer », il est décidé d'inscrire :	
En investissement :	8 100 000 € en dépenses

D) Connecter chacun au très haut débit

- ❖ Assurer le suivi du Très Haut Débit

Le Conseil départemental bénéficie d'une aide de l'Etat au titre du Fonds de soutien national pour le déploiement du Très Haut Débit. Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits, en recette d'investissement, d'un montant de 1 826 784,87 € en 2023 sur l'AP 2016 THD.

Au total pour l'engagement politique « Connecter chacun au très haut débit », il est décidé d'inscrire : En investissement : 1 826 784,87 € en recettes

E) Faire vivre la démocratie locale dans la concertation et la transparence

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

MOYENS ET RESSOURCES - RENDRE POSSIBLE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS EN ADAPTANT LES RESSOURCES AUX BESOINS

Les moyens et ressources se déclinent en 7 engagements de l'administration :

- ❖ Gérer l'institution de manière pérenne
- ❖ Innover et protéger le système d'information et les usages numériques
- ❖ Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques
- ❖ Préserver durablement les finances du Conseil départemental
- ❖ Développer et piloter une politique RH de qualité
- ❖ Entretenir et valoriser notre patrimoine bâti
- ❖ Préserver la santé des agents

A) Gérer l'institution de manière pérenne

- ❖ Assurer le fonctionnement de l'Assemblée départementale

Il convient d'inscrire des crédits supplémentaires pour le paiement des indemnités dues aux élus et des cotisations correspondantes (en intégrant l'hypothèse d'une augmentation du point d'indice de la fonction publique) ventilés de la manière suivante :

- Sur la base d'une inscription budgétaire de 1 636 000 € au Budget primitif, une inscription de crédits supplémentaires de 81 800 € est décidée au titre des indemnités et cotisations des élus,
- Sur la base d'une inscription budgétaire de 183 000 € au Budget primitif, une inscription de crédits supplémentaires de 9 150 € est décidée au titre des cotisations retraite,
- 26 150 € de crédits supplémentaires sont inscrits au titre des cotisation de sécurité sociale.

Au total, 117 100 € de crédits supplémentaires sont alloués au titre de la revalorisation des indemnités des élus pour l'année 2023, liés à une hypothèse d'augmentation du point d'indice.

Il est ensuite décidé de réabonder la ligne relative aux frais de mission et de déplacement des élus à hauteur de 8 000 €, en raison d'un mouvement antérieur qu'il convient de compenser.

En outre, 1 000 € de crédits supplémentaires sont alloués pour la formation des élus.

Par ailleurs, le marché de retranscription des séances du Conseil départemental fait apparaître un reliquat de factures, engagé en 2022, restant à honorer à ce jour. Par ailleurs, ce marché arrivant à son terme cette année, la facturation devra être réglée sur l'exercice en cours. Il est donc décidé d'abonder cette ligne de crédits supplémentaires, à hauteur de 3 000 €, en dépenses de fonctionnement.

Enfin, au titre du subventionnement de certaines associations au rayonnement départemental (association des maires du Gard, association des maires ruraux, etc...), 2 000 € sont alloués dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023.

❖ Permettre le fonctionnement interne des services départementaux

a) Le courrier départemental

S'agissant de l'expédition du courrier, la nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement tout au long de l'année 2023 conduit l'inscription de 20 000 € de crédits supplémentaires, en dépenses de fonctionnement, au titre des frais d'affranchissement, notamment ceux de la MDPH.

b) Les besoins dans le secteur social et médico-social

§1. Prise en charge des frais liés aux actions et informations collectives

La Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) va procéder à l'acquisition d'un logiciel permettant la mise sous pli et l'affranchissement des notifications suite aux décisions de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

L'octroi de crédits supplémentaires en vue du paiement des factures trimestrielles liées à la mise sous pli et à l'affranchissement s'élève à 35 000 €. Ces dépenses seront remboursées ultérieurement par la MDPH.

§2. Supervisions pour les équipes du secteur social

Pour la mise en œuvre d'une solution de vote électronique pour l'élection (renouvellement) des membres de la Commission Consultative Paritaire Départementale (CCPD), il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement d'un montant de 15 000 €.

❖ Favoriser la mise en œuvre des programmes européens

Dans le cadre des subventions et de la participation aux pôles métropolitains d'équilibre territoriaux et ruraux (PETR) et au Groupe d'Action Locale (GAL) Cévennes, il est décidé de clôturer l'AE 2016 GALSLEADER.

Au total pour l'engagement de l'administration « Gérer l'institution de manière pérenne », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 201 100 € en dépenses

B) Innover et protéger le système d'information et les usages numériques

- ❖ Déployer et maintenir en condition opérationnelle les postes de travail et les équipements d'infrastructures informatiques

a) Les services télécoms

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'action global pluri annuel de raccordement au Très Haut Débit (THD Gecko et WiGard) sur l'ensemble des sites départementaux, et dans une logique d'optimisation des coûts et d'accueil des nouveaux usages numériques, il est prévu prochainement le déploiement suivant :

- Connexion au réseau THD Gecko de Nîmes Métropole de cinq sites départementaux distants (Centre d'exploitation (CE) La Calmette/Centre Médico-Social (CMS) Marguerittes/Nîmes Mozart/CE Saint-Gilles/CMS Saint-Gilles/CMS Jacques Baby), étant précisé que les frais d'accès incluent 10 ans d'abonnement au service ;
- Connexion en 2023 d'une partie des 80 % des sites distants éligibles à la fibre optique du Réseau d'Intérêt Public (RIP) WiGard pour un débit supérieur de 8 à 40 fois.

Dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023, il est donc décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant total de 176 000 €, ventilés comme suit :

- En dépenses d'investissement : 160 000 € pour les frais d'accès au THD Gecko
- En dépenses de fonctionnement : 16 000 € pour le THD WiGard

b) Les équipements d'infrastructures informatiques

S'agissant de l'acquisition d'équipements d'infrastructure, compte tenu des éléments suivants :

- ⇒ Rappel de Microsoft concernant le paiement des licences Microsoft serveur de 2022 avant l'intégration dans l'accord entreprise fin juin 2023, et l'outil de pilotage centralisé des hyperviseurs Microsoft (SCVMM)
- ⇒ Changement de politique tarifaire de l'éditeur Oracle imposant à toutes les collectivités d'étendre le support des licences actuelles (gratuites) incluant contractuellement les mises à jour de sécurité
- ⇒ Obligation de sécuriser les applications métier avec la mise en œuvre d'un logiciel de micro-segmentation du réseau (droits d'usage, maintenance et support pendant 3 ans)
- ⇒ Virtualisation des serveurs afin d'optimiser et centraliser la gestion des serveurs applicatifs (mise en exploitation prévue en 2024 initialement mais rendue possible et nécessaire en 2023)
- ⇒ Câblage de trois barrages (La Rouvière, Sénéchas et Sainte-Cécile-d'Andorge) connectés désormais au THD WiGard, afin de pouvoir accéder à leur système d'Information sur l'ensemble

de leur périmètre, conformément au plan d'action global pluri annuel de raccordement au Très Haut Débit (THD Gecko et WiGard) sur l'ensemble des sites départementaux.

Il est, dès lors, décidé, en dépenses d'investissement, l'inscription de crédits supplémentaires d'un montant total de 349 200 €, ventilés comme suit :

➤ Licences Microsoft MPSA 2022 :	98 000 €
➤ Licences Oracle JAVA :	86 000 €
➤ Licences SCVMM (gestion des infrastructures serveur) :	25 200 €
➤ Licences VMWare (virtualisation serveurs) :	60 000 €
➤ Logiciel micro-segmentation du réseau :	47 000 €
➤ Câblage :	33 000 €

Par ailleurs, en application de l'arrêté du 17 décembre 2020 fixant la définition des dépenses de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage (cloud IaaS), les dépenses liées à l'externalisation de services dans le cloud afin d'assurer la reprise d'activité en cas de cyber attaque (hébergement de machines virtuelles dans le Cloud AWS et externalisation d'une copie de sauvegarde des données dans le Cloud Azure), il est nécessaire d'inscrire des crédits supplémentaires, en dépenses de fonctionnement, étant précisé que ces dernières sont éligibles à l'attribution du FCTVA.

Il est donc décidé d'inscrire :

➤ Externalisation de services dans le cloud :	110 000 €
---	-----------

❖ Optimiser et moderniser les solutions logicielles

a) L'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et la maîtrise d'œuvre (Moe)

Compte tenu du report en 2023 de la mise en œuvre d'une solution logicielle de reconnaissance et de lecture automatique de documents (RAD/LAD) permettant de traiter les demandes de dossiers MDPH provenant de documents numérisés, et de la mise en œuvre d'une solution d'automatisation de processus métiers (RPA), via un robot permettant d'effectuer des tâches répétitives dans la création de dossiers de l'application GENESIS, il est décidé d'inscrire les crédits supplémentaires suivants :

➤ En dépenses de fonctionnement :	30 000 €
-----------------------------------	----------

Il est à noter que la prestation comprend l'accompagnement et le transfert de compétence par l'intégrateur de la solution pour l'année 2023.

b) La maintenance des applications et matériels associés

Il est décidé, d'une part, d'inscrire des crédits supplémentaires à hauteur de 10 000 € nécessaires au renouvellement des certificats CERTINOMIS permettant la signature électronique des documents.

Par ailleurs, en application de l'arrêté du 17 décembre 2020 fixant la définition des dépenses de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage (cloud IaaS), les dépenses liées à l'hébergement du site internet, estimées à 11 000 €, doivent être inscrites en dépenses de fonctionnement, étant précisé que ces dernières sont éligibles à l'attribution du FCTVA.

Il est donc décidé d'inscrire, au total, les crédits supplémentaires suivants :

➤ En dépenses de fonctionnement : 21 000 €

c) Les applications Métier

Dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires, en dépenses d'investissement, aux fins de permettre les actions suivantes :

- ⇒ Mise en œuvre du nouveau logiciel de l'enfance SOLIS
- ⇒ Mise en œuvre de la version Web de CORIOLIS : en complément de la commande initiale, des prestations d'installation et des prestations complémentaires s'avèrent nécessaires à la mise en production de la V5 du logiciel de gestion financière Coriolis
- ⇒ Développement de nouveaux formulaires du logiciel PYTHEAS Service Desk pour la gestion des demandes
- ⇒ Migration sur une version majeure du logiciel Scribe afin de sécuriser le socle technique
- ⇒ Développement de la Gestion Electronique de Documents (GED) : mise en œuvre de la nouvelle visionneuse pour l'enfance et l'autonomie des personnes (et autres prestations adultes) et versement dans le système d'archivage électronique
- ⇒ Achat des droits d'usage de la solution logicielle innovante QUADIENT de traitement automatique des courriers de la MDPH
- ⇒ Développement du connecteur à la GED du logiciel des marchés publics MARCO
- ⇒ Prestations de développement pour le logiciel GENESIS
- ⇒ Sécurisation et augmentation du tarif de l'évolution logicielle dans le cadre du renouvellement de diverses applications métier

Au total, il est décidé d'inscrire un montant de 290 000 € en dépenses d'investissement conformément à la ventilation suivante :

➤ Licences SOLIS :	70 000 €
➤ Licences CORIOLIS :	20 000 €
➤ Licences PYTHEAS :	5 000 €
➤ Licences SCRIBE :	15 000 €
➤ Développement de la GED :	65 000 €
➤ Logiciel QUADIENT :	26 000 €
➤ Logiciel MARCO :	12 000 €
➤ Logiciel GENESIS :	30 000 €
➤ Diverses applications métier :	47 000 €

❖ Sécuriser le système d'information

Dans le cadre de la poursuite de la sécurisation du système d'information, il est décidé de prévoir des crédits supplémentaires afin de :

- ⇒ Mettre en œuvre des actions de remédiation à la suite de la cyber attaque du site gard.fr
- ⇒ Bénéficier à titre préventif d'un accompagnement pour la mise en place d'un plan de reprise d'activité et d'une organisation de gestion de crise en cas de nouvelle cyberattaque

Aussi, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires, en dépenses de fonctionnement, à hauteur de 60 000 €.

Au total pour l'engagement de l'administration « Innover et protéger le système d'information et les usages numériques », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 237 000 € en dépenses

En investissement : 799 200 € en dépenses

C) Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques

❖ Maintenir une sécurité juridique optimale

L'activité de conseil juridique dans le cadre du marché de prestations juridiques implique d'anticiper les dépenses afférentes (nouvelles demandes de conseil ainsi que l'encours des factures), mais aussi de prendre en compte certains dossiers « structurants » pour la Collectivité et la nécessité de permettre un accompagnement juridique spécifique. La prise en compte de ces éléments conduit à l'inscription de crédits supplémentaires d'un montant de 10 000 € en dépenses de fonctionnement.

Par ailleurs la mise en place d'un référent alerte éthique au sein de la Collectivité, qui sera effective en 2023, et le choix d'une externalisation de la fonction via un prestataire extérieur conduit à l'inscription de 10 000 € de crédits supplémentaires.

En outre, l'analyse du besoin pour la défense juridique et la représentation du Département, devant les juridictions, pour les contentieux à venir ainsi que l'encours des factures conduisent à l'inscription de crédits supplémentaires à hauteur de 10 000 €.

En recettes de fonctionnement, cinq affaires contentieuses permettent d'inscrire une somme de 347 500 € dans le cadre de cette décision modificative.

Au total pour l'engagement de l'administration « Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 30 000 € en dépenses et 347 500 € en recettes

D) Préserver durablement les finances du Conseil départemental

Pour ce budget supplémentaire 2023 qui se veut ambitieux dans ses réalisations pour le plus grand bénéfice des gardoises et des gardois, le Conseil départemental s'inscrit dans une démarche de responsabilité afin de ne pas obérer, pour l'avenir, ses marges de manœuvre.

Dans ces conditions, il continue, à l'instar du Budget primitif 2023, de respecter une logique de prudence et de sincérité, tant en fonctionnement qu'en investissement avec la poursuite d'une politique d'endettement maîtrisé.

❖ Exécuter le budget dans une démarche prudentielle et de sincérité

a) Les opérations réelles

§1. L'exécution comptable courante

Afin d'assurer l'exécution comptable des opérations de gestion et des produits financiers notamment en fin d'exercice, il est décidé d'inscrire 100 000 € en dépenses de fonctionnement pour la gestion des stocks. De manière corollaire, il est prévu 100 000 € en recettes de fonctionnement au titre de la gestion des stocks.

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire 50 000 € de crédits supplémentaires, en fonctionnement, des recettes liées à l'énergie hydraulique conformément aux prévisions actualisées pour l'année 2023.

§2. La gestion des indus

Il est prévu d'augmenter de 2 000 000 € les crédits en dépenses de fonctionnement en prévision d'admissions en non-valeur de titres de recettes émis par le Conseil départemental pour lesquels la Paierie départementale est dans l'incapacité de pouvoir recouvrer (dont 300 000 € au titre de l'APA ; 400 000 € au titre du RSA et 1 300 000 € au titre des autres créances).

§3. Les opérations exceptionnelles

Il est décidé d'inscrire 2 000 000 € en dépenses de fonctionnement en prévision d'opérations exceptionnelles qui pourraient survenir en cours d'exercice, telles que d'éventuelles annulations de titres émis sur exercices antérieurs (1 000 000 €), d'éventuelles charges exceptionnelles (1 000 000 €) sur opérations de gestion (intérêts moratoires) et autres charges exceptionnelles (protocoles d'accord, transactions).

§4. Les provisions

Dans cadre du suivi des provisions, il est décidé d'inscrire 9 000 000 € en dépenses de fonctionnement (dont 6 000 000 € au titre des dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement et 3 000 000 € au titre des dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants).

Par ailleurs, il est également décidé d'inscrire 5 050 000 € en recettes de fonctionnement au titre de la possible reprise sur provision constituée en 2022 (et non utilisée) pour le remboursement en 2023 du prêt souscrit par le Syndicat mixte du Bois de Minteu.

§5. Les prestations d'études financières

Il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 100 000 €, en dépenses de fonctionnement, afin de doter le Conseil départemental de la possibilité de recourir à un cabinet de finances publiques pour des études et/ou de l'assistance dans le domaine financier, fiscal et budgétaire.

§6. Les dépenses imprévues

L'article L.3322-1 du Code général des collectivités territoriales permet aux collectivités de répondre à des aléas budgétaires sans avoir recours à une décision modificative de l'assemblée délibérante. Ainsi, la procédure des dépenses imprévues autorise, dans certaines limites, la Présidente du Conseil départemental à effectuer des virements de crédits de chapitre de dépenses imprévues vers d'autres chapitres à l'intérieur d'une même section. Cette procédure s'accompagne d'un rendu-compte au Conseil départemental, à la plus proche séance, pièces justificatives à l'appui.

Dans ce cadre, afin de pouvoir faire face immédiatement à des dépenses imprévues, il est décidé d'inscrire :

➤ En dépenses de fonctionnement :	16 621 791,27 €
➤ En dépenses d'investissement :	3 000 000,00 €

§7. La Dotation globale de fonctionnement (DGF) et autres dotations

Après notification du montant de la DGF attribuée au Conseil départemental, il est décidé de diminuer, en recettes de fonctionnement, le montant des crédits inscrits au Budget primitif de 249 918 €.

Par ailleurs, il convient de prévoir 190 302 € de crédits supplémentaires, en recettes d'investissement, au titre de la part forfaitaire de la Dotation de soutien à l'investissement départemental (DSID).

§8. Les impôts et taxes perçus

Il est décidé d'augmenter de 100 000 € les crédits en recettes de fonctionnement liée à la taxe additionnelle à la taxe de séjour.

Par ailleurs, s'agissant de la taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement (DMTO), compte tenu de la baisse constatée des encaissements au cours du premier semestre 2023, il est décidé de diminuer les crédits inscrits au Budget primitif de 20 000 000 €. Les prévisions de DMTO ainsi actualisées s'élevaient ainsi à 125 000 000 € pour l'année 2023.

Enfin, en raison de la création en 2023 d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensatoire attribuée en remplacement de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), il est décidé d'inscrire en recettes de fonctionnement :

- Au titre de la CVAE au compte 73112 : -29 000 000 €
- Au titre de la fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensatoire de la perte de la CVAE au compte 73818 : 29 000 000 €

§9. Les Fonds de péréquation

Au titre du Fonds national de péréquation des DMTO perçu par les départements, après actualisation des prévisions relatives à cette recette de fonctionnement, il est décidé de diminuer les crédits inscrits au Budget primitif de 2 732 430 €.

§10. Les résultats 2022 reportés en 2023

En section de fonctionnement, il est décidé de reporter en recettes, au compte 002, un excédent de fonctionnement d'un montant de 105 410 430,66 €.

En section d'investissement, il est décidé de reporter en recettes, au compte 001, un excédent d'investissement d'un montant de 4 012 975,43 €, et d'affecter au compte 1068, un excédent de fonctionnement capitalisé de 80 000 000 €.

b) Les opérations d'ordre

§1. Les opérations d'ordre de section à section

Les opérations d'ordre de section à section sont enregistrées sur les chapitres « 040 » en investissement et « 042 » en fonctionnement. Les dépenses du chapitre 040 sont toujours égales aux recettes du chapitre 042 et réciproquement.

Ces opérations d'ordre de section à section peuvent être classées en grandes catégories :

- ⇒ L'amortissement des immobilisations
- ⇒ La reprise des subventions transférables
- ⇒ La procédure de neutralisation budgétaire de l'amortissement des bâtiments administratifs et scolaires
- ⇒ La quote-part sur 2023 du canon emphytéotique encaissé en 2017, et relatif au BEA Gendarmeries

La première catégorie se traduit par des dépenses en section de fonctionnement et des recettes en section d'investissement, les trois autres par des recettes en section de fonctionnement et des dépenses en section d'investissement.

Pour le budget supplémentaire, elles s'élèvent respectivement à la somme de :

- Dotations aux amortissements des immobilisations : + 609 200 €
- Reprise en section de fonctionnement des subventions transférables : + 274 285 €
- Neutralisation des amortissements : - 274 785 €

Soit un total de 609 200 € concernant les dépenses de fonctionnement et les recettes d'investissement et un total de -500 € concernant les dépenses d'investissement et les recettes de fonctionnement.

§2. Les opérations patrimoniales

Aucune inscription n'est décidée dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023.

§3. Les opérations pour l'équilibre budgétaire

Afin de réaliser l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement, il est décidé d'inscrire au chapitre « 023 » un montant de 17 225 774,08 € en dépenses d'ordre de fonctionnement. Ce même montant est reporté en recettes d'ordre d'investissement au chapitre « 021 ».

❖ Maîtriser l'endettement

La maîtrise de l'endettement est une préoccupation constante de la Collectivité afin de pouvoir assurer le financement d'une partie de ses dépenses d'investissement tout en maintenant une capacité de désendettement correcte, et en tout état de cause inférieure à 10 ans.

Par ailleurs, il est nécessaire d'assurer une veille permanente afin de doter la collectivité d'un niveau de trésorerie suffisant pour permettre le règlement des dépenses courantes.

Dans ces conditions, il est décidé, dans le cadre de cette Décision modificative n°1 2023, d'inscrire au total :

- En dépenses de fonctionnement : 150 000,00 €
- En recettes d'investissement : - 98 599 782,50 €

Ces inscriptions sont ventilées de la manière suivante :

En dépenses :

- Au titre des intérêts à régler aux échéances de remboursement d'emprunt : 100 000,00 €
- Au titres des frais bancaires à régler lors de la souscription de contrats : 50 000,00 €

En recettes :

- Au titre des emprunts : -98 599 782,50 €
- Cette inscription laisse la possibilité d'emprunter jusqu'à 10 000 000,00 € sur l'année 2023.

Au total pour l'engagement de l'administration « Préserver durablement les finances du Conseil départemental », il est décidé d'inscrire :

- Opérations réelles :

En fonctionnement : 29 971 791,27 € en dépenses et 37 728 082,66 € en recettes

En investissement : 3 000 000,00 € en dépenses et -14 396 505,07 € en recettes

- Opérations d'ordre :

En fonctionnement : 17 834 974,08 € en dépenses et -500,00 € en recettes

En investissement : -500,00 € en dépenses et 17 834 974,08 € en recettes

E) Développer et piloter une politique RH de qualité

- ❖ Relever le défi d'une gestion novatrice des ressources humaines et maîtriser la masse salariale

Il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires, en dépenses de fonctionnement, au titre de la revalorisation de la paye des agents pour la seconde moitié de l'exercice, c'est-à-dire du 1^{er} juillet au 31 décembre 2023, pour un montant total de 4 137 700 €, ceci afin de tenir compte :

- d'une part, des mesures anti-inflation prises en faveur des agents du Conseil départemental, lesquelles comportent notamment une revalorisation de +5% de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), principale indemnité du régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- d'autre part, afin d'anticiper la mise en œuvre des annonces gouvernementales notamment celles du 12 juin 2023, avec pour exemples :
 - la revalorisation d'1,5% du point d'indice des agents de la Fonction publique à compter du 1^{er} juillet 2023 ;
 - la modification des grilles des derniers échelons des agents de catégories B et C rémunérés au minimum de traitement via un ajout de 0 à 9 point(s) à compter du 1^{er} juillet 2023.

Par ailleurs, un montant de 56 000 € est alloué au titre de la gestion des frais médicaux liés à la carrière ; ces crédits étant susceptibles d'être engagés en cas de reconnaissance par la Collectivité de l'imputabilité d'un accident au service survenu à un agent et toujours en cours d'instruction.

- ❖ Accompagner et soutenir les personnels et leur famille

Dans le cadre des mesures anti-inflation prises en faveur des agents du Conseil départemental, il est également décidé d'inscrire les crédits supplémentaires suivants :

- un montant de 362 600 € au titre de l'achat de tickets restaurant ainsi qu'un montant de 50 000 € au titre de la restauration collective afin que la participation départementale au coût du repas pour les agents dont l'indice majoré est inférieur à 534 puisse être augmentée ;
- un montant de 130 000 € au titre de la prévoyance des agents afin que la participation départementale au financement de la prévoyance des agents puisse également être augmentée dans le cadre du contrat de groupe.

Par ailleurs, il convient de prévoir, en dépenses de fonctionnement, les ajustements de crédits suivants :

- un montant 8 000 €, au titre de « l'arbre de Noël », afin de compléter les prestations offertes lors de cet événement ;

- un montant de 39 857,89 €, au titre des prestations d'action sociale, pour le financement de berceaux.

Au total pour l'engagement de l'administration « Développer et piloter une politique RH de qualité », il est décidé d'inscrire : En fonctionnement : 4 784 157,89 € en dépenses
--

F) Entretien et valoriser notre patrimoine bâti

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain menée sur l'ancien collège Diderot à Nîmes pour la reconversion des anciens logements en Maison des associations, il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme dédiée (AP 2020 DiDASSO) d'un montant de 400 000 € et de la porter ainsi à 1 200 000 €.

❖ Administrer efficacement le parc immobilier départemental et le patrimoine mobilier

En dépenses d'investissement, afin d'assurer le renouvellement de la flotte des véhicules de service du parc départemental, il est décidé d'inscrire 300 000 € de crédits supplémentaires pour l'année 2023.

Il est également décidé d'inscrire 70 000 € de crédits supplémentaires pour assurer l'installation de bornes de distribution de carburant « connectées » dans les centres routiers du département du Vigan, de Saint-Sauveur-Camprieu et de Saint-André-de-Majencoules.

En recettes de fonctionnement, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 150 000 € en raison d'une nouvelle recette issue de la signature d'un protocole transactionnel relatif aux travaux sur le Laboratoire départemental d'analyse et à un remboursement des assurances intervenu à la suite des dégâts d'intempéries de 2021.

❖ Adapter et pérenniser la qualité des lieux d'accueil du public et de travail des agents départementaux

Il est décidé d'inscrire 100 000 € de crédits supplémentaires, en dépenses d'investissement, pour le renouvellement du mobilier de bureau dans les bâtiments départementaux.

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 15 000 € pour le renouvellement pour l'achat de fournitures nécessaires aux interventions réalisées en régie.

Compte tenu d'un réajustement des besoins pour l'année 2023, il est décidé de diminuer de 300 000 €, en dépenses d'investissement, les crédits de paiement inscrits au Budget primitif pour les études et travaux de maintenance, sécurité des bâtiments et la gestion des marchés de maintenance, sécurité des installations électriques.

S'agissant des recettes d'investissement, il est décidé d'ajuster les crédits en raison du changement d'affectation de la dotation de soutien à l'investissement des départements perçue de l'Etat. Il est donc décidé de diminuer de 838 008 € les crédits en recettes d'investissement.

Au total pour l'engagement de l'administration « Entretenir et valoriser notre patrimoine bâti », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 150 000 € en recettes

En investissement : 185 000 € en dépenses et 838 008 € en recettes

G) Préserver la santé des agents

- ❖ Prévenir et limiter les risques professionnels et promouvoir la qualité de vie au travail

Au regard des besoins croissants en termes de matériel pour la prévention et la qualité de vie au travail, notamment dans le cadre des aménagements de poste, il est décidé d'inscrire 17 000 € de crédits supplémentaires, en dépenses d'investissement.

Au total pour l'engagement de l'administration « Préserver la santé des agents », il est décidé d'inscrire :

En investissement : 17 000 € en dépenses

Partie 2. LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES

UNE SECTION DE FONCTIONNEMENT PERMETTANT DE DEGAGER UNE EPARGNE BRUTE D'UN MONTANT DE 17,8 M€

La section de fonctionnement s'équilibre à 88 290 327,96 €.

D'un montant de 55,6 M€, l'épargne brute telle qu'apparaissait au budget primitif 2023 progressait de 5,4 M€ car elle bénéficiait d'une évolution des recettes plus dynamique que celle des dépenses.

	BP 2023	BS 2023	Total 2023
	931 456 262,08 €	88 290 827,96 €	1 019 747 090,04 €
dont recettes réelles	931 456 262,08 €	- 17 119 602,70 €	914 336 659,38 €
dont résultat de fonctionnement 2022 reporté en 2023		105 410 430,66 €	105 410 430,66 €
	875 887 950,99 €	70 455 353,88 €	946 343 304,87 €
dont dépenses imprévues	1 000 000,00 €	16 621 791,27 €	17 621 791,27 €
dont opérations réelles	863 337 950,99 €	53 815 364,77 €	917 153 315,76 €
dont opérations réelles dette	11 550 000,00 €		11 550 000,00 €
dont reports		18 197,84 €	18 197,84 €
	55 568 311,09 €	17 835 474,08 €	73 403 785,17 €

Hors opération d'ordre

Avec ce budget supplémentaire 2023, l'épargne brute progresse de 17,8 M€ pour s'établir de manière consolidée (budget primitif + budget supplémentaire) à 73,4 M€, contre 55,6 M€ au budget primitif 2023.

A) Des recettes réelles de fonctionnement inscrites pour 88,3 M€

Les recettes réelles de fonctionnement sont inscrites à ce budget supplémentaire 2023 pour un montant de 88,3 M€. Pour l'essentiel, elles sont la conséquence du report du résultat 2022 sur 2023 inscrit pour un montant de 105,4 M€, compensé par une diminution des recettes réelles d'un montant de 17,1 M€ correspondant en grande partie à :

- une estimation prudente des droits de mutation à titre onéreux avec une baisse de 20 M€ par rapport au budget primitif ;
- une attribution du fonds national de péréquation des DMTO en baisse de 2,7 M€ ;
- une reprise sur provision de +5 M€.

B) Des dépenses réelles de fonctionnement inscrites pour 70,5 M€

Les dépenses réelles de fonctionnement sont inscrites au budget supplémentaire 2023 pour un montant de 70,5 M€, résultant principalement des conséquences des hausses sur les trois postes suivants :

- ❖ Des dépenses liées aux ressources humaines en augmentation globale de +4,8 M€ par rapport au Budget primitif 2023 qui tiennent compte, pour l'essentiel, d'une revalorisation du point d'indice et des diverses mesures anti-inflation envers les agents.
- ❖ Des dépenses sociales en augmentation globale de +31 M€ dont principalement :
 - +20,0 M€ pour les allocations individuelles de solidarité (AIS) avec :
 - l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) : +2 M€
 - la prestation de compensation du handicap (PCH) : +3 M€
 - le revenu de solidarité active (RSA) : +15 M€
 - +9,5 M€ pour l'enfance et la petite enfance
- ❖ Diverses dépenses financières pour un total de +33,1 M€, dont notamment :
 - +16,6 M€ de dépenses imprévues
 - +9,0 M€ de provisions
 - +3,1 M€ pour le SDIS
 - +2,0 M€ d'admissions en non-valeur
 - +2,0 M€ de charges exceptionnelles

Cette épargne brute supplémentaire d'un montant de 17,8 M€ permet d'absorber :

- d'une part, le solde d'opération d'ordre représentant 0,6 M€ ;
- d'autre part, un autofinancement complémentaire de la section de fonctionnement à la section d'investissement d'un montant de 17,2 M€.

UNE SECTION D'INVESTISSEMENT DOTE E D'UN HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT EN SOUTIEN A L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE AVEC UNE DETTE MAITRISEE

La section d'investissement s'équilibre à 16 488 255,26 €.

Les dépenses réelles d'investissement supplémentaires (hors dette) représentent 11,3 M€.

Ce budget supplémentaire 2023 permet d'augmenter les dépenses réelles d'investissement consacrées aux routes (+8,1 M€) et à l'informatique (+1,4 M€). Il permet d'intégrer également des dépenses imprévues (+3 M€).

L'apport de recettes réelles d'investissement supplémentaires (+2,7 M€) permet de financer partiellement les dépenses réelles d'investissement supplémentaires.

A ces recettes réelles, s'ajoutent 5,4 M€ de solde de reports d'investissement (5,2 M€ en dépenses et 10,6 M€ en recettes), ainsi que 4 M€ d'excédent d'investissement 2022 reporté sur 2023.

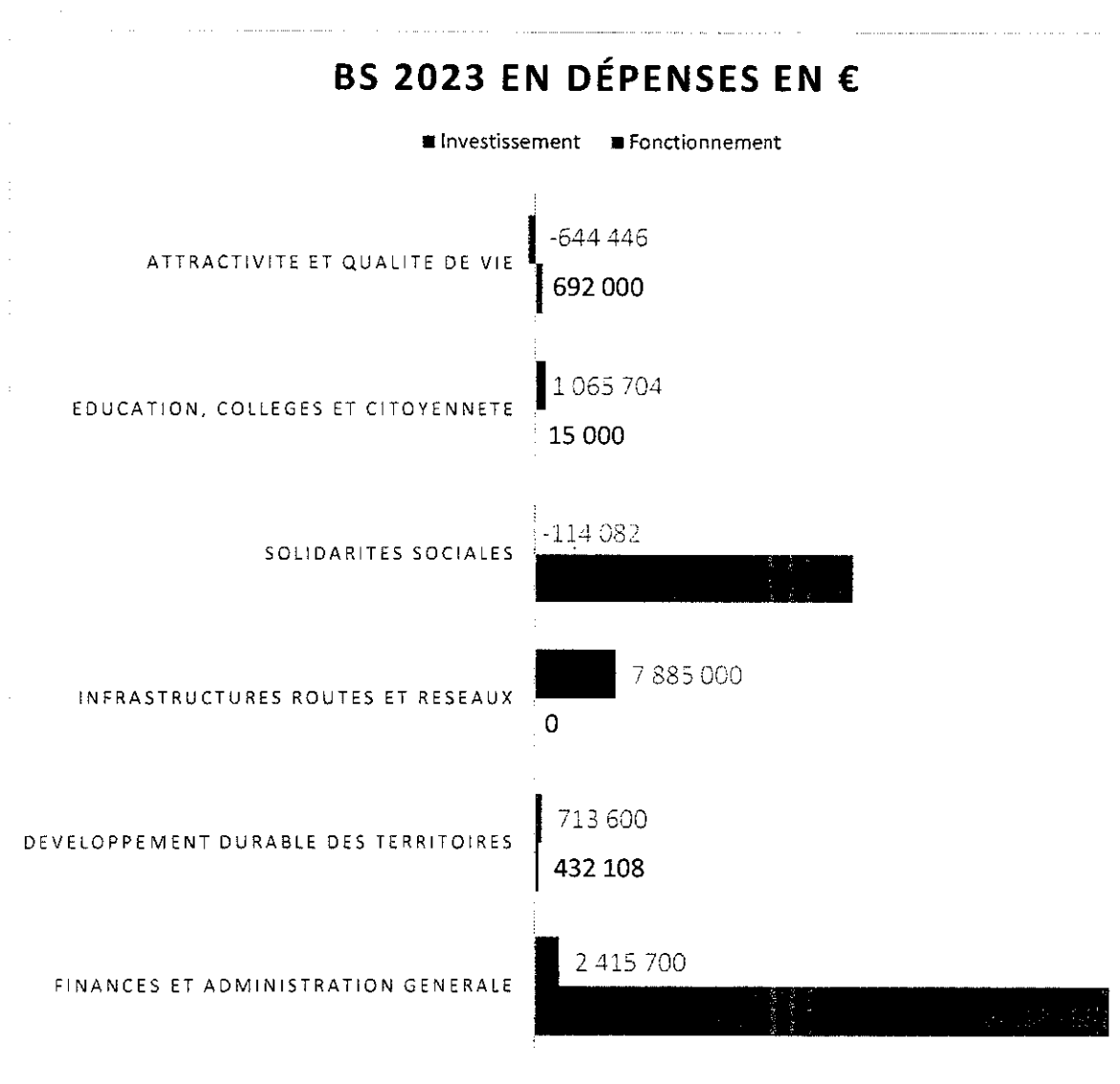
L'équilibre de la section d'investissement est assuré par :

- Des recettes d'ordre d'un montant de 0,6 M€
- Des recettes réelles d'un montant de 13,2 M€ (reports inclus)
- Un autofinancement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de 17,2 M€
- Un report du résultat de la section d'investissement de 2022 en 2023 de 4 M€
- Une affectation du résultat 2022 de la section de fonctionnement à la section d'investissement de 80 M€
- Une réduction de l'emprunt d'équilibre de 98,6 M€ laissant la possibilité de recourir à un emprunt jusqu'à 10 M€ en 2023, étant ici rappelé qu'au budget primitif, l'emprunt d'équilibre était de 108,6 M€

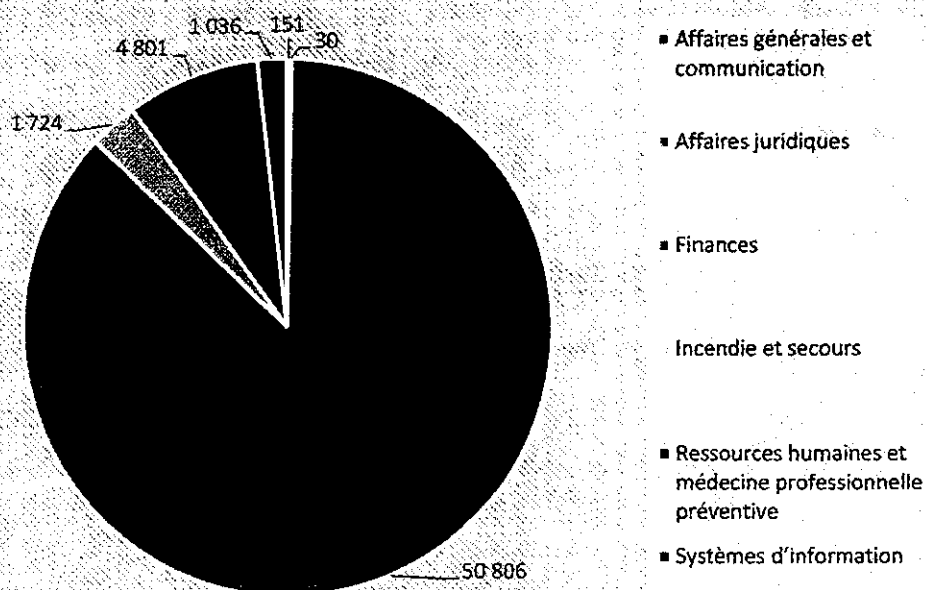
GRAPHIQUES

A) Volet Dépenses

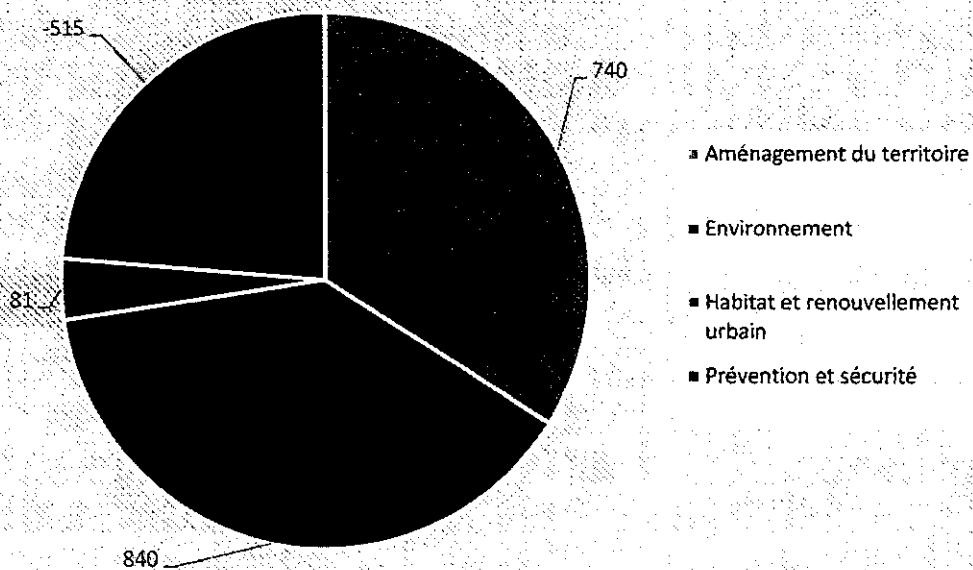
Hors restes à réaliser N-1

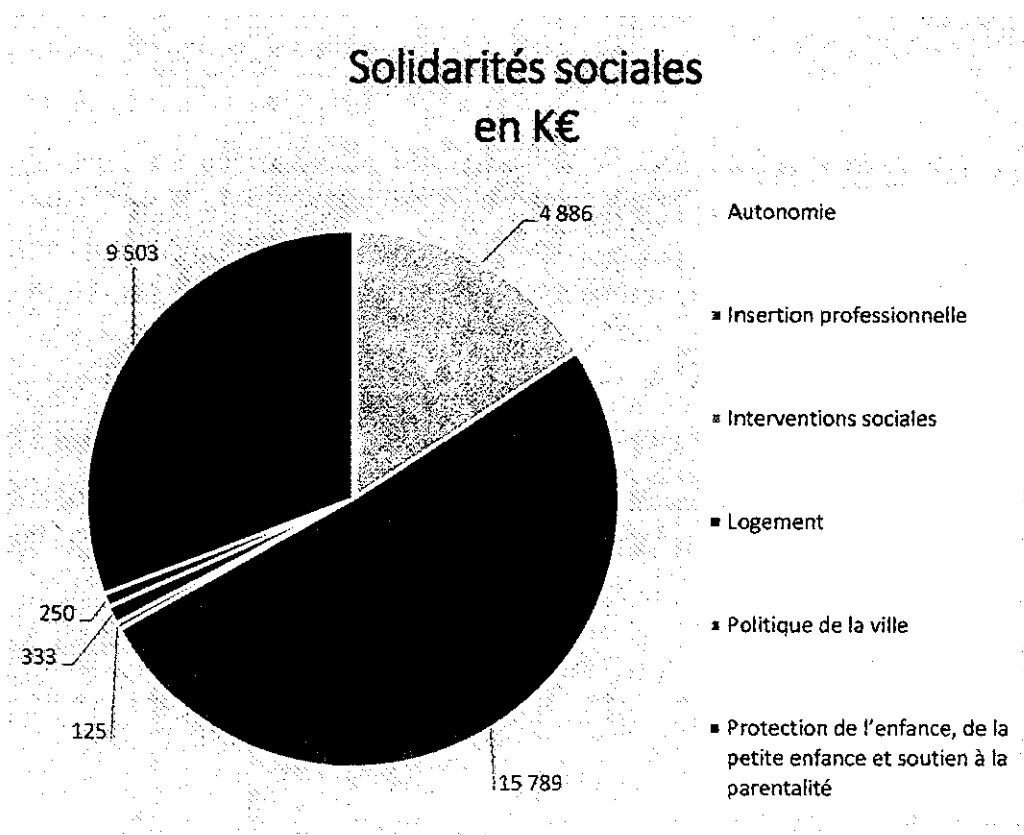
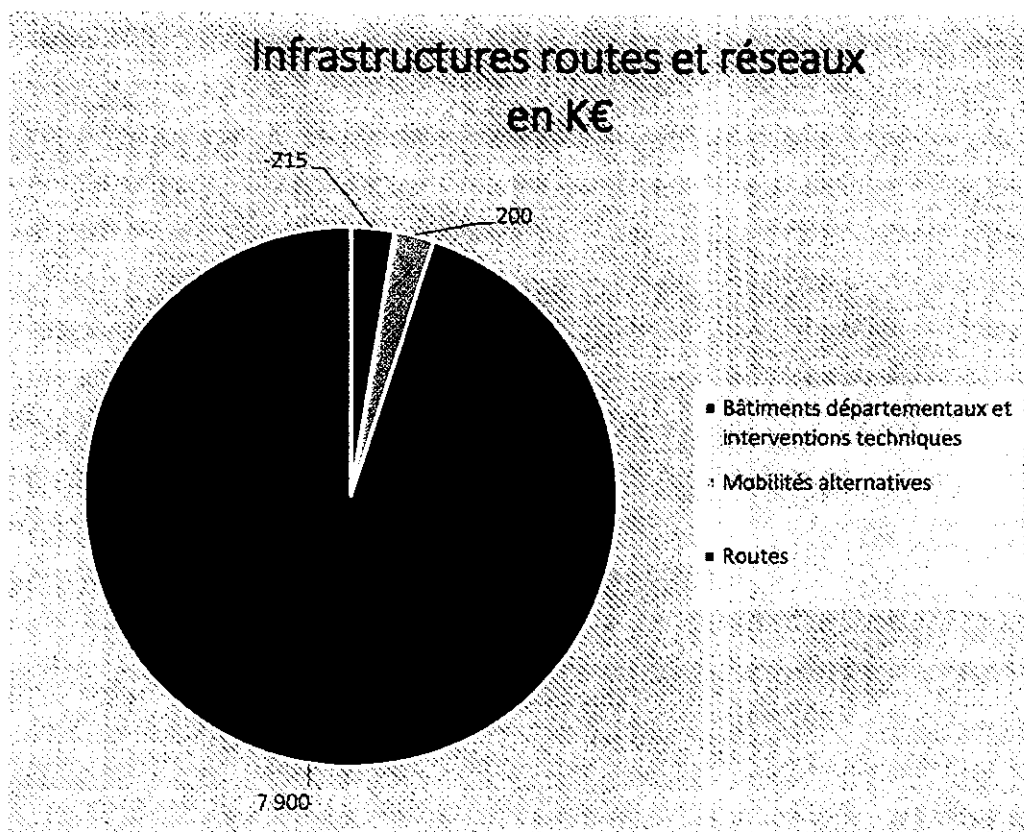


Finances et administration générale en K€

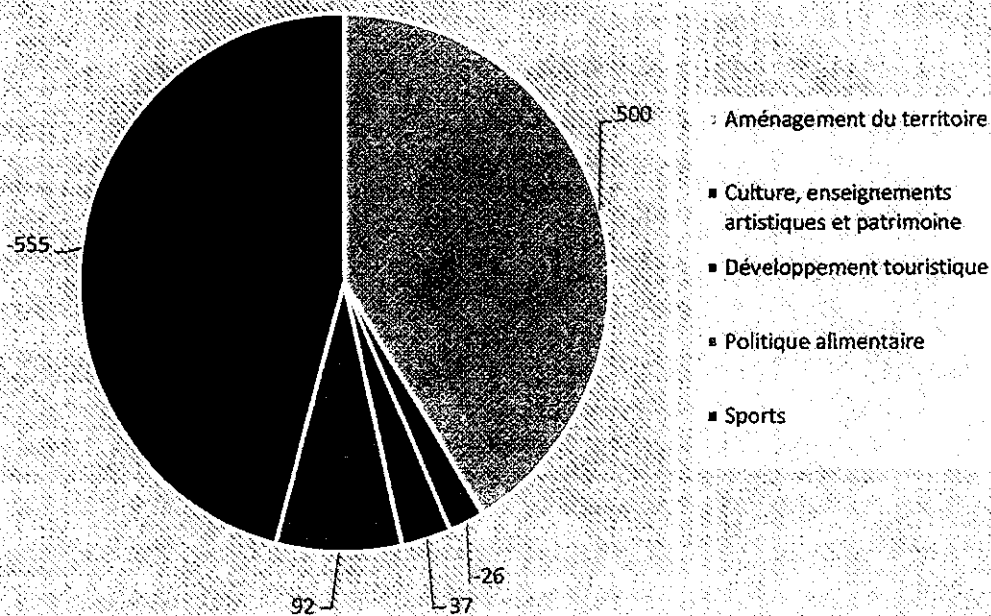


Développement durable des territoires en K€

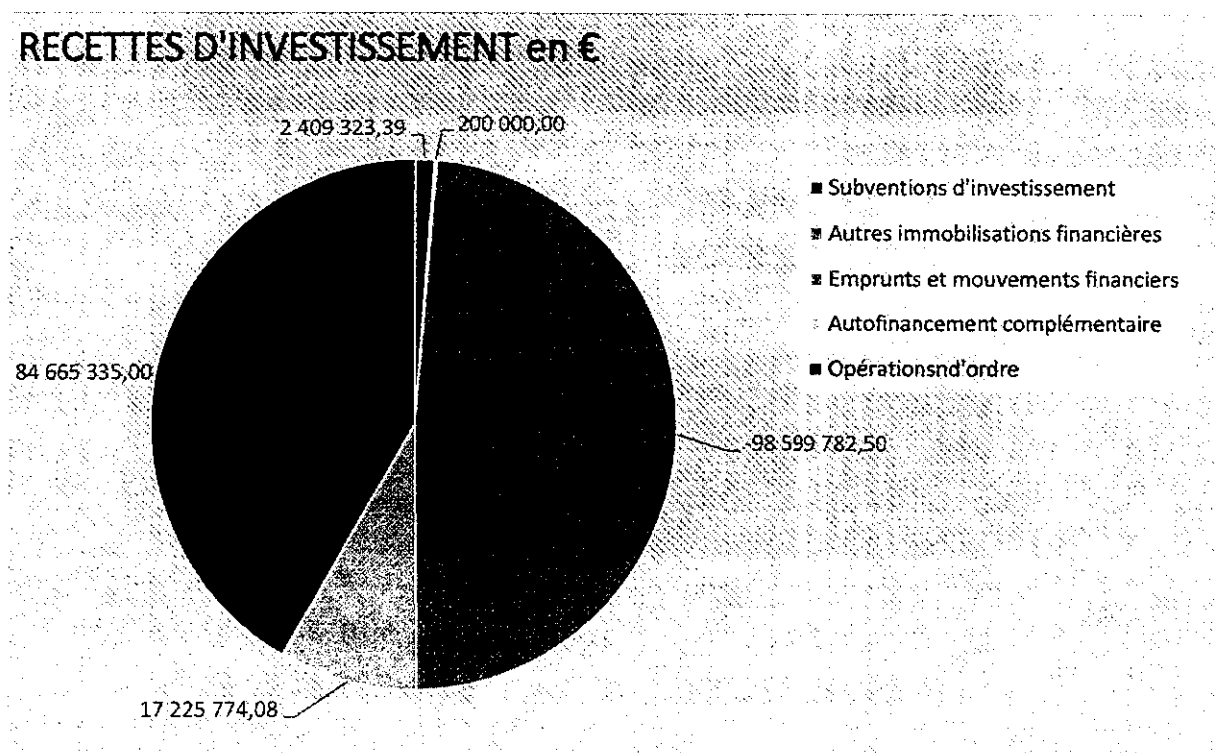
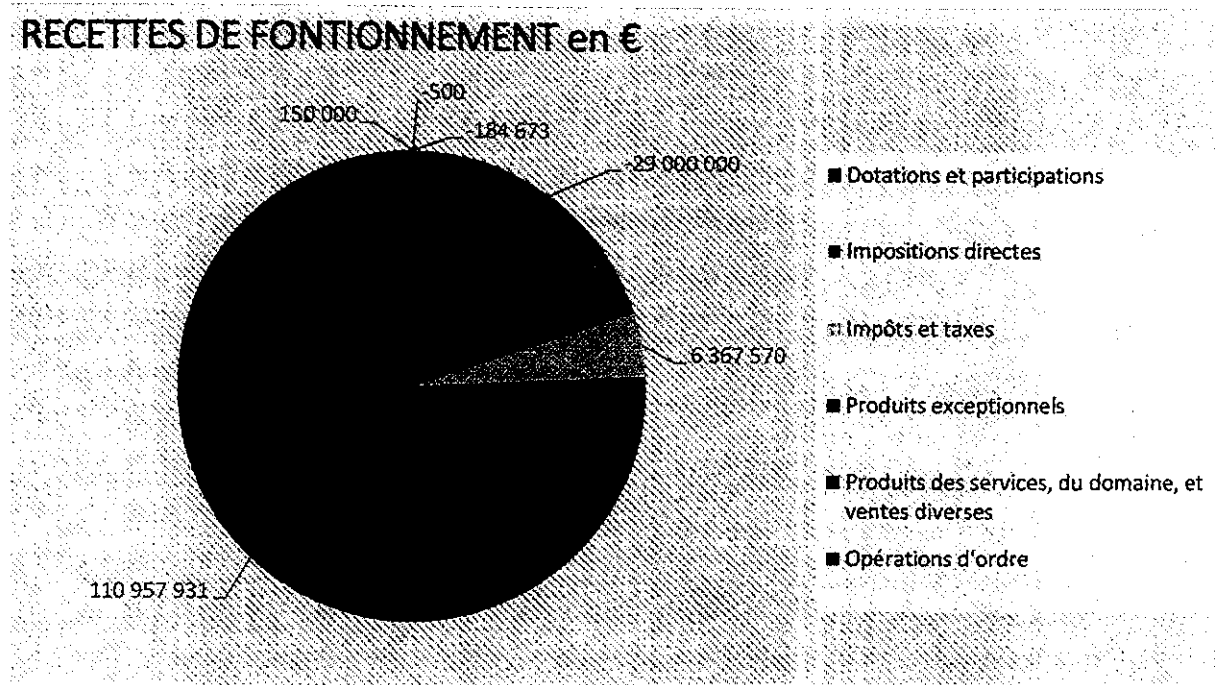




Attractivité et qualité de vie en K€



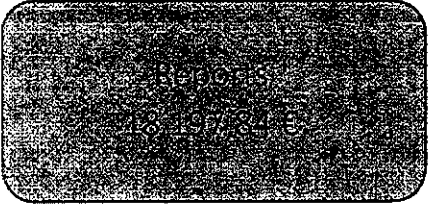



B) Volet Recettes



VUE D'ENSEMBLE

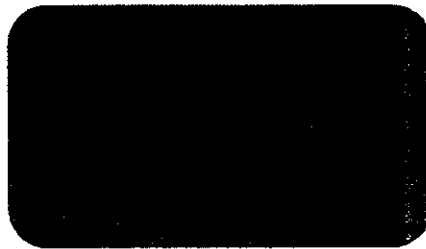
Fonctionnement

	
Dépenses d'ordre 17 834 974,08 €	Recettes d'ordre -500,00 €
Sous-total 88 272 130,12 €	Sous-total -17 120 102,70 €
	
Total 88 290 327,96 €	Total 88 290 327,96 €
Dépenses	Recettes

Investissement

Dépenses d'ordre -500,00 €	Recettes d'ordre 17 834 974,08 €
Sous-total 11 321 476,50 €	Sous-total 1 887 674,54 €
Reporté 5 166 778,76 €	Reporté 14 600 580,72 €
Total 16 488 255,26 €	Total 16 488 255,26 €
Dépenses	Recettes

Total cumulé



TOTAL BS 2023
104 778 583,22 €

Partie 3. TABLEAUX FINANCIERS

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)

A) Créations d'AE-AP 2023 et révisions

En dépenses

2023 - SENSIBEAU	1	65	70	65737	0	S0021	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	65	61	6574	0	S0021	35 000,00	0,00	0,00			14 000,00
	3	65	61	65734	0	S0021	6 000,00	0,00	0,00	10 000,00	16 400,00	35 000,00
	2023 - SENSIBEAU						55 000,00	0,00	0,00	10 000,00	16 400,00	81 400,00

2023 - SINAGRI	1	65	74	6574	0	S0176	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
2023 - SINAGRI							500 000,00					500 000,00
							500 000,00					500 000,00

2023 - DEPDOUX	1	20	621	2031	0	S0050	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	23	621	237	0	S0050		0,00	560 000,00	150 000,00	50 000,00	800 000,00
	3	23	621	23153	0	S0050		0,00	40 000,00	10 000,00		50 000,00
	4	23	621	23151	0	S0050	1 435 000,00	0,00	240 000,00	60 000,00		300 000,00
	5	23	621	238	0	S0050	200 000,00	0,00	11 985 000,00	1 380 000,00	200 000,00	15 000 000,00
	6	21	621	2111	0	S0050		0,00	1 050 000,00			1 250 000,00
	7	204	628	204141	0	S0050	200 000,00	0,00	680 000,00	60 000,00	60 000,00	285 000,00
	8	21	621	2188	0	S0050			15 000,00			15 000,00
2023 - DEPDOUX							1 875 000,00	0,00	14 855 000,00	1 660 000,00	310 000,00	18 700 000,00

2023 - CNROLLAND	1	20	221	2031	0	S0017	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	23	221	231312	0	S0017	150 000,00	100 000,00	100 000,00			350 000,00
	2023 - CNROLLAND						150 000,00	2 100 000,00	1 450 000,00			3 700 000,00
2023 - FDDHORSIAE	1	204	564	20421	0	S0124	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	204	564	20422	0	S0124		10 000,00	2 500,00	2 500,00		15 000,00
	2023 - FDDHORSIAE							10 000,00	2 500,00	2 500,00		15 000,00
2023 - FDDIAE	1	204	564	20421	0	S0124	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	204	564	20422	0	S0124		25 000,00	10 000,00	10 000,00		55 000,00
	2023 - FDDIAE							25 000,00	5 000,00	5 000,00		35 000,00
2023 - HABITINCLU	1	204	52	20422	0	S0146	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	204	52	2041722	0	S0146	20 000,00	100 000,00	20 000,00			140 000,00
	3	204	52	204142	0	S0146	50 000,00	100 000,00	50 000,00			200 000,00
2023 - HABITINCLU							30 000,00	100 000,00	30 000,00			160 000,00
2023 - HABITINCLU							100 000,00	300 000,00	100 000,00			500 000,00
2023 - SANTE	1	204	50	20422	0	S0146	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	204	50	2041782	0	S0146	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00		500 000,00
	3	204	50	204142	0	S0146	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00		250 000,00
2023 - SANTE							50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00		250 000,00
2023 - SANTE							200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00		1 000 000,00
2023 - SDIS	1	204	12	2041782	5	S0008	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2023 - SDIS						1 100 000,00	3 941 857,00	6 082 511,00	5 178 153,00	1 697 479,00	18 000 000,00
	2023 - SDIS						1 100 000,00	3 941 857,00	6 082 511,00	5 178 153,00	1 697 479,00	18 000 000,00

2023 - AVP	1	204	538	20422	0	S0146	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	8	204	538	20422	47	S0146	227 231,20	47 000,00	0,00	9 500,00	0,00	9 500,00
	9	204	538	2041722	47	S0146	109 234,40	24 156,80	4 065,60			274 231,20
	10	204	538	204142	47	S0146	83 312,00	16 000,00				137 456,80
	2023 - AVP						419 777,60	87 156,80	4 065,60	9 500,00	0,00	520 500,00

2023 - DEPDoux	1	20	621	2031	0	S0050	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	23	621	237	0	S0050	40 000,00	0,00	560 000,00	150 000,00	50 000,00	800 000,00
	3	23	621	23153	0	S0050		0,00	40 000,00	10 000,00		50 000,00
	4	23	621	23151	0	S0050	1 435 000,00	0,00	240 000,00	60 000,00		300 000,00
	5	23	621	238	0	S0050	200 000,00	0,00	11 985 000,00	1 380 000,00	200 000,00	15 000 000,00
	6	21	621	2111	0	S0050		0,00	1 050 000,00			1 250 000,00
	7	204	628	204141	0	S0050		0,00	285 000,00			285 000,00
	8	21	621	2188	0	S0050	200 000,00	0,00	680 000,00	60 000,00	60 000,00	1 000 000,00
2023 - DEPDoux							1 875 000,00	0,00	14 855 000,00	1 660 000,00	310 000,00	18 700 000,00

2022 - AGRITOUR					2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	204	94	20422	0	S0079	0,00	0,00	0,00				0,00
2022 - AGRITOUR						0,00	0,00	0,00				0,00
2022 - CDE					2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	204	70	204142	55	S0176	1 051 107,00	2 718 981,00	3 579 639,00	2 512 720,75			9 862 447,75
2022 - CDE						1 051 107,00	2 718 981,00	3 579 639,00	2 512 720,75			9 862 447,75
2022 - PADAQAP					2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	204	928	204141	0	S0018		0,00	0,00				0,00
2022 - PADAQAP							0,00	0,00				0,00
2022 - PADRHDAP					2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	204	928	204141	0	S0018		0,00	0,00				0,00
2022 - PADRHDAP							0,00	0,00				0,00
2022 - PAGAP					2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	204	928	204141	0	S0018	4 555,60	18 702,00	2 186,80				25 444,40
2022 - PAGAP						4 555,60	18 702,00	2 186,80				25 444,40

				2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
2022 - INVAPN	1	204	738	204141	1	S0021		0,00	5 633,50	0,00	5 633,50
	2	204	738	204142	1	S0021		0,00	23 649,00	0,00	23 649,00
	3	204	12	204142	0	S0021		0,00	42 000,00	18 000,00	72 099,49
	4	204	12	2041782	0	S0021		0,00	0,00		0,00
	5	204	12	204112	0	S0021		0,00			0,00
	7	204	738	204152	1	S0021		0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	8	204	12	204152	0	S0021		0,00	37 900,51	20 475,92	108 376,43
	9	204	12	204111	0	S0021		30 148,37		0,00	30 148,37
	2022 - INVAPN							30 000,00	20 000,00	38 475,92	247 906,79

							2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
2022 - INVMA	1	204	64	204142	0	S0021		0,00	396 224,74	173 530,26	50 000,00	0,00	0,00	619 755,00
	2	204	64	204141	0	S0021		0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
	3	204	64	204152	0	S0021		1 125,00	74 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 525,00
	4	204	64	204151	0	S0021		0,00	7 000,00	50 000,00	40 000,00	20 000,00	77 857,00	194 857,00
	5	204	64	204151	15	S0021			46 300,00					46 300,00
	6	204	64	204152	15	S0021			11 077,00					11 077,00
	7	204	64	204142	15	S0021				83 101,00				83 101,00
2022 - INVMA								1 125,00	547 001,74	306 631,26	90 000,00	20 000,00	77 857,00	1 042 615,00

	2022 - INVSTE									2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	1	204	928	2041782	0	S0021											
2022 - INVSTE	2	204	928	20422	0	S0021					0,00	5 000,00	5 000,00	63 000,00	0,00	912,00	73 912,00
	4	204	61	204141	0	S0021					0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00	5 700,00	15 700,00
	5	204	61	204142	0	S0021					5 752,50	100 000,00	500 000,00	80 000,00	40 000,00	410 563,87	1 136 316,37
	6	204	61	204142	55	S0021					502 011,34	640 000,00	949 000,00	1 060 000,00	455 000,00	710 821,25	4 316 832,59
	7	204	68	204142	55	S0021					115 170,57	130 000,00	0,00	120 000,00	100 000,00	23 802,50	488 973,07
	8	204	928	2041781	0	S0021					0,00	52 300,11	47 699,89	0,00	40 000,00	15 920,75	155 920,75
	9	204	928	204151	0	S0021					0,00	0,00	5 000,00	2 400,00		1 095,20	3 495,20
	2022 - INVSTE										622 934,41	932 300,11	1 511 699,89	1 325 400,00	635 000,00	1 168 815,57	6 196 149,98

	2022 - EQUIPSPORT									2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	1	204	20	204142	0	S0066											
2022 - EQUIPSPORT												100 000,00	18 649,00	0,00			118 649,00
2022 - EQUIPSPORT												100 000,00	18 649,00	0,00			118 649,00

		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		TOTAL	
2022 - FONCTAPN	1	65	12	65734	0	S0021											
	2	65	12	65735	0	S0021											
2022 - FONCTAPN																	

	2021 - CDE									2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	1	204	70	204142	55	S0176											
2021 - CDE										811 395,50	1 899 498,00	1 600 000,00	917 490,00				5 228 383,50
2021 - CDE										811 395,50	1 899 498,00	1 600 000,00	917 490,00				5 228 383,50

	2021 - PADOAP									2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	204	928	20422	0	S0018											
2021 - PADOAP	3	204	928	204141	0	S0018					3 150,00	0,00	0,00				3 150,00
2021 - PADOAP											3 150,00	0,00	0,00				3 150,00

2021 - PAVT		1	204	94	204141	0	S0079	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
		2	204	94	204142	0	S0079	0,00	21 000,00	0,00					21 000,00
		3	204	94	20421	0	S0079	31 000,00	8 600,00	30 300,00	0,00				69 900,00
		4	204	94	20422	0	S0079	0,00	0,00	2 200,00	0,00				2 200,00
									0,00	800,00	800,00				
2021 - PAVT								31 000,00	30 400,00	33 300,00	0,00				94 700,00

2021 - INVMA	1	204	64	204142	0	S0021	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	204	64	204141	0	S0021	0,00	827 829,13	560 000,00	10 000,00	100 000,00	64 170,87		1 562 000,00
	3	204	64	204152	0	S0021	0,00	21 455,03	19 400,00	108 240,16	5 000,00	11 216,56		165 311,75
	4	204	64	204151	0	S0021	163 211,37	52 373,30	20 000,00	16 839,14	0,00	0,00		252 423,81
	5	204	64	204152	15	S0021	0,00	9 875,28	0,00	0,00	0,00	0,00		9 875,28
	6	204	64	204151	15	S0021			40 000,00		21 274,71	7 089,50		61 274,71
12 089,50														
2021 - INVMA							163 211,37	911 532,74	644 400,00	135 079,30	126 274,71	82 476,93		2 062 975,05

2021 - INVSTE	1	204	928	2041782	0	S0021	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	2	204	928	20422	0	S0021	0,00	25 390,81	20 000,00	0,00	9 000,00	19 998,85		74 389,66
	3	204	68	204142	0	S0021	6 159,78	13 294,35	9 395,00	0,00	0,00	0,00		28 849,13
	4	204	61	204141	0	S0021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00
	5	204	61	204142	0	S0021	0,00	129 573,14	120 000,00	80 000,00	10 000,00	149 698,96		489 272,10
2021 - INVSTE	6	204	61	204142	55	S0021	113 178,52	816 532,97	622 967,76	964 000,00	500 000,00	702 529,85		3 719 209,10
	7	204	68	204142	55	S0021	31 843,75	68 015,64	160 000,00	77 000,00	54 998,00	0,00		391 857,39
							61 423,31	103 375,73	70 605,00	46 500,00	20 000,00	46 881,49		348 785,53
2021 - INVSTE							212 605,36	1 156 182,64	1 002 967,76	1 167 500,00	593 998,00	919 109,15		5 052 362,91

				2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
2020 - DIDASSO	1	20	0202	2031	0	S0017						
	2	23	0202	231318	0	S0017						
2020 - DIDASSO												
					0,00	2 032,08	0,00	47 959,00	0,00	100 008,92		150 000,00
					0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	650 000,00		1 050 000,00
					0,00	2 032,08	0,00	447 959,00	0,00	750 008,92		1 200 000,00
				2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
2020 - CARTONS	1	21	315	2188	0	S0058						
2020 - CARTONS												
					9 979,32	16 259,76	20 004,00	20 000,00	4 996,00			71 239,08
					9 979,32	16 259,76	20 004,00	20 000,00	4 996,00			71 239,08
				2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
2020 - CDE	1	204	70	204142	55	S0176						
2020 - CDE												
					481 338,50	1 688 288,00	1 420 144,52	1 160 000,00	782 516,00			5 532 287,02
					481 338,50	1 688 288,00	1 420 144,52	1 160 000,00	782 516,00			5 532 287,02

2020 - RU2INV	1	204	71	2041782	0	S0049	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	2	204	71	204142	0	S0049		0,00	56 632,00	80 992,00	52 200,00	0,00			189 824,00
	3	204	71	20422	0	S0049		1 900,00	0,00	32 252,50	32 538,00	112 793,50			177 584,00
	2020 - RU2INV							1 900,00	56 632,00	113 244,50	84 738,00	112 793,50			369 308,00

2020 - FONDESECO	1	204	628	204142	0	S0021	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	2	204	61	204142	0	S0021		508 446,00	15 788,75	52 290,29	204 000,00	130 000,00	129 027,14		1 039 552,18
	3	204	61	204142	0	S0021		8 658,00	149 712,60	58 918,35	100 000,00	26 804,51	0,00		344 093,46
	2020 - FONDESECO							517 104,00	165 501,35	111 208,64	304 000,00	156 804,51	129 027,14		1 383 645,64

2020 - INVAPN	1	204	738	204141	1	S0021	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	2	204	738	204142	1	S0021		0,00	1 398,00	0,00	0,00	0,00			1 398,00
	3	204	12	204142	0	S0021		960,00	43 097,74	47 384,91	42 500,00	60 966,62	180 092,13		375 001,40
	4	204	12	204142	1	S0021		0,00	6 867,20	0,00	50 000,00	4 495,43	18 132,80		79 495,43
2020 - INVAPN								960,00	51 362,94	47 384,91	92 500,00	65 462,05	198 224,93		455 894,83

2020 - INVMA	1	204	64	204142	0	S0021	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	2	204	64	204141	0	S0021		14 368,31	480 256,73	45 903,77	6 000,00	0,00	0,00		546 528,81
	3	204	64	204152	0	S0021		0,00	93 195,08	4 722,00	80 000,00	71 125,00	15 957,92		265 000,00
	4	204	64	204151	0	S0021		0,00	211 891,74	3 186,90	73 186,90	3 100 000,00	2 826 813,10		6 215 078,64
2020 - INVMA	5	204	64	204152	15	S0021			35 009,78	28 980,82	30 000,00	0,00	22 650,98		116 641,58
	6	204	64	204151	15	S0021					33 688,29				33 688,29
2020 - INVMA								14 368,31	820 353,33	82 793,49	222 875,19	3 171 125,00	2 876 982,36		7 188 497,68

2020 - INVSTE	1	204	928	2041782	0	S0021	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	2	204	928	20422	0	S0021		0,00	0,00	573 019,45	211 799,66	0,00		0,00	784 819,11
	3	204	61	204141	0	S0021		0,00	18 945,30	22 611,66	0,00	0,00			41 556,96
	4	204	61	204142	0	S0021		5 500,27	56 995,22	189 590,50	136 964,75	25 000,00	50 000,00	204 495,46	668 546,20
	5	204	61	204142	55	S0021		627 436,75	444 163,79	1 549 755,53	973 716,20	774 000,00	250 000,00	622 301,77	5 241 374,04
	6	204	68	204142	0	S0021		43 724,40	141 918,84	88 776,81	330 000,00	91 372,54	0,00	0,00	695 792,59
	2020 - INVSTE							676 661,42	662 023,15	2 423 753,95	1 652 480,61	890 372,54	300 000,00	826 797,23	7 432 088,90

2020 - HALLESPO	1	204	33	204142	0	S0066	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	2020 - HALLESPO								38 243,00	0,00	236 757,00	0,00			275 000,00

2020 - DIDASSO	1	20	0202	2031	0	S0017	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
	2	23	0202	231318	0	S0017		0,00	0,00	0,00	47 959,00	0,00	100 008,92		150 000,00
2020 - DIDASSO								0,00	2 032,08	0,00	400 000,00	0,00	650 000,00		1 050 000,00
											447 959,00	0,00	750 008,92		1 200 000,00

							2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
2019 - AGRITOUR	2	204	94	20422	0	S0079	0,00	2 603,70	3 163,07	0,00	3 040,00	0,00			8 806,77
2019 - AGRITOUR							0,00	2 603,70	3 163,07	0,00	3 040,00	0,00			8 806,77

					2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL	
2019 - CDE	1	204	70	204142	55	S0176	390 263,00	1 608 909,00	2 545 734,50	504 776,00	240 000,00	211 963,00		5 501 645,50
2019 - CDE							390 263,00	1 608 909,00	2 545 734,50	504 776,00	240 000,00	211 963,00		5 501 645,50

				2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL		
2019 - DID	1	204	70	204142	55	S0176	1 151 554,14	942 551,99	0,00	442 252,86	455 894,00	44 106,00		3 036 358,99
2019 - DID							1 151 554,14	942 551,99	0,00	442 252,86	455 894,00	44 106,00		3 036 358,99

2019 - RU2INV	1	204	71	2041782	0	S0049	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
							0,00	0,00	430 542,00	10 898,00	46 095,00	169 217,00			656 752,00
	2	204	71	20422	0	S0049	0,00	0,00	0,00	702 003,00	797 314,48	532 375,52			2 031 693,00
2019 - RU2INV	3	204	71	204142	0	S0049	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00
							0,00	0,00	430 542,00	712 901,00	843 409,48	701 592,52			2 688 445,00

2019 - INOND	1	204	628	204142	0	S0021	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
							1 768,09	23 579,64	52 401,47	7 958,85	0,00	0,00			85 708,05
	2	204	61	204142	0	S0021	77 395,81	20 725,80	0,00	0,00	0,00				98 121,61
2019 - INOND							79 163,90	44 305,44	52 401,47	7 958,85	0,00	0,00			183 829,66

2019 - INV/APN	1	204	738	204141	1	S0021	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00
	2	204	738	204142	1	S0021	0,00	28 063,02	81 006,15	14 972,70	159 047,03	93 496,85			376 585,75
	3	204	738	2041782	1	S0021	0,00		25 348,00		0,00				25 348,00
	4	204	738	20422	1	S0021	0,00	5 000,00			0,00				5 000,00
2019 - INV/APN							0,00	33 063,02	106 354,15	14 972,70	159 047,03	93 496,85			406 933,75

2019 - INVSTE	1	204	928	2041782	0	S0021	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00
	2	204	928	20422	0	S0021	8 325,00	7 011,61	21 199,08	0,00	0,00		3 300,00		39 835,69
	3	204	61	204141	0	S0021	0,00	47 907,00	164 647,35	167 954,80	200 000,00	150 000,00	228 950,48		959 459,63
	4	204	61	204142	0	S0021	3 847,50	455 983,88	773 762,11	733 118,23	498 090,38	500 000,00	179 248,73		3 144 050,83
	5	204	61	204142	55	S0021	178 182,70	218 340,40	443 325,97	85 500,00	20 551,88		14 135,62		960 036,57
	7	204	928	204141	0	S0021		0,00		0,00	0,00				0,00
	8	204	928	20421	0	S0021		4 842,83		0,00	0,00				4 842,83
	9	204	928	2041781	0	S0021		221,32							221,32
2019 - INVSTE							190 355,20	734 307,04	1 402 934,51	986 573,03	718 642,26	650 000,00	425 634,83		5 108 446,87

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
2018 - BMAISDEFAR	1 20	0,00		12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
	2 23	0,00	805 383,87	35 934,00	104 477,51	0,00		0,00	945 795,38
2018 - BMAISDEFAR		0,00	805 383,87	47 934,00	104 477,51	0,00	0,00	0,00	957 795,38

2018 - DID		1	204	70	204142	55	S0176	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL	
2018 - DID		2018 - DID								0,00	714 262,00	959 345,00	82 726,00	0,00	0,00	1 756 333,00
									0,00	714 262,00	959 345,00	82 726,00	0,00	0,00	1 756 333,00	

[illegible]

		1	204	928	2041782	0	S0021	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
2018 - INVSTE		2	204	928	204142	0	S0021	0,00	0,00	0,00		18 179,02		0,00	18 179,02
								0,00	0,00			0,00			0,00
		3	204	61	204141	0	S0021	46 595,00	35 832,00	205 732,48	98 762,69	286 109,60	237 390,25	82 289,76	992 711,78
		4	204	61	204142	0	S0021	244 866,71	1 250 016,16	1 027 193,23	401 998,98	419 468,71	397 654,57	57 439,43	3 798 637,79
		5	204	61	204142	55	S0021	37 301,23	509 496,41	162 812,83	56 891,14	0,00		0,00	766 501,61
		6	204	928	20422	0	S0021		0,00	0,00	0,00	306 490,33	150 000,00	74 817,68	531 308,01
2018 - INVSTE								328 762,94	1 795 344,57	1 395 738,54	557 652,81	1 030 247,66	785 044,82	214 546,87	6 107 338,21

				2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
2017 - CDE	2	204	70	204142	0	S0175	0,00	0,00							0,00
	3	204	70	204142	55	S0175	39 398,00	0,00							39 398,00
	6	204	70	204142	55	S0176	765 030,22	2 825 039,00	2 180 611,50	784 972,00	90 569,00	34 375,00	281 019,00	0,00	6 961 615,72
	2017 - CDE						804 428,22	2 825 039,00	2 180 611,50	784 972,00	90 569,00	34 375,00	281 019,00	0,00	7 001 013,72

				2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
2017 - SUBVPDESI	1	204	738	204141	1	S0021		0,00	2 171,20	0,00					2 171,20
	2	204	738	204142	1	S0021		0,00	24 681,18	0,00	34 569,00	24 851,10	0,00		84 101,28
2017 - SUBVPDESI								0,00	26 852,38	0,00	34 569,00	24 851,10	0,00		86 272,48

					2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	20	0202	2031	0	S0044			30 960,00	0,00	8 607,60	17 086,36	0,00	0,00	0,00		56 653,96
2	23	0202	231351	0	S0017				0,00	0,00	0,00	0,00	49 881,72			310 243,72
3	23	221	231352	0	S0017				0,00	0,00	0,00					0,00
4	23	221	231351	0	S0017				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			869 293,00
5	20	221	2031	0	S0044				0,00	45 291,28	0,00	0,00	0,00			45 291,28
6	20	0202	2031	0	S0017				68 267,93	0,00	0,00	0,00	0,00			68 267,93
7	20	221	2031	0	S0017				78 886,50	7 581,60	0,00	0,00	0,00			86 468,10
8	20	313	2031	0	S0017				16 103,25	0,00	0,00	0,00	0,00			16 103,25
9	20	50	2031	0	S0017				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00
10	23	313	231735	0	S0017					0,00	0,00	163 629,00				163 629,00
11	23	50	231351	0	S0017					0,00	0,00					0,00
12	20	921	2031	0	S0017				0,00	0,00	0,00		0,00			0,00
13	23	921	231351	0	S0017					0,00	0,00					0,00
14	20	313	2031	0	S0044											7 606,36
15	20	25	2031	0	S0017				0,00	7 606,36			0,00			194 630,61
16	20	05	2031	0	S0017				12 604,30	182 026,31	0,00		0,00			128 846,23
17	20	34	2031	0	S0017				24 006,00	104 840,23			0,00			7 825,04
19	20	96	2031	0	S0017				79,87	7 745,17			0,00			0,00
20	23	05	231351	0	S0017				0,00	2 060 486,27	0,00	0,00	199 966,19			2 260 452,46
21	23	25	231351	0	S0017				0,00	2 416 903,53	0,00	72 000,00	6 096,47			2 495 000,00
22	23	34	231735	0	S0017					297 386,23	0,00		46 999,77			344 386,00
23	23	57	231351	0	S0017					372 443,21	0,00	0,00	5 931,42			378 374,63
24	23	96	231351	0	S0017					0,00		65 000,00	57 494,86			122 494,86
25	20	57	2031	0	S0017				0,00	48 832,73			0,00			48 832,73
26	23	25	238	0	S0017				0,00	305 446,56			27 939,61			333 386,17
27	23	05	238	0	S0017				0,00	422 013,19			0,00			422 013,19
28	23	57	238	0	S0017				0,00	39 325,37			22 325,37			61 650,74
29	23	34	238	0	S0017				0,00	92 998,47			0,62			92 999,09
30	20	96	2031	0	S0017				1 815,60	22 473,36			0,00			24 288,96
31	23	96	238	0	S0017					129 170,95			25 834,19			155 005,14
32	20	0202	2031	13	S0017					0,00	57 194,00	12 398,00	75 796,07	130 000,00	71 000,00	346 388,07
35	20	313	2031	13	S0017					0,00	23 376,00		1 800,00	90 000,00	3 500,00	118 676,00
37	23	0202	231351	13	S0017						390 542,00	115 538,00	155 724,85			661 804,85
39	23	313	231735	13	S0017						245 443,00		7 100,00			252 543,00
42	20	221	2031	13	S0017					0,00	226 881,00		394 940,48		60 056,00	681 877,48
43	23	221	231351	13	S0017					0,00	3 010 214,00	40 000,00	171 236,91		23 800,00	3 245 250,91
2017 – TRANSITION																

2017 - TRANSITION

										2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
2017 - TRANSITION	44	20	0202	2031	13	S0044										50 000,00		7 000,00			57 000,00
	45	20	221	2031	13	S0044									0,00	200 000,00		100 000,00		34 000,00	334 000,00
	46	20	921	2031	13	S0017										10 000,00		30 000,00			40 000,00
	47	23	921	231351	13	S0017									0,00	250 000,00	133 000,00	113 317,24		185 000,00	681 317,24
	48	23	50	231351	13	S0017										10 000,00		3 400,00			13 400,00
	52	20	50	2031	13	S0017										25 000,00		4 000,00			29 000,00
	53	20	315	2031	13	S0044											50 000,00				50 000,00
2017 - TRANSITION												30 960,00	0,00	210 371,05	6 579 657,18	4 498 650,00	1 781 220,00	1 506 785,77	220 000,00	377 356,00	15 205 000,00

2016 - FSIFONCT				2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	65	18	65734	0	0,00	11 160,00	1 168,66	3 551,93	3 240,08	2 671,20	4 122,01	0,00	0,00				25 913,88
2016 - FSIFONCT					0,00	11 160,00	1 168,66	3 551,93	3 240,08	2 671,20	4 122,01	0,00	0,00				25 913,88

2016 - LOGEMENT				2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	204	72	2041782	0	26 430,00	336 062,00	202 485,00	87 074,00	41 700,00	0,00	0,00	90 121,00	0,00				783 872,00
2	204	72	20422	0	33 588,00	222 762,00	242 828,00	150 600,00	62 000,00	1 000,00	8 000,00	8 121,00	115 779,00				844 678,00
3	204	72	204142	0	0,00	0,00	7 500,00	5 026,00	5 974,00	0,00							18 500,00
2016 - LOGEMENT					60 018,00	558 824,00	452 813,00	242 700,00	109 674,00	1 000,00	8 000,00	98 242,00	115 779,00				1 647 050,00

2015 - SUBER				2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	204	628	204142	0	31 454,91	70 905,84	33 292,40	0,00	0,00								191 655,57
2	204	74	204142	0	178 905,64	82 449,24	29 322,09	0,00		0,00							290 676,97
3	204	61	204141	0	105 106,00	683 390,14	374 545,66	334 423,44	0,00	0,00							1 731 280,28
4	204	61	204142	0	2 304 957,09	2 621 524,41	1 396 612,30	793 648,54	121 382,49	57 696,26	112 204,17		0,00				7 993 401,19
5	204	74	204152	0	1 005 372,74	229 869,25	256 150,03	8 597,89		0,00							1 499 989,91
6	204	928	204142	0	0,00	0,00											0,00
7	204	61	204152	0	8 000,00	3 000,00											11 000,00
2015 - SUBER				746 484,35	3 762 505,42	3 691 138,88	2 089 922,48	1 136 669,87	121 382,49	57 696,26	112 204,17		0,00				11 718 003,92

2015 - MONUMHISTO				2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
1	204	312	204142	0	181 634,50	162 669,50	40 734,00	18 432,00	6 996,00	0,00	21 425,35	0,00	0,00				434 061,35
2015 - MONUMHISTO				2 170,00	181 634,50	162 669,50	40 734,00	18 432,00	6 996,00	0,00	21 425,35	0,00	0,00				434 061,35

2014 - LOGEMENT	1	204	72	2041782	0	S0049	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	2	204	72	20422	0	S0049	19 300,00	429 597,84	653 533,00	314 900,16	106 840,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 525 171,00
	3	204	72	2041722	0	S0049		0,00	0,00							0,00
	4	204	72	204142	0	S0049		16 000,00	5 043,00	1 457,00	0,00					22 500,00
	2014 - LOGEMENT						291 739,50	1 042 070,54	990 716,80	357 859,16	338 918,00	1 000,00	29 502,00	0,00	188 064,00	3 239 870,00

2011 - CAUBCCH	1	20	221	2031	0	S0017	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
	2	23	221	231312	0	S0017	7 570,68	209 266,70	469 316,34	514,63		0,00	0,00	0,00	0,00	686 668,35
	2011 - CAUBCCH						7 570,68	209 266,70	469 316,34	514,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	686 668,35

2009 - CMANHSCO	1	20	221	2031	0	S0017	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
	2	23	221	238	0	S0017				0,00	1 148,16	32 425,49	0,00	0,00	7 024,84	0,00	0,00	0,00					40 598,49
	3	23	221	231312	0	S0017				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 686,15	53 339,94							299 026,09
	2009 - CMANHSCO									0,00	1 148,16	47 425,49	0,00	87 848,75	4 650,22	284 020,84	2 802 397,23	227 322,95	24 727,80	1 731,78	0,00	2 777,62	3 450 477,19
										0,00	1 148,16	47 425,49	0,00	87 848,75	11 675,06	529 706,99	2 855 737,17	227 322,95	24 727,80	1 731,78	0,00	2 777,62	3 790 101,77

2008 - VITRINAGRI	1	20	928	2031	0	S0018	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
	2	23	928	231318	0	S0018	40 197,56	17 186,52	0,00	0,00	6 458,40	4 038,18	2 664,57	0,00	0,00	0,00		0,00		70 545,23
	3	20	928	2031	0	S0089			0,00	20 678,84	64 822,20	28,25	9 148,39	29 206,56	0,00	0,00	0,00	0,00		123 884,24
	4	23	928	231318	0	S0089										0,00	0,00	0,00		0,00
	2008 - VITRINAGRI						40 197,56	17 186,52	0,00	20 678,84	71 280,60	4 066,43	11 812,96	29 206,56	0,00	0,00	0,00	0,00		194 429,47

				2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
2007 - BVIGCERES	1	20	0202	2031	0	S0017			15 386,54	0,00	6 578,00	21 650,60	0,00	7 901,16	4 444,20	0,00	0,00	0,00	0,00	55 960,50
	2	23	0202	238	0	S0017			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	3	23	0202	237	0	S0017										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007 - BVIGCERES										0,00	7 901,16	4 444,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 960,50

																			TOTAL				
		1	20	221	2031	0	S0017	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
2006 - CVISEGPACO		2	23	221	231312	0	S0017	10 046,40	2 565,42	0,00	0,00												12 611,82
		3	23	221	2317312	0	S0017	0,00	79 999,99	0,00	0,00		0,00										79 999,99
		4	23	221	238	0	S0017			15 473,96	0,00	433 818,24	911 276,82	31 656,27	10 432,32	0,00	0,00	0,00	34 560,47	2 955,29	2 955,29		1 440 173,37
		4	23	221	238	0	S0017						32 499,76										32 499,76
2006 - CVISEGPACO								10 046,40	82 565,41	15 473,96	0,00	466 318,00	911 276,82	31 656,27	10 432,32	0,00	0,00	0,00	34 560,47	2 955,29	2 955,29		1 565 284,94

En recettes

2023 - AVP					2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL AP
1	13	50	1311	47	S0146				411 924,00					411 924,00
2023 - AVP									411 924,00					411 924,00

2021 - INVMA					2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL AP
1	204	64	204152	0	S0021				34 710,07					34 710,07
2021 - INVMA									34 710,07					34 710,07

2020 - FONDESECO					2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL AP
1	204	628	204142	0	S0021				3 449,50					3 449,50
2020 - FONDESECO									3 449,50					3 449,50

2017 - TRANSITION										2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL AP
1	13	0202	1311	13	S0013					0,00									0,00
2	13	0202	1311	0	S0044	24 000,00	36 000,00	97 552,13	2 000,00					425 530,00		5 900,00			590 982,13
3	13	221	1312	0	S0044		1 141 329,37		0,00	0,00				0,00				420 000,00	1 561 329,37
4	13	221	1311	0	S0044				0,00	0,00				26 978,00		900 000,00			926 978,00
5	13	0202	1312	0	S0044			980 000,00	0,00	0,00				0,00		0,00		480 000,00	1 460 000,00
6	13	221	1312	13	S0044									772 992,00		160 000,00		780 170,63	1 713 162,63
8	13	221	1311	13	S0044									26 978,00					26 978,00
9	13	0202	1311	13	S0044									5 530,00					5 530,00
10	13	0202	1312	13	S0044												142 000,00		142 000,00
2017 - TRANSITION										24 000,00	1 177 329,37	1 077 552,13	2 000,00	1 258 008,00		1 065 900,00	142 000,00	1 680 170,63	6 426 960,13

B) Suivi budgétaire des AE-AP actives

En dépenses

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2001	COLLEGES	COLLEGES DEPARTEMENTAUX	114 573 779,51	0,00	114 573 779,51	3 000,00	341 839,32
2005	CQUISH	COLLEGE DE QUISSAC - HALLE DE SPORT	2 447 118,69	0,00	2 447 118,69	0,00	112 781,42
2005	CSODCOH	COLLEGE SUD OUEST DEPART CONSTRUCT.	13 390 139,03	0,00	13 390 139,03	0,00	50 347,34
2006	ACQUITDENS	ACQUISITIONS FONCIERES SUR LES ESPACES NATURELS SENSIBLES (PRODUIT TDENS)	23 606 797,64	819 051,59	24 425 849,23	600 000,00	14 634 810,12
2006	BVAUCMSRES	RESTRUCTURATION DU CMS DE VAUVERT	4 834 099,50	0,00	4 834 099,50		0,00
2006	CNOLIRES	RESTRUCTURATION COLLEGE LES OLIVIERES NIMES	11 735 981,23	0,00	11 735 981,23	0,00	0,00
2006	CVISEGPACO	COLLEGE DU VIGAN - CONSTRUCTION D'UNE SEGPA	1 566 981,48	-1 696,54	1 565 284,94	0,00	0,00
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'UTR D'ALES	301 442,74	0,00	301 442,74	0,00	107 981,42
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU RIA	6 615 788,30	0,00	6 615 788,30		
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE SAINT ANDRE DE VALBORGNE	322 721,37	0,00	322 721,37	0,00	96 000,00
2007	BVIGGERES	RESTRUCTURATION DU C.E DU VIGAN	60 960,50	-5 000,00	55 960,50	0,00	0,00
2008	CNROSRES	RESTRUCTURATION COLLEGE J. ROSTAND NIMES	16 136 000,00	0,00	16 136 000,00	0,00	101 099,64
2008	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2008	11 193 293,45	0,00	11 193 293,45	0,00	122 998,09
2008	VITRINAGRI	VITRINE DEP AGRICULTURE GARDOISE	2 190 000,00	-1 995 570,53	194 429,47		0,00
2009	BVIGCMSRES	AMENAGEMENT DU CMS DU VIGAN	801 622,07	0,00	801 622,07	0,00	38 341,15
2009	CBAVENRES	EXTENSION VIE SCOLAIRE COLLEGE VENTADOUR BAGNOLS/CEZE	310 000,00	0,00	310 000,00	0,00	291 576,55
2009	CMANHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLLEGE DE MANDUEL	3 790 401,77	-300,00	3 790 101,77	0,00	0,00
2009	CNIVALCO	RECONSTRUCTION HQE COLLEGE J. VALLES NIMES	27 000 000,00	0,00	27 000 000,00	840 000,00	2 308 440,31
2009	CREMCO	RECONSTRUCTION COLLEGE DE REMOULINS	29 200 000,00	0,00	29 200 000,00	100 000,00	392 408,13
2009	CUZILTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLLEGE JLT A UZES	4 170 943,20	0,00	4 170 943,20		0,00
2009	DICOM	ROUTES TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	5 629 935,38	0,00	5 629 935,38	0,00	89 917,52
2009	DISUBV	ROUTES SUBVENTIONS PROGRAMME 2009	1 265 334,14	0,00	1 265 334,14	0,00	532 905,26
2010	BALZCEXT	ALZON EXTENSION DU CE	1 046 568,92	0,00	1 046 568,92	0,00	161 061,92

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2010	BLGCCCO	LA GRAND COMBE CONST. CE	306 000,13	0,00	306 000,13	0,00	0,00
2010	CGALHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLLEGE GALLARGUES	4 482 910,31	0,00	4 482 910,31	0,00	19 980,00
2010	DIPERIPH	COMPENSATION TRANSFERT BD PERIPH SUDVILLE DE NIMES	2 001 000,00	0,00	2 001 000,00	0,00	544 211,43
2010	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2010	10 181 567,41	0,00	10 181 567,41	0,00	256 698,25
2010	HTDEBITFON	PART MISE EN OEUVRE HAUT DEBIT GARD	2 719 110,00	0,00	2 719 110,00	0,00	280 202,00
2011	CAUBCCCH	CONSTRUCTION COLLEGE ET HALLE DE SPORTS A AUBORD	884 749,10	-198 080,75	686 668,35	0,00	0,00
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2011	11 545 022,70	0,00	11 545 022,70	0,00	
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTIONS INFRASTRUCTURES DE TELEPHONIE MOBILE	590 189,77	0,00	590 189,77		
2012	CBELCO	CONSTRUCTION DU COLLEGE DE BELLEGARDE	19 405 134,16	0,00	19 405 134,16	0,00	266 062,52
2012	CSGILHSCO	CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE SPORTS AU COLLEGE DE SAINT GILLES	5 827 000,00	0,00	5 827 000,00	0,00	5 807 627,53
2013	BABSELCO	CONSTRUCTION D'ABRIS A SEL POUR LA DGADIF	285 349,01	0,00	285 349,01		
2013	DIGROSSREP	GROSSE REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2013	17 694 865,53	0,00	17 694 865,53	0,00	323 490,08
2013	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2013	6 823 469,11	0,00	6 823 469,11	0,00	574 884,88
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES	41 360 000,00	0,00	41 360 000,00	0,00	431 176,24
2014	ACQTERRAIN	ACQUISITION TERRAIN IMPLANTATION IMMOBILIER	2 159 212,00	0,00	2 159 212,00	0,00	564 799,37
2014	ARCGG	2014 RETRAITE CG	2 424 726,41	0,00	2 424 726,41		
2014	CNIDIRESHS	REST HALLE SPORTS COLL DIDEROT	86 000,01	0,00	86 000,01	0,00	38 110,43
2014	CPSERES	RECONST COLL PONT ST ESPRIT	29 999 600,00	0,00	29 999 600,00	300 000,00	29 629 355,00
2014	DICOM	ROUTE TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	6 035 891,15	0,00	6 035 891,15	0,00	532 562,65
2014	DICPER	CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2014-2020	8 315 000,00	0,00	8 315 000,00	3 150 000,00	3 128 926,54
2014	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2014	22 265 164,39	0,00	22 265 164,39	0,00	1 370 018,47
2014	DIPISTES	TRAVAUX ROUTIERS PISTES CYCLABLES PROGRAMME 2014	5 732 176,35	0,00	5 732 176,35	0,00	387 954,18
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	6 852 013,66	0,00	6 852 013,66	0,00	383 843,96
2014	FSEPLIENM	PROGRAMMATION FSE NIMES METROPOLE	1 036 919,21	0,00	1 036 919,21	0,00	95 290,67
2014	FUSION	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	678 474,98	0,00	678 474,98	0,00	99 700,00
2014	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 240 370,00	-500,00	3 239 870,00	0,00	0,00
2014	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL PROGRAMME 2014	14 368 279,91	0,00	14 368 279,91	47 699,89	0,00
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	19 992 854,39	0,00	19 992 854,39	0,00	1 266 705,67
2015	DIMATCG	ACQUISITION ENTRETIEN ET VENTE DU MATERIEL	640 966,04	0,00	640 966,04	0,00	123 512,08

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONS TRAVAUX NEUFS	6 690 075,86	0,00	6 690 075,86	5 200,00	315 372,59
2015	ETUDESECO	ETUDES PROJETS ECONOMIQUES	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
2015	INCLUSION	PROGRAMMATION CG PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL EMPLOI INCLUSION (2014-2020)	15 777 944,67	0,00	15 777 944,67	732 781,87	2 255 056,14
2015	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 686 800,00	0,00	3 686 800,00	5 590,00	63 094,00
2015	MONUMHISTO	MONUMENTS HISTORIQUES	444 026,00	-9 964,65	434 061,35	0,00	0,00
2015	RUNIMESINV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE NIMES DANS LE CADRE DU FDS	614 577,00	0,00	614 577,00	0,00	
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	11 747 446,71	-29 442,79	11 718 003,92		0,00
2016	ACCESSBAT	MISE EN ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX	984 000,00	0,00	984 000,00	270 000,00	680 437,57
2016	ACCESSCOLL	MISE EN ACCESSIBILITE DES COLLEGES PUBLICS	12 369 243,00	0,00	12 369 243,00	3 800 000,00	5 159 940,27
2016	CGENSSCO	CONSTRUCTION SALLE DE SPORTS A GENOLHAC	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00
2016	DICONNEX	AMENAGEMENTS CONNEXES DEPLACEMENT DE RESEAUX	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	210 133,54
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	19 300 000,00	0,00	19 300 000,00	4 000,00	684 494,66
2016	FSIFONCT	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	34 231,20	-8 317,32	25 913,88	0,00	0,00
2016	GALSLEADER	APPUI AU 4 GALS "LEADER"	321 063,02	0,00	321 063,02		
2016	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	2 280 506,65	0,00	2 280 506,65	0,00	0,00
2016	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	1 647 550,00	-500,00	1 647 050,00	98 242,00	115 779,00
2016	RUALESINV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU GRAND ALES EN CEVENNES DANS LE CADRE DU FDS	153 500,00	0,00	153 500,00		19 500,00
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	6 395 166,23	0,00	6 395 166,23	33 000,00	0,00
2016	SUBVPDESI	SUBVENTION PDESI	423 311,59	0,00	423 311,59	0,00	
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	14 798 353,80	0,00	14 798 353,80	420 000,00	4 004 841,51
2016	UFRMED	SUBVENTION UFR MEDECINE DE NIMES	750 000,00	0,00	750 000,00	0,00	750 000,00
2017	BNIDIDEROT	RESTRUCTURATION N°2 COLLEGE DIDEROT A NIMES	10 326 635,22	0,00	10 326 635,22	394 135,00	1 048 096,63
2017	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	7 242 664,72	-241 651,00	7 001 013,72	281 019,00	0,00
2017	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	700 000,00	0,00	700 000,00	20 000,00	152 920,77

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2017	DID	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	2 303 400,00	0,00	2 303 400,00	500 000,00	660 711,31
2017	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	17 451 333,83	0,00	17 451 333,83	0,00	774 767,03
2017	DISUBV	SUBVENTIONS	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	38 336,80
2017	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	12 977 520,92	0,00	12 977 520,92	0,00	49 636,31
2017	GR	GROSSES REPARATIONS DFCI	204 881,16	0,00	204 881,16	8 551,76	19 121,49
2017	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENT	3 590 298,00	-1 500,00	3 588 798,00	240 571,53	326 500,00
2017	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	162 219,35	0,00	162 219,35	0,00	
2017	PAPINIMES	PAPINIMES PROGRAMME CADEREAU	2 360 495,99	0,00	2 360 495,99	147 206,80	70 165,63
2017	PROCECILE	SECURISATION DU BARRAGE DE STE CECILE D'ANDORGE PHASE PRO	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	2 330 000,00	31 177 647,21
2017	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET PNRQAD DE SAINT GILLES	105 169,00	0,00	105 169,00	0,00	
2017	SENDROME	INSTALLATION NOUVEAU SYSTEME DE DROMEBARRAGE DE SENECHAS	820 000,00	500 000,00	1 320 000,00	159 523,47	1 140 000,00
2017	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	4 328 965,05	0,00	4 328 965,05	237 235,42	0,00
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	6 357 244,62	0,00	6 357 244,62	11 000,00	0,00
2017	SUBVPDESI	SUBVENTIONS PDESI	134 954,88	-48 682,40	86 272,48	0,00	0,00
2017	TELMOBILE	TELEPHONE MOBILE	962 955,42	0,00	962 955,42	0,00	334 406,11
2017	TRANSITION	GESTION DU PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE	15 205 000,00	0,00	15 205 000,00	4 498 650,00	3 885 361,77
2018	ACQUITICE	ACQUISITION MATERIEL TICE	1 286 192,59	0,00	1 286 192,59		0,00
2018	BATIMENTS	GROSSES REPARATIONS DE BATIMENTS - HORS COLLEGES	5 277 000,50	0,00	5 277 000,50	34 100,00	733 766,87
2018	BATSOCIAUX	MODERNISATION DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE - CONSTRUCTION RESTRUCTURATION REHABILITATION AGENCEMENT BATIMENTS SOCIAUX	16 000 000,00	0,00	16 000 000,00	5 164 456,00	9 171 265,04
2018	BJEANEDARC	RESTRUCTURATION BATIMENTS RUE JEANNE D'ARC NIMES	430 000,00	0,00	430 000,00	0,00	228 694,00
2018	BMAISDEPAR	RESTRUCTURATION MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	1 000 000,00	-42 204,62	957 795,38	0,00	0,00
2018	BREGIROUTE	MODERNISATION ET PERENNISATION DE LA REGIE ROUTIERE CONCERNANT LA CONSTRUCTION RESTRUCTURATION REHABILITATION	15 000 000,00	5 000 000,00	20 000 000,00	3 000 000,00	14 531 617,03
2018	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	5 013 392,75	-2 682,00	5 010 710,75	0,00	166 011,00
2018	CGENSEGPA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE SAINT GENIES MALGOIRES	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00	0,00	172 808,25
2018	COLLEGES	GROSSES REPARATIONS SUR LES COLLEGES	24 389 316,00	0,00	24 389 316,00	90 000,00	1 810 384,43

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2018	CONSUC	UNITE DE CONDITIONNEMENT DES LEGUMES POUR LES COLLEGES GARDOIS CONSTRUCTION RESTRUCTURATION REHABILITATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018	CVEGSEGA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE VERGEZE	3 300 000,00	0,00	3 300 000,00	0,00	242 798,97
2018	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	475 000,00	0,00	475 000,00	0,00	101 777,55
2018	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	100 000,00	449 145,71
2018	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	1 955 000,00	-198 667,00	1 756 333,00	0,00	0,00
2018	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	24 651 700,00	0,00	24 651 700,00	0,00	568 391,06
2018	DIPISTES	PISTES CYCLABLES	1 702 914,44	0,00	1 702 914,44	0,00	91 383,75
2018	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	3 888,39	242 463,40
2018	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	973 467,98	0,00	973 467,98	0,00	68 348,12
2018	FONCTAPN	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	144 249,17	-2 502,55	141 746,62	20 194,48	4 152,14
2018	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	25 889,49	-9 259,77	16 629,72		0,00
2018	GDV	CONDUITE DE MISSION DE PRIMO ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES GENS DU VOYAGE	270 000,00	0,00	270 000,00		
2018	INVMA	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	805 892,87	-8 001,92	797 890,95	13 530,26	51 370,13
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	6 743 059,08	-635 720,87	6 107 338,21	785 044,82	214 546,87
2018	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	2 761 694,00	0,00	2 761 694,00	164 887,00	324 512,00
2018	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	813 935,05	0,00	813 935,05	0,00	71 294,18
2018	MONUMHISTO	MONUMENTS HISTORIQUES	196 736,00	0,00	196 736,00	0,00	100 000,00
2018	NUM	NUMERISATION DE DOCUMENTS D'ARCHIVES	405 000,00	0,00	405 000,00	83 907,77	6 785,03
2018	PADSOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE STRUCTURATION DE L'OFFRE AE	14 457,00	0,00	14 457,00	0,00	10 617,00
2018	PINEDE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	500 000,00	0,00	500 000,00	125 000,00	0,00
2018	RESEAUCCOLL	INFRASTRUCTURES NUMERIQUES DES COLLEGES	1 259 372,68	0,00	1 259 372,68	0,00	0,00
2018	RU2FON	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDSRENOUVELLEMENT URBAIN ANRU 2	16 000,00	-1 467,98	14 532,02		0,00
2018	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET PNRQAD DE SAINT GILLES	385 778,00	0,00	385 778,00	89 572,00	204 201,00
2018	SECURPRISE	OPERATION BARRAGE LAC DES PISES	1 770 000,00	0,00	1 770 000,00	87 028,25	1 578 500,31

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2018	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 782 253,26	0,00	3 782 253,26	328 445,13	69 436,49
2019	AGRITOUR	SUBVENTION A L'AGRITOURISME	11 410,47	-2 603,70	8 806,77	3 040,00	0,00
2019	BMOULINRES	REHABILITATION VIEUX MOULIN PONT DU GARD	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	300 000,00	2 628 759,00
2019	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	5 906 482,50	-404 837,00	5 501 645,50	240 000,00	211 963,00
2019	CNCAPOURES	RESTRUCTURATION COLLEGE CAPOUCHINE	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	0,00	14 882 238,60
2019	CROQMAURES	EXTENSION COLLEGE ROQUEMAURE	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	62 227,25
2019	CVILNEVRES	RESTRUCTURATION COLLEGE VILLEUVE LES AVIGNON	8 000 000,00	0,00	8 000 000,00	750 000,00	6 348 053,06
2019	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	3 790 000,00	0,00	3 790 000,00	325 000,00	1 565 352,66
2019	DID	DOSSIERS D'INTERET DEPARTEMENTAUX	3 050 000,00	-13 641,01	3 036 358,99	455 894,00	44 106,00
2019	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	5 078 565,43	0,00	5 078 565,43	0,00	571 544,33
2019	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	32 302 880,69	0,00	32 302 880,69	0,00	1 474 993,01
2019	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	270 355,48
2019	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	4 161 196,00	0,00	4 161 196,00	18 730,00	1 735 892,03
2019	DISUBV	SUBVENTIONS	330 000,00	0,00	330 000,00	20 000,00	50 048,74
2019	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	1 188 522,86
2019	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	20 000,00	0,00	20 000,00	14 636,00	0,00
2019	HARASUZES	SUBVENTION POUR LA CREATION D'UNE PLATEFORME PEDAGOGIQUE	120 450,00	0,00	120 450,00	120 450,00	0,00
2019	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	2 288 221,00	0,00	2 288 221,00	0,00	0,00
2019	INOND	SUBVENTIONS SUITE AUX INONDATIONS	194 513,07	-10 683,41	183 829,66	0,00	0,00
2019	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	553 316,04	-146 382,29	406 933,75	159 047,03	93 496,85
2019	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	592 655,69	0,00	592 655,69	26 472,80	20 400,00
2019	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	5 231 037,61	-122 590,74	5 108 446,87	718 642,26	1 075 634,83
2019	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	2 175 422,00	0,00	2 175 422,00	488 531,40	221 604,60
2019	PADAOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE ACCES A L'OFFRE	53 537,78	-750,00	52 787,78	0,00	0,00
2019	PADSOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE STRUCTURATION DE L'OFFRE	11 516,60	-588,87	10 927,73	0,00	0,00
2019	PAGAP	PROJETS ALIMENTAIRES GARDOIS	15 189,95	0,00	15 189,95	1 560,02	4 788,25
2019	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	71 600,00	0,00	71 600,00	9 500,00	1 000,00
2019	PGESTION	PLANS DE GESTION	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	2 148,56
2019	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD DE SAINT-GILLES	2 749 143,00	-60 698,00	2 688 445,00	843 409,48	701 592,52

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2019	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 485 902,19	0,00	3 485 902,19	791 142,21	691 782,07
2020	BARRAGES	EXPLOITATION BARRAGES	130 000,00	0,00	130 000,00	18 074,61	10 764,60
2020	CARTONS	CARTONS ET POCHETTES MYLAR	60 000,00	11 329,08	71 239,08	20 000,00	4 996,00
2020	CBRIGNPARK	REAMENAGEMENT DU PARKING AU COLLEGE DE BRIGON	860 000,00	0,00	860 000,00	0,00	88 553,19
2020	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	5 643 042,50	-110 755,48	5 532 287,02	1 160 000,00	782 516,00
2020	CSTGILLECO	CONSTRUCTION DU NOUVEAU COLLEGE DE ST GILLES	28 000 000,00	0,00	28 000 000,00	950 000,00	26 994 870,00
2020	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	9 090 000,00	0,00	9 090 000,00	3 740 000,00	4 635 369,57
2020	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00
2020	DIDASSO	CREATION MAISON DES ASSOCIATIONS DIDEROT NIMES	800 000,00	400 000,00	1 200 000,00	447 959,00	750 008,92
2020	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	5 890 000,00	0,00	5 890 000,00	1 000,00	1 347 988,93
2020	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	44 950 000,00	0,00	44 950 000,00	175 000,00	12 091 916,76
2020	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	7 500 000,00	0,00	7 500 000,00	1 000 000,00	2 334 085,95
2020	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	9 497 774,90	0,00	9 497 774,90	75 300,00	7 576 952,92
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	4 270 000,00	0,00	4 270 000,00	229 000,00	1 304 004,63
2020	DISIGN	SIGNALISATION ET PANNEAUX D'INFORMATION	950 000,00	0,00	950 000,00	0,00	412 183,94
2020	DISUBV	SUBVENTIONS	270 000,00	0,00	270 000,00	140 000,00	80 632,07
2020	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	300 000,00	1 385 055,00
2020	EDD	ETUDES DE DANGER SUR LES BARRAGES DEPARTEMENTAUX	482 000,00	0,00	482 000,00	202 000,00	111 122,85
2020	FONC'TMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	35 500,00	0,00	35 500,00	30 000,00	0,00
2020	FONC'TSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	57 000,00	-4 291,92	52 708,08	7 119,00	0,00
2020	FONDESECO	FONDS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS	1 546 278,50	-162 632,86	1 383 645,64	304 000,00	285 831,65
2020	FSL	FRAIS DE GESTION CONVENTION DE MANDAT	823 500,00	0,00	823 500,00		0,00
2020	HALLESPORT	HALLE DE SPORT COMMUNALE	375 000,00	-100 000,00	275 000,00	236 757,00	0,00
2020	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIER D'INSERTION	2 429 806,00	0,00	2 429 806,00		0,00
2020	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	460 034,97	-4 140,14	455 894,83	92 500,00	263 686,98
2020	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	7 222 166,83	-33 669,15	7 188 497,68	222 875,19	6 048 107,36
2020	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALE	7 542 989,01	-110 900,11	7 432 088,90	1 652 480,61	2 017 169,77
2020	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	2 128 437,46	0,00	2 128 437,46	846 804,30	507 484,52

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2020	MAIDPEX	EXTENSION DE LA MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	432 000,00	0,00	432 000,00	0,00	366 540,00
2020	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	225 000,00	0,00	225 000,00	20 000,00	146 146,00
2020	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	58 000,00	0,00	58 000,00	0,00	0,00
2020	PADRHDAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION	30 000,00	0,00	30 000,00	6 000,00	18 002,40
2020	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	17 349,35	-6 693,86	10 655,49	0,00	0,00
2020	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	35 000,00	0,00	35 000,00	1 500,00	0,00
2020	PROJTERRI	SUBVENTION DES PROJETS DE TERRITOIRES	1 006 250,00	0,00	1 006 250,00	0,00	250 584,24
2020	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD DE SAINT GILLES	369 451,00	-143,00	369 308,00	84 738,00	112 793,50
2020	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	2 275 586,12	0,00	2 275 586,12	608 356,80	348 623,99
2021	ACQIMMEUBL	ACQUISITION D'IMMEUBLES	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	100 000,00	14 900 000,00
2021	ACQTERRAIN	ACQUISITIONS DE TERRAIN	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	100 000,00	4 900 000,00
2021	AGRITOUR	AGRITOURISME	40 000,00	-19 000,00	21 000,00	21 000,00	0,00
2021	BARRAGES	ETUDES SECURISATION BARRAGES	46 000,00	0,00	46 000,00	21 000,00	7 948,58
2021	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	6 500 000,00	-1 271 616,50	5 228 383,50	1 600 000,00	917 490,00
2021	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL	40 000,00	0,00	40 000,00	20 000,00	10 000,00
2021	CSALINDRES	CONSTRUCTION D'UN COLLEGE A SALINDRES	28 000 000,00	0,00	28 000 000,00	400 000,00	27 593 954,40
2021	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	1 311 410,56	166 670,55
2021	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	3 210 000,00	0,00	3 210 000,00	60 000,00	2 743 166,79
2021	DIGROSSREP	PILOTAGE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE GROSSES REPARATION	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	350 000,00	7 416 824,95
2021	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	794 045,00	1 645 430,35
2021	DITRAVAGLO	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE / ANNUELLE DES OPERATIONS	3 947 257,00	0,00	3 947 257,00	907 560,00	700 394,40
2021	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	6 480,00	0,00	6 480,00	0,00	6 480,00
2021	FONCTSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	44 780,00	0,00	44 780,00	20 294,72	4 323,78
2021	GDV	CONDUITE DE MISSION DE PRIMO ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES GENS DU VOYAGE	282 000,00	0,00	282 000,00	94 000,00	47 000,00
2021	GOUVALIM	GOVERNANCE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2021	86 000,00	0,00	86 000,00	86 000,00	0,00
2021	IAECHANITIE	FINANCEMENTS DES CHANTIERS D'INSERTION	2 549 366,66	0,00	2 549 366,66	0,00	0,00

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2021	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	237 613,59	0,00	237 613,59	60 000,00	147 088,64
2021	INVAS	FINANCEMENT INVESTISSEMENT DES ETABLISSEMENTS ACTION SOCIALE	403 077,00	0,00	403 077,00	280 000,00	16 774,00
2021	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	2 111 148,08	-48 173,03	2 062 975,05	644 400,00	343 830,94
2021	INVSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	5 453 685,75	-401 322,84	5 052 362,91	1 002 967,76	2 680 607,15
2021	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	940 024,00	1 726 488,00
2021	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	54 714,08	-9 648,33	45 065,75	0,00	0,00
2021	PADAOAP	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	60 000,00	-56 850,00	3 150,00	0,00	0,00
2021	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	40 000,00	0,00	40 000,00	2 992,45	37 007,55
2021	PAGAP	SUBVENTION POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	30 000,00	0,00	30 000,00	16 032,23	11 209,48
2021	PARCVL-VAE	ACQUISITION VENTE MATERIEL	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	700 000,00	1 253 248,75
2021	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	100 000,00	-5 300,00	94 700,00	33 300,00	0,00
2021	PLANS	NUMERISATION DE PLANS ARCHIVES	120 000,00	0,00	120 000,00	40 000,00	24 771,97
2021	REGORDANE	REHABILITATION GR700 LA REGORDANE - PONT JOUANY	800 000,00	0,00	800 000,00	80 000,00	719 856,92
2021	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DUPNRQAD SAINT GILLES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	516 348,00	1 907 939,00
2021	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	2 830 116,73	0,00	2 830 116,73	914 415,94	1 798 737,21
2022	AGRITOUR	AGRITOURISME	40 000,00	-40 000,00	0,00	0,00	0,00
2022	BARRAGES	ETUDES SECURISATION BARRAGES	150 000,00	0,00	150 000,00	40 000,00	110 000,00
2022	BATIMENT22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DES BATIMENTS (2022-2027) HORS COLLEGES	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	2 085 900,00	7 155 502,16
2022	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	11 000 000,00	-1 137 552,25	9 862 447,75	2 718 981,00	6 092 359,75
2022	CLIMATEAU	SUBVENTIONS POUR LA STRATEGIE EAU ET CLIMAT	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
2022	COLLEGE22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DE COLLEGES (2022-2027)	34 500 000,00	0,00	34 500 000,00	9 127 000,00	17 946 213,96
2022	CPER2127	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 300 000,00	3 000 000,00	4 300 000,00	200 000,00	4 100 000,00
2022	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
2022	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	9 800 000,00	0,00	9 800 000,00	1 800 000,00	8 000 000,00

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS PISTES CYCLABLES	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	2 369 000,00	2 297 987,05
2022	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	34 000 000,00	0,00	34 000 000,00	5 505 225,00	6 680 525,55
2022	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	3 212 700,00	6 050 593,82
2022	DITRAVAGLO	CONTRIBUTION AUX COMMUNES POUR TRAVAUX	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	2 275 000,00	1 534 965,00
2022	EQUIPSPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	300 000,00	-181 351,00	118 649,00	100 000,00	18 649,00
2022	ETUPREBAT	ETUDES PREALABLES SUR BATIMENTS	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	350 000,00	1 744 120,00
2022	ETUPRECOLL	ETUDES PREALABLES SUR LES COLLEGES	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	250 000,00	1 450 000,00
2022	FONCTAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	150 000,00	-17 372,45	132 627,55	47 881,00	74 771,09
2022	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	56 000,00	0,00	56 000,00	38 000,00	18 000,00
2022	FONCTSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	74 000,00	-54 000,00	20 000,00	0,00	0,00
2022	FSE+	PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE PROGRAMMATION FSE+ 2022 2027	14 150 000,00	0,00	14 150 000,00	1 600 000,00	12 550 000,00
2022	GESTCHASS	GESTION DE LA CHASSE	60 000,00	0,00	60 000,00	25 000,00	35 000,00
2022	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	3 078 229,00	0,00	3 078 229,00	823 789,00	51 811,75
2022	INOND	SUBVENTIONS INONDATIONS	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	400 000,00	4 342 677,05
2022	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	930 000,00	-682 093,21	247 906,79	79 282,50	138 475,92
2022	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	3 000 000,00	-1 957 385,00	1 042 615,00	547 001,74	494 488,26
2022	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 330 000,00	-133 850,02	6 196 149,98	932 300,11	4 640 915,46
2022	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	119 000,00	3 870 000,00
2022	MAICODEP	CREATION DE MAISONS DEPARTEMENTALES	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	450 000,00	1 650 000,00
2022	MARCHELOGH	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	888 000,00	0,00	888 000,00	142 028,00	632 683,08
2022	MEJCLAP	MODERNISATION DU CENTRE SPORTIF DEPARTEMENTAL MEJANNES	22 000 000,00	0,00	22 000 000,00	3 400 000,00	15 160 871,92
2022	NIMBAT8MAI	ETUDES ET TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT PLACE DU 8 MAI A NIMES	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	250 000,00	5 750 000,00
2022	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	50 000,00	0,00	50 000,00	31 420,75	6 067,00
2022	PADAOAP	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	50 000,00	-50 000,00	0,00	0,00	0,00
2022	PADRHDAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION	30 000,00	0,00	30 000,00	2 161,00	27 839,00
2022	PADRHDAP	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION	50 000,00	-50 000,00	0,00	0,00	0,00

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	40 000,00	0,00	40 000,00	28 736,98	4 191,60
2022	PAGAE	SUBVENTIONS POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	30 000,00	0,00	30 000,00	19 696,40	10 303,60
2022	PAGAP	SUBVENTIONS POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	30 000,00	-4 555,60	25 444,40	18 702,00	2 186,80
2022	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	150 000,00	0,00	150 000,00	94 600,00	26 700,00
2022	REACT EU	RENFORCEMENT DE L'ORIENTATION DES BENEFICIAIRES DU RSAENTRANT DANS LE DROIT	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
2022	REHABBAUME	REHABILITATION DU SITE DE LA BAUME MOULINS ET SEUIL	450 000,00	0,00	450 000,00	10 000,00	440 000,00
2022	RESTAUR127	RESTAURATION CD 127 TRANCHE 2022 2026	1 320 000,00	0,00	1 320 000,00	40 000,00	1 280 000,00
2022	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	235 861,52	2 764 138,48
2022	SAFER	SUBVENTION POUR LA SAFER	60 000,00	0,00	60 000,00	15 000,00	24 720,00
2022	SOLIDARITE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DES ESMS	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	295 800,00	5 691 442,00
2022	SPIE	SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI (2022-2024)	158 667,00	0,00	158 667,00	0,00	158 667,00
2022	STREAUCLIM	MISE EN OEUVRE STRATEGIE SCHEMA EAU ET CLIMAT	252 000,00	0,00	252 000,00	68 000,00	184 000,00
2022	TSSD	APPEL A PROJETS TOURISME SOCIAL SOLIDAIRE ET DURABLE	23 000,00	0,00	23 000,00	10 000,00	13 000,00
2023	AGRITOUR	AGRITOURISME (2023-2027)	100 000,00	0,00	100 000,00	20 000,00	80 000,00
2023	ALIMENT	SUBVENTIONS RELATIVES A LA POLITIQUE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2023 2027	750 000,00	0,00	750 000,00		750 000,00
2023	ANRU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	12 000,00	2 988 000,00
2023	ARCGG	ASSOCIATION DE RETRAITE DES CONSEILLERS GENERAUX DU GARD (2023-2027)	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	300 000,00	1 200 000,00
2023	AVP	AIDE A LA VIE PARTAGEE	520 500,00	0,00	520 500,00	419 777,60	100 722,40
2023	BARRAGES	OPERATIONS PLURIANNUELLES A LA SECURISATION ET A L'EXPLOITATION DES BARRAGES (2023- 2025)	352 800,00	0,00	352 800,00	36 586,00	316 214,00
2023	BMASBOUDAN	ETUDES ET TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DU MAS DE BOUDAN NIMES	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	100 000,00	1 900 000,00
2023	CARTONS	ACHAT DE CARTONS D'ARCHIVAGES		100 000,00	100 000,00	20 000,00	80 000,00

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2023	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	3 000 000,00	7 000 000,00
2023	CHUSERRECA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DU CHU NIMES SERRE CAVALIER	7 200 000,00	0,00	7 200 000,00	1 000 000,00	6 200 000,00
2023	CNROLLAND	REAGENCEMENT INTERIEUR EXTERIEUR COLLEGE ROMAIN ROLLAND A NIMES		3 700 000,00	3 700 000,00	150 000,00	3 550 000,00
2023	COLLPRIVES	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES COLLEGES PRIVES		500 000,00	500 000,00	200 000,00	300 000,00
2023	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL (2023-2027)	150 000,00	0,00	150 000,00		150 000,00
2023	DEPDoux	DEVELOPPEMENT DES DEPLACEMENTS DOUX	18 000 000,00	700 000,00	18 700 000,00	1 865 000,00	16 835 000,00
2023	DID	DOSSIER D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00		3 000 000,00
2023	ENTPATNAT	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	170 000,00	0,00	170 000,00	55 000,00	115 000,00
2023	EQUIPCULTU	SUBVENTIONS EN FAVEUR DES LIEUX CULTURELS	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
2023	EQUIPSPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	300 000,00	300 000,00	600 000,00	100 000,00	500 000,00
2023	FDDHORSIAE	FONDS DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT HORS IAE		30 000,00	30 000,00		30 000,00
2023	FDDIAE	FONDS DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT IAE		90 000,00	90 000,00		90 000,00
2023	FSL	FRAIS DE GESTION CONVENTION DE MANDAT	823 500,00	0,00	823 500,00	274 500,00	549 000,00
2023	HABITINCLU	HABITAT INCLUSIF PH		500 000,00	500 000,00	100 000,00	400 000,00
2023	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	3 640 000,00	0,00	3 640 000,00	2 239 460,00	1 400 540,00
2023	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	12 000,00	2 988 000,00
2023	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	100 000,00	0,00	100 000,00		100 000,00
2023	MILIEUAQUA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	300 000,00	2 700 000,00
2023	NUMDOCARCH	NUMERISATION DE DOCUMENTS D'ARCHIVES	400 000,00	0,00	400 000,00	100 000,00	300 000,00
2023	PARCMEYNIE	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DU PARC MEYNIER SALINELLES A NIMES	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	600 000,00	900 000,00
2023	PAVT	PROJET A VOCATION TOURISTIQUE (2023-2027)	600 000,00	0,00	600 000,00	80 000,00	520 000,00
2023	PENIBILITE	PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PENIBILITE	600 000,00	0,00	600 000,00	200 000,00	400 000,00
2023	PROJSTRUCT	PROJETS ROUTIERS SUR ITINERAIRES STRUCTURANTS	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	1 750 000,00	13 250 000,00
2023	PROTNOND	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	264 000,00	0,00	264 000,00	65 000,00	199 000,00

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2023	RENOROUTE	RENOVATION ET EXPLOITATION DU PATRIMOINE ROUTIER	100 000 000,00	0,00	100 000 000,00	24 309 351,61	75 690 648,39
2023	SANTE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR DES CENTRES DE SANTE ET DES CABINES POUR DE LA TELECONSULTATION		1 000 000,00	1 000 000,00	200 000,00	800 000,00
2023	SCHEMADSD	SCHEMA UNIQUE DES SOLIDARITES DEPENSES (2023-2027)	52 000 000,00	0,00	52 000 000,00	7 004 970,00	44 995 030,00
2023	SDIS	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LE PARC IMMOBILIER DU SDIS DU GARD	0,00	18 000 000,00	18 000 000,00	1 100 000,00	16 900 000,00
2023	SECURDEP	SECURISATION DES DEPLACEMENTS QUOTIDIENS	28 100 000,00	0,00	28 100 000,00	895 000,00	27 205 000,00
2023	SENSIBEAU	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	74 000,00	7 400,00	81 400,00	55 000,00	26 400,00
2023	SINAGRI	SUBVENTIONS AUX AGRICULTEURS SINISTRES AFFECTES PAR LES EVENEMENTS CLIMATIQUES	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00	0,00
2023	SOLIDARITE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DES ESMS	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	170 000,00	3 830 000,00
2023	SOLJEAU	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 330 000,00	0,00	6 330 000,00	640 000,00	5 690 000,00
2023	VALOPATNAT	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	930 000,00	0,00	930 000,00	120 000,00	810 000,00

En recettes

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2001	COLLEGES	COLLEGES DEPARTEMENTAUX	15 405 780,92	0,00	15 405 780,92		
2005	CQUISH	COLLEGE DE QUISSAC - HALLE DE SPORT	933,34	0,00	933,34		0,00
2005	CSODCOH	COLLEGE SUD OUEST DEPART CONSTRUCT.	6 346,52	0,00	6 346,52		
2006	ACQUITDENS	ACQUISITIONS FONCIERES SUR LES ESPACES NATURELS SENSIBLES (PRODUIT TDENS)	0,00	0,00	0,00		
2006	BVAUCMSRES	RESTRUCTURATION DU CMS DE VAUVERT	47 747,21	0,00	47 747,21		0,00
2006	CNOLIRES	RESTRUCTURATION COLLEGES LES OLIVIERS NIMES	1 446,23	0,00	1 446,23		0,00
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'UTR D'ALES	1 049,92	0,00	1 049,92		
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU RIA	2 697 465,29	0,00	2 697 465,29		
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE ST ANDRE DE VALBORGNE	840,00	0,00	840,00		
2008	CNROSRES	RESTRUCTURATION COLLEGE J. ROSTAND NIMES	76,14	0,00	76,14		
2009	CMAHNSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL DE MANDUEL	837,17	0,00	837,17	0,00	
2009	CUZJLTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL JLT A UZES	0,00	0,00	0,00		
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2011	162 237,61	0,00	162 237,61	0,00	0,00
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTONS INFRASTRUCTURES DE TELEPHONIE MOBILE	134 421,59	0,00	134 421,59	0,00	
2013	DIGROSSREP	GROSSE REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2013	244 810,61	0,00	244 810,61	0,00	
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES	1 071 120,00	0,00	1 071 120,00		
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	400 000,00	0,00	400 000,00		400 000,00
2014	FSEPLIENM	PROGRAMMATION FSE NIMES METROPOLE	0,00	0,00	0,00		
2014	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL PROGRAMME 2014	3 466 543,00	0,00	3 466 543,00		
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	35 683,90	0,00	35 683,90	0,00	
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONS TRAVAUX NEUFS	580 388,39	0,00	580 388,39		0,00
2015	INCLUSION	PROGRAMMATION CG PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL EMPLOI INCLUSION (2014-2020)	19 646 616,80	0,00	19 646 616,80	1 450 000,00	8 707 335,17
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	4 383 871,13	0,00	4 383 871,13	36 577,13	
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	11 882,86	0,00	11 882,86		
2016	GALSLEADER	APPUI AU 4 GALS "LEADER"	1 134,32	0,00	1 134,32		

Année	Code	Libellé	AE-AP avant étape	Révision	Montant de l'AE-AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	2 084 344,92	0,00	2 084 344,92	40 605,92	
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	27 045 000,00	0,00	27 045 000,00	2 156 784,87	24 888 215,13
2017	BNIDIDEROT	RESTRUCTURATION N°2 COLLEGE DIDEROT A NIMES	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	798 000,00
2017	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	19 800,00	0,00	19 800,00		0,00
2017	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	452 806,00	0,00	452 806,00	0,00	122 878,00
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	2 732 037,48	0,00	2 732 037,48	125 722,48	0,00
2017	TELMOBILE	TELEPHONE MOBILE	0,00	0,00	0,00	0,00	
2017	TRANSITION	GESTION DU PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE	6 394 452,13	32 508,00	6 426 960,13	1 258 008,00	2 888 070,63
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	1 575 804,61	-247 449,72	1 328 354,89	197 561,89	0,00
2019	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	0,00	0,00	0,00	0,00	
2019	REDTHD	REDEVANCE THD	8 216 818,61	0,00	8 216 818,61	820 000,00	5 060 058,33
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	2 878 696,00	0,00	2 878 696,00	0,00	2 100 000,00
2020	FONDESECO	FONDS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS	0,00	3 449,50	3 449,50	3 449,50	0,00
2020	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	42 000,00	0,00	42 000,00	42 000,00	0,00
2021	DIGROSSREP	PILOTAGE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE GROSSES REPARATION	99 792,03	0,00	99 792,03		0,00
2021	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	0,00	34 710,07	34 710,07	34 710,07	0,00
2022	MARCHELOGH	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00
2022	SPIE	SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI (2022-2024)	285 600,00	0,00	285 600,00	0,00	285 600,00
2023	AVP	AIDE A LA VIE PARTAGEE	0,00	411 924,00	411 924,00	411 924,00	0,00
2023	SCHEMADSR	SCHEMA UNIQUE DES SOLIDARITES RECETTES (2023-2027)	20 000 000,00	0,00	20 000 000,00	4 730 400,00	15 269 600,00
2023	SECURDEP	SECURISATION DES DEPLACEMENTS QUOTIDIENS	700 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00	0,00

OPERATIONS REELLES (PRESTATIONS)

Service S0002 DAJCP-SERVICE COURRIER

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Expédition du courrier	011	0202	6261			10 000,00
	011	52	6261			10 000,00
Prestation						20 000,00
Totaux						20 000,00

Service S0004 DRH - SERVICE ACCUEIL ET RELATIONS SOCIALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Arbre de Noël	011	0201	6288			8 000,00
Prestation						8 000,00
Prestations d'action sociale	012	0201	6488			39 857,89
Prestation						39 857,89
Restauration collective	012	0201	6478			50 000,00
Prestation						50 000,00
Totaux						97 857,89

Service S0007 DISI - POLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms	011	0202	6262			16 000,00	
	21	0202	2153				160 000,00
Prestation						16 000,00	160 000,00
Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms des collègues	011	221	6262			15 000,00	
Prestation						15 000,00	
Totaux						31 000,00	160 000,00

Service S0008 DF1 - SERVICE COMPTABILITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	
Contribution financière au SDIS du Gard	204	12	2041782					-2 500 000,00	
	204	12	2041782	2 023	SDIS			1 100 000,00	
	65	12	6553			3 123 998,88			
				Prestation		3 123 998,88		-1 400 000,00	
Exécution comptable	011	01	6032			100 000,00			
	013	01	6032				100 000,00		
	70	01	70388				50 000,00		
				Prestation		100 000,00	150 000,00		
Gestion des indus	016	01	6541			300 000,00			
	017	01	6541			400 000,00			
	65	01	6541			1 300 000,00			
				Prestation		2 000 000,00			
Opérations exceptionnelles	67	01	673			1 000 000,00			
	67	01	678			1 000 000,00			
				Prestation		2 000 000,00			
Suivi des provisions (COMPTA)	68	01	6815			6 000 000,00			
	68	01	6817			3 000 000,00			
	78	01	7815				5 050 000,00		
				Prestation		9 000 000,00	5 050 000,00		
Totaux				Totaux		16 223 998,88	5 200 000,00	-1 400 000,00	

Service S0009 DF1 - SERVICE BUDGET, ASSISTANCE ET TRESORERIE

Prestation	Chap.	Fonet.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Autres dotations et participations	13	01	1346	Prestation					190 302,00
									190 302,00
Compensation de la perte de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	73	01	73818	Prestation			29 000 000,00		
							29 000 000,00		
Dépenses imprévues	020	01	020					3 000 000,00	
	022	01	022			16 621 791,27			
				Prestation		16 621 791,27		3 000 000,00	
Dotation globale de fonctionnement	74	01	7411	Prestation			-249 918,00		
							-249 918,00		
Dotations de mutation à titre onéreux	73	01	7321	Prestation			-20 000 000,00		
							-20 000 000,00		
Etudes financières	011	0202	6288	Prestation		100 000,00			
						100 000,00			
Excédents de fonctionnement	10	01	1068	Prestation					80 000 000,00
									80 000 000,00
Fonds national de péréquation des DMTO perçus par les départements	73	01	7326	Prestation			-2 732 430,00		
							-2 732 430,00		
Gestion des emprunts	011	0202	627			50 000,00			
	16	01	1641						-98 599 782,50
	66	01	66111			100 000,00			
				Prestation		150 000,00			-98 599 782,50

Service S0009 DFI - SERVICE BUDGET, ASSISTANCE ET TRESORERIE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Impôts et taxes	73	94	7362				100 000,00		
	731	01	73112				-29 000 000,00		
				Prestation			-28 900 000,00		
Résultats reportés	001	01	001						4 012 975,43
	002	01	002				105 410 430,66		
				Prestation			105 410 430,66		4 012 975,43
Totaux				16 871 791,27		82 528 082,66	3 000 000,00		-14 396 505,07

Service S0012 DLOG - SERVICE ATELIER ET MAINTENANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Achat de fournitures et matière d'œuvre	21	0202	2157			15 000,00
Prestation						15 000,00
Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques des collèges	23	221	231735			-15 000,00
Prestation						-15 000,00
Totaux						0,00

Service S0013 DLOG - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Recettes	Dépenses
Acquisition de véhicules	21	0202	2182	2 021	PARCVL-VAE		300 000,00
Prestation							300 000,00
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	20	0202	2031	2 022	ETUPREBAT		-300 000,00
Prestation							-300 000,00
Etudes préalables liées aux nouveaux projets de collèges	20	221	2031	2 022	ETUPRECOLL		-150 000,00
Prestation							-150 000,00
Suivi des sinistres	77	0202	7788			150 000,00	
Prestation						150 000,00	
Totaux						150 000,00	-150 000,00

Service S0015 DISI - SERVICE INFRASTRUCTURE ET DONNEES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	20	0202	2051				316 200,00
	21	0202	2153				33 000,00
Prestation							349 200,00
Maintenance d'équipements d'infrastructures informatiques	65	0202	65811			110 000,00	
Prestation						110 000,00	
Totaux						110 000,00	349 200,00

Service S0017 DLOG - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Dotation soutien à l'investissement départemental pour la logistique	13	0202	1336				-338 008,00
	13	221	1336				-500 000,00
Prestation							-838 008,00
Etudes et travaux de construction et d'extension des collèges	23	221	238	2 009	CNIVALCO	-570 000,00	
Prestation						-570 000,00	
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges	23	221	231351	2 016	ACCESSCOLL	600 000,00	
Prestation						600 000,00	
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement des collèges	20	221	2031	2 023	CNROLLAND	150 000,00	
Prestation						150 000,00	
Etudes et travaux liés à la construction, la rénovation de centres médicaux sociaux	20	50	2031	2 018	BATSOCIAUX	-300 000,00	
	23	50	238	2 018	BATSOCIAUX	-100 000,00	
Prestation						-400 000,00	
Totaux						-220 000,00	-838 008,00

Service S0018 DAT - MISSION QUALITE ALIMENTAIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	
Subvention pour le développement de l'offre alimentaire gardoise	65	928	6574			20 000,00			
	74	928	74718				-49 754,70		
					Prestation	20 000,00	-49 754,70		
Subvention pour le développement des circuits de proximité	204	928	204141	2 022	PADAOPAP				-3 000,00
	65	928	6574			65 000,00			
					Prestation	65 000,00			-3 000,00
Subvention pour l'éducation à la consommation responsable et pour la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard	204	928	204141	2 022	PAGAP				-4 555,60
					Prestation				-4 555,60
Totaux						85 000,00	-49 754,70		-7 555,60

Service S0021 DEVPN - SCE SOLIDARITÉS TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code		Dépenses	Recettes
Subventions de solidarité territoriale	204	628	204142	2 020	FONDESECO			3 449,50
				Prestation				3 449,50
Subventions en faveur de l'hydraulique agricole	204	928	2041782	2 020	INVSTE		-180,89	
	204	928	20422	2 020	INVSTE		-18 395,50	
				Prestation			-18 576,39	
Subventions liées aux actions en faveur du milieu aquatique	204	64	204151	2 022	INVMA		-3 700,00	
	204	64	204152	2 020	INVMA		-8 513,10	
	204	64	204152	2 022	INVMA		-38 923,00	
	65	64	65735	2 022	CLIMATEAU	-105 000,00		
				Prestation		-105 000,00	-51 136,10	
Subventions lutte contre les incendies de forêt	65	12	65734	2 023	ENTPATNAT	14 500,00		
	65	12	65735	2 023	ENTPATNAT	15 500,00		
				Prestation		30 000,00		
Subventions pour la protection contre les inondations	204	64	204141	2 022	INVMA		-188 000,00	
	204	64	204142	2 020	INVMA		-4 000,00	
	204	64	204142	2 022	INVMA		-11 245,00	
	204	64	204152	2 021	INVMA			34 710,07
	204	64	204152	2 022	INVMA		-25 600,00	
	65	18	65734	2 016	FSIFONCT	-2 343,35		
	65	18	65735	2 022	FONCTMA	6 000,00		
	65	18	65735	2 023	PROTINOND	45 000,00		
				Prestation		48 656,65	-228 845,00	34 710,07
Subventions relatives à la gestion de l'eau et au partenariat avec l'Agence de l'eau	13	61	1318	2 017	SUBER			125 722,48
	13	61	1318	2 018	INVSTE			-145 409,96
	204	61	204141	2 018	INVSTE		-95 758,81	
	204	61	204142	2 020	INVSTE		583 716,20	
				Prestation			487 957,39	-19 687,48

Service S0021 DEVPN - SCE SOLIDARITÉS TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code		Dépenses	Recettes
Subventions relatives aux espaces naturels sensibles	204	738	204142					5 000,00
	204	738	204142	2 022	INVAPN		-26 351,00	
	65	738	65735			6 343,35		
	65	738	65737			350 000,00		
					Prestation	356 343,35	-26 351,00	5 000,00
Subventions relatives aux espaces, sites et itinéraires	204	738	204141	2 022	INVAPN		-4 366,50	
	204	738	204142	2 017	SUBVPDESI		-48 682,40	
	204	738	204142	2 022	INVAPN		-110 000,00	
					Prestation		-163 048,90	
Totaux							330 000,00	23 472,09

Service S0025 DEVPN - SERVICE ATTRACTIVITÉ ET PATRIMOINE NATUREL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Acquisition foncière (DEVPN)	21	738	2118	2 006	ACQUITDENS		300 000,00
Prestation							300 000,00
Actions en faveur des espaces naturels	20	738	2031				40 000,00
	20	738	2031	2 022	RESTAUR127		20 000,00
	23	738	2312				90 000,00
	23	738	2312	2 022	RESTAUR127		-50 000,00
Prestation							100 000,00
Actions en faveur des espaces, sites et itinéraires	20	738	2031	2 021	REGORDANE		50 000,00
	23	738	23153				10 000,00
	23	738	23153	2 021	REGORDANE		-165 000,00
Prestation							-105 000,00
Actions valorisation du patrimoine naturel	011	738	6281			-1 906,00	
Prestation						-1 906,00	
Etudes d'intérêt départemental sur les espaces naturels sensibles	20	738	2031				20 000,00
Prestation							20 000,00
Totaux						-1 906,00	315 000,00

Service S0032 DEJCS - SERVICE CULTURE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Organisation de manifestations culturelles (CULT)	011	311	6228			10 000,00	
Prestation						10 000,00	
Subvention à l'action culturelle	65	311	6574			20 000,00	
Prestation						20 000,00	
Subvention pour la valorisation du patrimoine	204	312	204142	2 015	MONUMHISTO		-31 390,00
Prestation							-31 390,00
Subventions d'investissement en faveur des lieux culturels	204	311	20421	2 023	EQUIPCULTU		-50 000,00
Prestation							-50 000,00
Totaux						30 000,00	-81 390,00

Service S0033 DEJCS - SERVICE SPORT ET JEUNESSE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Conseil Départemental des Jeunes (CDJ)	011	33	6228			5 000,00	
	011	33	6234			15 000,00	
	011	33	6245			20 000,00	
	65	33	6514			-40 000,00	
Prestation						0,00	
Etudes et travaux du Centre sportif de Méjannes-le-Clap	23	32	237	2 022	MEJCLAP		-200 000,00
	23	32	238	2 022	MEJCLAP		-400 000,00
Prestation							-600 000,00
Promotion du Centre Sportif de Méjannes-le-Clap	011	32	6228			20 000,00	
	65	32	6574			25 000,00	
Prestation						45 000,00	
Totaux						45 000,00	-600 000,00

Service S0039 DADST - CELLULE FINANCIERE (LOGEMENT)

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Contribution à l'agence départementale de l'habitat et du logement (volet logement)	65	72	6568			333 000,00
Prestation						333 000,00
Totaux						333 000,00

Service S0044 DLOG - SERVICE TRANSITION ENERGETIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Recettes
Gestion du programme de Transition Energétique des bâtiments	13	0202	1311	2 017	TRANSITION	425 530,00
Prestation						425 530,00
Gestion du programme de Transition Energétique des collèges	13	221	1311	2 017	TRANSITION	26 978,00
	13	221	1312	2 017	TRANSITION	385 500,00
Prestation						412 478,00
Totaux						838 008,00

Service S0047 DAUT - SERVICE APA ET POLITIQUE MAINTIEN A DOMICILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Allocation d'aides individuelles (APAD)	016	551	6511411			1 000 000,00
	016	551	651142			1 000 000,00
Prestation						2 000 000,00
Totaux						2 000 000,00

Service S0049 DAT - CELLULE FINANCIERE (HABITAT)

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Appui technique logement social	011	72	6228	2 020	MARCHELOG	10 000,00
	011	72	6228	2 022	MARCHELOGH	71 014,00
Prestation						81 014,00
Totaux						81 014,00

Service S0050 DMR - POLE INGENIERIE FINANCIERE ET PROGRAMMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Matériel pour la rénovation et l'exploitation du patrimoine routier	21	621	2157	2 023	RENOROUTE	500 000,00
Prestation						500 000,00
Travaux pour la rénovation du patrimoine routier	23	621	23151	2 023	RENOROUTE	6 500 000,00
Prestation						6 500 000,00
Travaux pour le développement des déplacements doux	204	628	204141	2 023	DEPDOUX	200 000,00
Prestation						200 000,00
Travaux pour projets routiers sur grandes infrastructures de mobilité	204	628	204113	2 014	DICPER	900 000,00
Prestation						900 000,00
Totaux						8 100 000,00

Service S0058 DAD - DIR ADJOINTE CONSERVATION ET COMMUNICATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Recettes	Dépenses
Conservation préventive conditionnement petite restauration	21	315	2188	2 023	CARTONS		20 000,00
	74	315	74718			15 000,00	
Prestation						15 000,00	20 000,00
Totaux						15 000,00	20 000,00

Service S0060 DLOG - SERVICE MOYENS ET ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Achat de mobilier	21	0202	21848			100 000,00
	21	221	21841			200 000,00
Prestation						300 000,00
Totaux						300 000,00

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Achat de tickets restaurant	012	0201	6488			362 600,00
Prestation						362 600,00
Contribution au financement de la prévoyance des agents	012	0201	6478			130 000,00
Prestation						130 000,00
Gestion des frais médicaux liés à la carrière	012	0201	6475			56 000,00
Prestation						56 000,00
Paye des agents	012	0201	6331			9 280,00
	012	0201	6332			2 540,00
	012	0201	6336			5 070,00
	012	0201	64111			437 680,00
	012	0201	64118			111 410,00
	012	0201	64131			55 180,00
	012	0201	6451			102 470,00
	012	0201	6453			147 590,00
	012	20	6331			4 370,00
	012	20	6332			2 010,00
	012	20	6336			3 990,00
	012	20	64111			330 150,00
	012	20	64118			67 300,00
	012	20	64131			72 210,00
	012	20	6451			66 380,00
	012	20	6453			112 180,00
	012	30	6331			580,00
	012	30	6332			160,00
	012	30	6336			340,00
	012	30	64111			27 640,00
	012	30	64118			5 900,00
	012	30	64131			4 850,00
	012	30	6451			5 120,00
	012	30	6453			8 830,00
	012	313	6331			350,00
	012	313	6332			110,00
	012	313	6336			220,00
	012	313	64111			20 480,00
	012	313	64118			4 000,00
	012	313	64131			1 020,00
	012	313	6451			3 510,00
	012	313	6453			6 460,00
	012	314	6331			80,00
	012	314	6332			80,00
	012	314	6336			150,00
	012	314	64111			12 230,00
	012	314	64118			3 370,00
	012	314	64131			1 490,00
	012	314	6451			2 250,00
	012	314	6453			3 950,00
	012	315	6331			520,00

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
	012	315	6332			140,00
	012	315	6336			280,00
	012	315	64111			25 170,00
	012	315	64118			5 280,00
	012	315	64131			2 760,00
	012	315	6451			4 570,00
	012	315	6453			7 820,00
	012	41	6331			2 000,00
	012	41	6332			800,00
	012	41	6336			1 580,00
	012	41	64111			139 380,00
	012	41	64118			22 620,00
	012	41	64131			30 800,00
	012	41	6451			26 640,00
	012	41	6453			47 340,00
	012	50	6331			8 310,00
	012	50	6332			3 060,00
	012	50	6336			6 130,00
	012	50	64111			533 270,00
	012	50	64118			99 400,00
	012	50	64131			99 150,00
	012	50	6451			102 260,00
	012	50	6453			180 430,00
	012	60	6331			3 430,00
	012	60	6332			1 750,00
	012	60	6336			3 470,00
	012	60	64111			333 840,00
	012	60	64118			81 300,00
	012	60	64131			15 380,00
	012	60	6451			52 760,00
	012	60	6453			104 740,00
	012	70	6331			430,00
	012	70	6332			110,00
	012	70	6336			220,00
	012	70	64111			18 160,00
	012	70	64118			5 160,00
	012	70	64131			3 000,00
	012	70	6451			3 490,00
	012	70	6453			5 750,00
	012	738	6331			70,00
	012	738	6332			50,00
	012	738	6336			90,00
	012	738	64111			7 900,00
	012	738	64118			1 980,00
	012	738	64131			950,00
	012	738	6451			1 300,00
	012	738	6453			2 690,00
	012	90	6331			160,00
	012	90	6332			40,00
	012	90	6336			90,00
	012	90	64111			7 340,00
	012	90	64118			1 580,00

Paye des agents

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
	012	90	64131			950,00
	012	90	6451			1 170,00
	012	90	6453			2 430,00
	012	921	6331			380,00
	012	921	6332			100,00
	012	921	6336			190,00
	012	921	64111			15 160,00
	012	921	64118			4 530,00
	012	921	64131			3 850,00
	012	921	6451			3 150,00
	012	921	6453			4 860,00
	016	550	6331			1 870,00
	016	550	6332			870,00
	016	550	6336			1 600,00
	016	550	64111			147 100,00
	016	550	64118			10 290,00
	016	550	64131			31 240,00
	016	550	6451			29 600,00
	016	550	6453			50 340,00
	017	566	6331			1 400,00
	017	566	6332			560,00
	017	566	6336			1 070,00
	017	566	64111			104 280,00
	017	566	64118			7 580,00
	017	566	64131			9 140,00
	017	566	6451			18 000,00
	017	566	6453			34 400,00
	6586	01	65861			1 670,00
Prestation						4 137 700,00
Totaux						4 686 300,00

Service S0066 DEJCS - SERVICE EDUCATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Recettes	Dépenses
Participation des départements limitrophes au fonctionnement des collèges gardois accueillant des élèves non gardois	74	221	7473			100 000,00	
Prestation						100 000,00	
Subvention d'investissement pour les collèges privés	204	221	20421	2 023	COLLPRIVES		200 000,00
Prestation							200 000,00
Subventions pour la réfection des halles de sports communale	204	33	204142	2 020	HALLESPORT		27 704,00
Prestation							27 704,00
Totaux						100 000,00	227 704,00

Service S0072 DEJCS - SERVICE RESTAURATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Fonctionnement de l'UCL (Unité de conditionnement des légumes)	21	20	2157			5 000,00
Prestation						5 000,00
Totaux						5 000,00

Service S0076 DDNT - DIRECTION DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Recettes
Contribution au réseau départemental d'infrastructures haut débit et à ses usages	13	70	1311	2 016	THD	1 826 784,87
Prestation						1 826 784,87
Totaux						1 826 784,87

Service S0078 MPV - SERVICE MISSION POLITIQUE DE LA VILLE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Contribution à des actions de prévention spécialisée	65	51	6568			225 000,00
Prestation						225 000,00
Subvention fonctionnement des centres sociaux	65	58	6574			25 000,00
Prestation						25 000,00
Totaux						250 000,00

Service S0079 DAT - SERVICE DU TOURISME ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Actions de promotion Gard Militant du Goût	011	94	6236			10 000,00	
Prestation						10 000,00	
Prise de participation dans des sociétés coopératives	26	01	261				25 000,00
Prestation							25 000,00
Subvention pour les manifestations et opérations touristiques	65	94	6574			22 000,00	
Prestation						22 000,00	
Subvention pour les projets structurants à vocation touristique (PAVT)	204	94	204142	2 019	PAVT		-10 500,00
Prestation							-10 500,00
Totaux						32 000,00	14 500,00

Service S0084 DAD - DIR ADJOINTE VALORISATION ET PARTENARIATS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Subvention pour archives communales	204	315	204141			5 000,00
Prestation						5 000,00
Totaux						5 000,00

Service S0091 DEVPN - SERVICE EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Actions de prévention des inondations	011	18	6185			-5 000,00
Prestation						-5 000,00
Etudes d'intérêt départemental sur l'eau	011	70	617	2 022	STREAUCLIM	28 000,00
Prestation						28 000,00
Totaux						23 000,00

Service S0092 DEVPN - SERVICE GRANDS OUVRAGES HYDRAULIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Exploitation des barrages	21	64	2157			60 000,00
Prestation						60 000,00
Opérations sur les barrages	20	64	2031	2 017	PROCECILE	-100 000,00
	23	64	2312	2 017	PROCECILE	100 000,00
	23	64	231318	2 017	SENDROME	-440 000,00
	23	64	237	2 017	PROCECILE	20 000,00
Prestation						-420 000,00
Totaux						-360 000,00

Service S0118 DAP - SERVICE COORDINATION FINANCIERE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Prise en charge des frais liés aux actions et informations collectives	011	50	6228			35 000,00
Prestation						35 000,00
Schéma unique des solidarités sociales	011	58	611	2 023	SCHEMADSD	500,00
	017	564	65661	2 023	SCHEMADSD	-24 280,00
	017	564	6574	2 023	SCHEMADSD	250 000,00
	65	42	6574	2 023	SCHEMADSD	140 000,00
	65	538	65243	2 023	SCHEMADSD	50 000,00
	65	538	65737	2 023	SCHEMADSD	-50 000,00
	65	564	6574	2 023	SCHEMADSD	-286 220,00
	65	58	65661	2 023	SCHEMADSD	-60 000,00
	65	58	6574	2 023	SCHEMADSD	-20 000,00
Prestation						0,00
Supervisions pour les équipes du secteur social	011	50	6228			15 000,00
Prestation						15 000,00
Totaux						50 000,00

Service S0120 DAJCP- SERVICE ASSEMBLEES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Enregistrement et transcription des débats	011	021	62268			3 000,00
Prestation						3 000,00
Gestion des frais de déplacement liés à la formation des élus	65	021	6535			1 000,00
Prestation						1 000,00
Gestion des frais de mission et de déplacement des élus	65	021	6532			8 000,00
Prestation						8 000,00
Indemnités dues aux élus	65	021	6531			81 800,00
	65	021	6533			9 150,00
	65	021	6534			26 150,00
Prestation						117 100,00
Subvention à des associations d'élus	65	021	6574			2 000,00
Prestation						2 000,00
Totaux						131 100,00

Service S0124 DADST - SERVICE PILOTAGE ALLOCATION INSERTION ET EMPLOI

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Revenu de solidarité active	017	567	65171			15 000 000,00
Prestation						15 000 000,00
Subventions pour des actions d'insertion et d'accompagnement (AIA)-Ordinaires	017	564	6574			500 000,00
Prestation						500 000,00
Subventions pour des actions favorisant l'insertion par l'activité économique non marchande (Ateliers, chantiers d'insertion, ACI)	017	564	65737	2 022	IAECHANTIE	-11 000,00
	017	564	6574			300 000,00
Prestation						289 000,00
Totaux						15 789 000,00

Service S0125 DAJCP- SERVICE JURIDIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Dommages et intérêts suite à jugement	77	0202	7788				347 500,00
Prestation							347 500,00
Rédaction d'études juridiques	011	0202	62268			20 000,00	
Prestation						20 000,00	
Représentation des intérêts de la Collectivité	011	0202	6227			10 000,00	
Prestation						10 000,00	
Totaux						30 000,00	347 500,00

Service S0137 DISI - SERVICE EQUIPEMENT

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Acquisition de postes de travail numériques pour les collègues	20	221	2051			298 000,00
	21	221	21831			325 000,00
Prestation						623 000,00
Totaux						623 000,00

Service S0138 DISI - SERVICE PROJETS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Assistance à maîtrise d'œuvre et à maîtrise d'ouvrage (AMOE/AMOA)	011	52	6228			30 000,00	
Prestation						30 000,00	
Déploiement d'applications et des matériels associés	20	0202	2051				290 000,00
Prestation							290 000,00
Maintenance des applications et des matériels associés	011	0202	6156			10 000,00	
	65	0202	65811			11 000,00	
Prestation						21 000,00	
Totaux						51 000,00	290 000,00

Service S0145 DAUT - SERVICE GESTION DES ETS SOCIAUX ET MS PA PH

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements PA	204	538	2041721	2 019	SOLIDARITE	-139 561,65
	204	538	2041722	2 017	SOLIDARITE	-107 603,64
	204	538	20422	2 018	SOLIDARITE	-121 554,87
	204	538	20422	2 019	SOLIDARITE	-135 361,74
Prestation						-504 081,90
Totaux						-504 081,90

Service S0146 DAUT - DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Aide à la vie partagée	13	50	1311	2 023	AVP		411 924,00
	204	52	204142	2 023	HABITINCLU	30 000,00	
	204	52	2041722	2 023	HABITINCLU	50 000,00	
	204	52	20422	2 023	HABITINCLU	20 000,00	
	204	538	204142	2 023	AVP	20 000,00	
	204	538	2041722	2 023	AVP	30 000,00	
	204	538	20422	2 023	AVP	40 000,00	
Prestation						190 000,00	411 924,00
Subventions à divers organismes partenaires	204	50	204142	2 023	SANTE	50 000,00	
	204	50	2041782	2 023	SANTE	50 000,00	
	204	50	20422	2 023	SANTE	100 000,00	
Prestation						200 000,00	
Totaux						390 000,00	411 924,00

Service S0162 DLOG - SERVICE GARAGE DEPARTEMENTAL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Entretien matériel garage	21	0202	2157			70 000,00
Prestation						70 000,00
Totaux						70 000,00

Service S0169 DEPE - SERVICE OFFRE D'ACCUEIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Prise en charge de l'accueil au Centre départemental d'accueil des familles	65	51	652411			381 000,00
Prestation						381 000,00
Prise en charge de l'accueil au Foyer de l'Enfance	65	51	652411			400 000,00
Prestation						400 000,00
Prise en charge de l'accueil dans des lieux de vie	65	51	652413			900 000,00
Prestation						900 000,00
Prise en charge de l'accueil des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs et à l'hôtel	65	51	652418			233 000,00
Prestation						233 000,00
Prise en charge de l'accueil en Maisons d'Enfants	65	51	652412			7 389 000,00
Prestation						7 389 000,00
Totaux						9 303 000,00

Service S0176 DAT - SERVICE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET COLLECTIVITES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses		Dépenses	Recettes
Participation au capital d'une SPL	26	01	261					750 000,00	
	27	01	2748						200 000,00
				Prestation				750 000,00	200 000,00
Subvention pour la préservation du potentiel agricole gardois	65	74	6574	2 023	SINAGRI	500 000,00			
				Prestation		500 000,00			
Syndicat mixte du Bois de Minteau	26	01	261					8 600,00	
				Prestation				8 600,00	
				Totaux		500 000,00		758 600,00	200 000,00

Service S0180 DEPE - DIRECTION ADJOINTE PROTECTION MATERNELLE INFANTILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Formation des Assistantes Maternelles	011	41	6183			200 000,00
Prestation						200 000,00
Totaux						200 000,00

Service S0186 DAUT - SERVICE COMPENSATION DU HANDICAP

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Prestation de Compensation du Handicap	65	52	6511212			3 000 000,00
Prestation						3 000 000,00
Totaux						3 000 000,00

Service S0190 DRH - SERVICE PREVENTION ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Matériel SPQVT Achat et Maintenance	21	0202	2157			17 000,00
Prestation						17 000,00
Totaux						17 000,00

Service S0192 DISI - POLE SECURITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Mise en œuvre d'actions de sécurisation	011	0202	6228			60 000,00
Prestation						60 000,00
Totaux						60 000,00

Service S0260 DADST - SERVICE COORDINATION DE L'ACTION SOCIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)	011	58	611			25 000,00
Prestation						25 000,00
Subventions de fonctionnement dans le champ de l'action sociale	65	58	6574			50 000,00
Prestation						50 000,00
Totaux						75 000,00

OPERATIONS D'ORDRE

	IMPUTATION							Fonctionnement		
								Dépenses	Recettes	
S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE	042	01	6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	0	S0008	0	609 200,00		
	042	01	7768	Neutralisation des amortissements	0	S0008	0		-274 785,00	
	042	01	777	Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	0	S0008	0		274 285,00	
	S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE							Somme :	609 200,00	-500,00
S0009 DFI - SERVICE BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE	023	01	023	Virement à la section d'investissement	0	S0009	0	17 225 774,08		
	S0009 DFI - SERVICE BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE							Somme :	17 225 774,08	
	Total							17 834 974,08	-500,00	

	IMPUTATION					Investissement	
						Dépenses	Recettes
S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE	040 01	13911	Subventions d'équipement Etat	0 S0008	0	125 000,00	
	040 01	13912	Subventions d'Equipement Régions	0 S0008	0	-4 000,00	
	040 01	13916	Subventions d'équipement autres établissements publics locaux	0 S0008	0	5 000,00	
	040 01	139172	Subventions investissement FEDER	0 S0008	0	23 000,00	
	040 01	139178	Subventions d'Equipements Fonds Européens Autres	0 S0008	0	500,00	
	040 01	13918	Subventions investissement (autres)	0 S0008	0	-40 000,00	
	040 01	13932	Dotation départementale d'équipement des collèges	0 S0008	0	169 785,00	
	040 01	13936	Dotation de soutien à l'investissement des départements	0 S0008	0	-5 000,00	
	040 01	198	Neutralisation des amortissements	0 S0008	0	-274 785,00	
	040 01	28031	Frais d'études	0 S0008	0		-100 000,00
	040 01	2804111	Biens mobiliers, matériels et études	0 S0008	0		7 000,00
	040 01	2804121	Biens mobiliers, matériels et études	0 S0008	0		5 000,00
	040 01	2804141	Biens mobiliers, matériels et études	0 S0008	0		135 000,00
	040 01	2804142	Bâtiments et installations	0 S0008	0		1 000 000,00
	040 01	2804151	Biens, matériels et études	0 S0008	0		10 000,00
	040 01	2804152	Bâtiments et installations	0 S0008	0		20 000,00
	040 01	28041721	Biens mobiliers, matériels et études	0 S0008	0		31 000,00
	040 01	2804181	Biens mobiliers, matériels et études	0 S0008	0		2 000,00
	040 01	2804182	Bâtiments et installations	0 S0008	0		5 000,00
	040 01	2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0 S0008	0		-50 000,00
	040 01	280421	Biens mobiliers, matériel et études	0 S0008	0		5 000,00
	040 01	280431	Biens mobiliers, matériels et études	0 S0008	0		-50 000,00
	040 01	280432	Bâtiments et installations	0 S0008	0		20 000,00
	040 01	2804411	Biens mobiliers, matériels et études	0 S0008	0		150 000,00
	040 01	2804412	Bâtiments et installations	0 S0008	0		-200 000,00
	040 01	28051	Concessions et droits similaires	0 S0008	0		400 000,00
	040 01	28128	Autres agencements et aménagements de terrains	0 S0008	0		2 000,00
	040 01	281312	Bâtiments scolaires	0 S0008	0		-1 500 000,00
	040 01	281318	Autres bâtiments publics	0 S0008	0		-50 000,00
	040 01	281321	Immeubles de rapport	0 S0008	0		-10 000,00

				IMPUTATION				Investissement	
								Dépenses	Recettes
S0009 DFI - SERVICE BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE	040	01	281351	Bâtiments publics	0	S0008	0		100 000,00
	040	01	281352	Bâtiments privés	0	S0008	0		-10 000,00
	040	01	28153	Réseaux divers	0	S0008	0		-10 000,00
	040	01	28157	Matériel et outillage techniques	0	S0008	0		10 000,00
	040	01	281757	Matériel et outillage techniques	0	S0008	0		50,00
	040	01	28182	Matériel de transport	0	S0008	0		10 000,00
	040	01	281831	Matériel informatique scolaire	0	S0008	0		520 000,00
	040	01	281838	Autre matériel informatique	0	S0008	0		100 000,00
	040	01	281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0	S0008	0		60 000,00
	040	01	28185	Matériel de téléphonie	0	S0008	0		20 000,00
	040	01	28188	Autres	0	S0008	0		-22 850,00
					S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE			Somme :	609 200,00
								-500,00	
S0009 DFI - SERVICE BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE	021	01	021	Virement de la section de fonctionnement	0	S0009	0		17 225 774,08
					S0009 DFI - SERVICE BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE			Somme :	17 225 774,08
					Total			-500,00	17 834 974,08

RESTES A REALISER N-1

En dépenses de fonctionnement

IMPUTATION	Prestation	Montant
65/021/6535/0	Organisation et gestion de la formation des élus (frais pédagogiques)	18 197.84
65/021/6535/0		18 197,84

En dépenses d'investissement

IMPUTATION	Prestation	Montant
018/564/2041721/0	Subvention d'investissement dans le domaine de l'insertion	480,00
018/564/2041721/0		480,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
018/564/20421/0	Subvention d'investissement dans le domaine de l'insertion	8 500,00
018/564/20421/0		8 500,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
16/01/16878/0	BEA gendarmerie	880 000,00
16/01/16878/0		880 000,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/0202/2031/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	598,60
	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	2 304,00
20/0202/2031/0		2 902,60

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/0202/2051/0	Acquisition de postes de travail numériques	132,00
	Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	256 032,01
	Assistance à maîtrise d'œuvre et à maîtrise d'ouvrage (AMOE/AMOA)	2 016,00
	Auto-formation	1 920,00
	Déploiement d'applications et des matériels associés	477 677,73
	Maintenance d'équipements d'infrastructures informatiques	655,65
20/0202/2051/0		738 433,39

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/023/2051/0	Animation du site internet	5 640,00
20/023/2051/0		5 640,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/221/2031/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges	308 155,53
	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques des collèges	10 680,00
20/221/2031/0		318 835,53

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/221/2051/12	Acquisition de postes de travail numériques pour les collèges	36 827,30
	Participation au développement des usages numériques	15 240,00
20/221/2051/12		52 067,30

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/314/2031/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	13 200,65
	Présentation des collections permanentes	13 200,00
20/314/2031/0		26 400,65

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/221/20431/0	Dotation annuelle équipement des collèges	22 130,07
	Dotation classes SEGPA	9 955,19
	Dotation création classe ULIS	3 722,96
204/221/20431/0		35 808,22

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/311/20421/0	Subventions d'investissement en faveur des lieux culturels	16 472,30
204/311/20421/0		16 472,30

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/313/204141/0	Subventions pour l'achat de mobilier de bibliothèque en faveur du réseau	12 250,00
204/313/204141/0		12 250,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/32/2041781/6	Subvention pour le Centre Sportif Méjannes-le-Clap (Régie)	50 000,00
204/32/2041781/6		50 000,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/32/20421/0	Subvention à l'action sportive	1 583,00
204/32/20421/0		1 583,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/52/20422/0	Subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements PA	50 000,00
204/52/20422/0		50 000,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/58/20421/0	Subventions d'investissement et d'équipement dans le champ de l'action sociale	22 500,00
204/58/20421/0		22 500,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/58/20422/0	Subventions d'investissement et d'équipement dans le champ de l'action sociale	3 000,00
204/58/20422/0		3 000,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/64/20422/0	Subventions pour la protection contre les inondations	57 879,47
204/64/20422/0		57 879,47

IMPUTATION	Prestation	Montant
204/91/20422/0	Subventions aux réseaux de l'économie sociale et solidaire	10 000,00
204/91/20422/0		10 000,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/51/2031/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	9 407,17
20/51/2031/0		9 407,17

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/52/2051/52	Déploiement d'applications et des matériels associés	30 756,90
20/52/2051/52		30 756,90

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/61/2051/1	Actions en faveur des espaces, sites et itinéraires	47 759,40
20/61/2051/1		47 759,40

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/621/2033/0	Publication des avis de publicité et d'attribution	4 618,00
20/621/2033/0		4 618,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/64/2031/42	Etudes sur les barrages départementaux	65 812,67
	Opérations sur les barrages	41 280,80

20/64/2031/42		107 093,47
---------------	--	------------

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/738/2031/1	Actions en faveur des espaces, sites et itinéraires	39 290,00
20/738/2031/1		39 290,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
20/921/2051/0	Achat d'équipements du laboratoire	12 137,90
20/921/2051/0		12 137,90

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/0202/2153/0	Acquisition de postes de travail numériques	24 388,74
	Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	76 947,42
	Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms	47 784,00
21/0202/2153/0		149 120,16

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/0202/2157/0	Achat de fournitures et matière d'œuvre	2 795,99
	Entretien matériel garage	91,44
21/0202/2157/0		2 887,43

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/0202/2181/0	Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	714,32
21/0202/2181/0		714,32

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/0202/21838/0	Acquisition de postes de travail numériques	302 597,55
	Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	59 213,23
21/0202/21838/0		361 810,78

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/0202/21848/0	Achat de mobilier	17 807,28
	Acquisition de postes de travail numériques	16 993,45
21/0202/21848/0		34 800,73

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/0202/2185/0	Acquisition de postes de travail numériques	20 847,60
21/0202/2185/0		20 847,60

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/0202/2188/0	Matériel technique et outillage	1 150,75
	Signalétique des bâtiments	8 621,79
21/0202/2188/0		9 772,54

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/20/2157/9	Fonctionnement de l'UCL (Unité de conditionnement des légumes)	20 819,40
21/20/2157/9		20 819,40

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/221/2157/0	Mise à disposition de matériels et outillages techniques	115 629,02
21/221/2157/0		115 629,02

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/221/21753/12	Acquisition de postes de travail numériques	1 020,00
21/221/21753/12		1 020,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/221/21831/12	Acquisition de postes de travail numériques	1 801,78
	Acquisition de postes de travail numériques pour les collègues	467 233,27
21/221/21831/12		469 035,05

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/221/21841/0	Mise à disposition de mobilier scolaire	91 030,29
21/221/21841/0		91 030,29

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/221/2188/0	Matériel technique et outillage des collègues	34 540,56
	Mise à disposition autres mobiliers et matériels	37 215,57
21/221/2188/0		71 756,13

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/30/21848/0	Subventions pour des actions de développement social dans le cadre du FDS (hors ORU)	12 000,00
21/30/21848/0		12 000,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/41/2188/0	Achat de matériel pour les consultations pré et post natales	30 624,73
	Examen médical	507,60
21/41/2188/0		31 132,33

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/41/2188/59	Achat de matériel nécessaire au fonctionnement de la PMI	31 879,80
21/41/2188/59		31 879,80

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/61/2157/0	Assistance technique réglementaire à l'eau	6 888,56
21/61/2157/0		6 888,56

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/621/2111/0	Acquisition et cession foncière (routes)	20 263,30
21/621/2111/0		20 263,30

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/64/2118/42	Opérations sur les barrages	623,00
21/64/2118/42		623,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/64/2128/42	Exploitation des barrages	23 298,00
21/64/2128/42		23 298,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/64/2157/42	Exploitation des barrages	2 502,77
21/64/2157/42		2 502,77

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/738/2157/1	Actions en faveur des espaces naturels	100 757,68
21/738/2157/1		100 757,68

IMPUTATION	Prestation	Montant
21/921/2157/0	Achat d'équipements du laboratoire	126 269,99
21/921/2157/0		126 269,99

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/0202/231351/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	16 717,45
	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	23 233,20
23/0202/231351/0		39 950,65

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/20/231312/9	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	16 201,88
23/20/231312/9		16 201,88

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/221/231351/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges	273 619,50
	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	22 932,00
	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques des collèges	14 392,80
23/221/231351/0		310 944,30

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/221/2317312/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges	4 843,80
23/221/2317312/0		4 843,80

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/221/231735/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges	133 700,56
	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	23 694,00
	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques des collèges	19 238,88
23/221/231735/0		176 633,44

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/312/231351/0	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	14 376,00
23/312/231351/0		14 376,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/314/231351/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	11 850,79
23/314/231351/0		11 850,79

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/315/231351/0	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	83 654,40
23/315/231351/0		83 654,40

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/315/2316/0	Conservation curative (reliure, restauration)	20 493,00
23/315/2316/0		20 493,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/50/231313/0	Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement Bâtiments	3 789,24
23/50/231313/0		3 789,24

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/50/231351/0	Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	10 771,67
23/50/231351/0		10 771,67

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/51/231351/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	8 853,83
23/51/231351/0		8 853,83

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/64/231318/42	Travaux (construction, rénovation, entretien) sur les barrages départementaux	35 700,00
23/64/231318/42		35 700,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/738/2312/1	Travaux d'aménagement et entretien sur les espaces naturels	1 002,00
23/738/2312/1		1 002,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/738/2312/1	Actions en faveur des espaces naturels	137 229,60
23/738/2312/1		137 229,60

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/738/23153/1	Actions en faveur des espaces naturels	20 744,46
	Actions en faveur des espaces, sites et itinéraires	12 793,20
23/738/23153/1		33 537,66

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/921/231351/0	Maintenance et entretien du bâtiment du laboratoire	8 272,32
23/921/231351/0		8 272,32

TOTAL		5 166 778,76
--------------	--	---------------------

En recettes d'investissement

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/01/1336/0	Dotation soutien à l'investissement départemental pour la logistique	2 668 850,00
13/01/1336/0		2 668 850,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/0202/1311/0	Dotation soutien à l'investissement départemental pour la logistique	1 225 581,70
13/0202/1311/0		1 225 581,70

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/221/1311/0	Dotation soutien à l'investissement départemental pour la logistique	1 261 274,00
13/221/1311/0		1 261 274,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/221/1314/0	Frais généraux des collèges	606 598,25
	Gestion de conventions Collèges et Halles de sport	1 370 732,12
13/221/1314/0		1 977 330,37

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/30/1311/0	Dotation soutien à l'investissement départemental pour la logistique	138 286,40
13/30/1311/0		138 286,40

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/50/1311/0	Dotation soutien à l'investissement départemental pour la logistique	154 350,00
13/50/1311/0		154 350,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/621/1314/0	Programmation pluriannuelle /annuelle des opérations (travaux)	1 317 866,10
13/621/1314/0		1 317 866,10

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/621/1321/0	Programmation pluriannuelle /annuelle des opérations (travaux)	857 106,65
13/621/1321/0		857 106,65

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/64/1311/42	Exploitation des barrages	231 000,00
13/64/1311/42		231 000,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/64/1312/42	Opérations sur les barrages	165 600,00
13/64/1312/42		165 600,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/64/13172/42	Opérations sur les barrages	184 000,00
13/64/13172/42		184 000,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/738/1311/1	Actions en faveur des espaces naturels	3 102,50
13/738/1311/1		3 102,50

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/738/1312/1	Actions en faveur des espaces naturels	7 400,00
	Actions en faveur des espaces, sites et itinéraires	5 063,00
	Travaux d'aménagement et entretien sur les espaces naturels	4 000,00
13/738/1312/1		16 463,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/738/13172/1	Actions en faveur des espaces naturels	11 497,49
	Actions en faveur des espaces, sites et itinéraires	19 453,00
13/738/13172/1		30 950,49

IMPUTATION	Prestation	Montant
13/90/1311/0	Dotation soutien à l'investissement départemental pour la logistique	49 138,00
13/90/1311/0		49 138,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/221/238/0	Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges	226 362,32
23/221/238/0		226 362,32

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/50/237/0	Gestion des conventions Bâtiments	20 684,00
23/50/237/0		20 684,00

IMPUTATION	Prestation	Montant
23/50/238/0	Gestion des conventions Bâtiments	59 659,76
23/50/238/0		59 659,76

TOTAL		10 587 605,29
--------------	--	----------------------

SYNTHESE PAR COMMISSION

Fonctionnement Investissement

COMMISSION	DGA	DIRECTION	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	33 695 790,15	87 728 082,66	1 600 000,00	-14 396 505,07
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	4 784 157,89	0,00	17 000,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET COMMANDE PUBLIQUE	181 100,00	347 500,00	0,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION	237 000,00	0,00	799 200,00	0,00
C200 DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE	38 298 048,04	88 075 582,66	2 416 200,00	-14 396 505,07
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT	81 014,00	0,00	758 600,00	200 000,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL	351 094,00	0,00	-45 000,00	-11 237,98
C300 INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	C200 DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES	432 108,00	0,00	713 600,00	188 762,02
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE	0,00	150 000,00	-215 000,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES	0,00	0,00	0,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE	0,00	0,00	0,00	1 826 784,87
C400 SOLIDARITES SOCIALES	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	C300 INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX	0,00	150 000,00	-215 000,00	1 826 784,87
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES	5 000 000,00	0,00	-114 081,90	-411 924,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE	9 503 000,00	0,00	0,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES	16 197 000,00	0,00	0,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	DIRECTION D'APPUI	50 000,00	0,00	0,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	MISSION POLITIQUE DE LA VILLE	250 000,00	0,00	0,00	0,00
C500 EDUCATION, COLLEGES ET CITOYENNETE	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	C400 SOLIDARITES SOCIALES	31 000 000,00	0,00	-114 081,90	-411 924,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION EDUCATION JEUNESSE, CULTURE ET SPORTS	0,00	100 000,00	227 704,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE	0,00	0,00	215 000,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION	15 000,00	0,00	623 000,00	0,00
C600 ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	C500 EDUCATION, COLLEGES ET CITOYENNETE	15 000,00	100 000,00	1 065 705,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT	617 000,00	-49 754,70	6 944,40	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES	0,00	15 000,00	25 000,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION EDUCATION JEUNESSE, CULTURE ET SPORTS	75 000,00	0,00	-676 390,00	0,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL	0,00	0,00	0,00	34 710,07
C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	C600 ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE	692 000,00	-34 754,70	-540 445,00	34 710,07
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	17 834 974,08	-500,00	-500,00	17 834 974,08
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE	17 834 974,08	-500,00	-500,00	17 834 974,08
BS 2023 hors RAR N-1						
			88 272 130,12	88 290 327,96	11 321 476,50	5 900 649,97
BS 2023						
			88 290 327,96	88 290 327,96	16 488 255,26	16 488 255,26

